

# PROGRAMME

---

**ÉLECTIONS MUNICIPALES**  
**15 ET 22 MARS 2020**

 *choisir*  
**L'ÉCOLOGIE**  
**POUR RENNES**  
UNE VILLE SOLIDAIRE, VERTE ET CITOYENNE

# SOMMAIRE

## ÉDITO

<b>PARTIE 1. DÉMOCRATIE LOCALE, ACTE II</b> . . . . .	<b>7</b>
Chapitre 1. Habitant.e.s et élu.e.s : restaurer la confiance. . . . .	8
Chapitre 2. Renforcer le pouvoir d'agir des citoyen.ne.s . . . . .	9
Focus – Développer de nouveaux outils de démocratie directe . . . . .	10
Chapitre 3. Une métropole plus démocratique . . . . .	11
<b>PARTIE 2. UNE VILLE PRÊTE À FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE</b> . . . . .	<b>15</b>
Chapitre 1. Moins de béton, plus de nature ! . . . . .	16
Focus – Un.e habitant.e = un arbre . . . . .	19
Chapitre 2. Rennes, ville nourricière . . . . .	20
Focus – Une cantine bio et solidaire . . . . .	23
Chapitre 3. Au cœur de la lutte pour le climat : la transition énergétique . . . . .	24
Chapitre 4. Moins de déchets, plus de réemploi ! . . . . .	29
Chapitre 5. Préserver l'eau, notre bien commun . . . . .	32
Chapitre 6. Un numérique sobre, collaboratif et inclusif . . . . .	35
<b>PARTIE 3. RENNES, UNE VILLE À TAILLE HUMAINE</b> . . . . .	<b>41</b>
Chapitre 1. Coopérer entre territoires. . . . .	42
Chapitre 2. Pour un autre modèle d'urbanisme . . . . .	44
Focus – Construire moins vite, moins haut ! . . . . .	44
Chapitre 3. Des logements écologiques et accessibles . . . . .	48
Chapitre 4. Une ville sûre et accueillante . . . . .	51
Chapitre 5. Rennes, ville propre . . . . .	55
Chapitre 6. Une ville sans publicité . . . . .	59
Focus – Libérer la ville de la publicité . . . . .	59
<b>PARTIE 4. QUAND L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI FONT LEUR RÉVOLUTION VERTE</b> . . . . .	<b>61</b>
Chapitre 1. Transformer l'économie. . . . .	62
Chapitre 2. Mieux accompagner les entreprises du territoire . . . . .	64
Chapitre 3. Soutenir l'économie circulaire et l'Économie Sociale et Solidaire . . . . .	65
Focus – Plus de moyens financiers par l'ESS. . . . .	66
Chapitre 4. Rennes, territoire zéro chômeur . . . . .	68
Chapitre 5. Pour des commerces de proximité et écoresponsables. . . . .	70
<b>PARTIE 5. SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ : DES DROITS POUR TOUT.E.S !</b> . . . . .	<b>75</b>
Chapitre 1. Éradiquer la grande pauvreté : on n'a pas tout essayé ! . . . . .	76
Focus – Un revenu minimum garanti . . . . .	78
Chapitre 2. Rennes, ville engagée contre le racisme et les discriminations . . . . .	79
Chapitre 3. Sororité : les femmes dans la ville . . . . .	82
Focus – Contre les violences faites aux femmes . . . . .	83
Chapitre 4. La ville inclusive pour les personnes en situation de handicap . . . . .	86
Chapitre 5. Une ville pour les aîné.e.s . . . . .	90

<b>PARTIE 6. AGIR POUR UN MONDE PLUS SOLIDAIRE</b> . . . . .	<b>95</b>
Chapitre 1. Solidarité avec les peuples en lutte . . . . .	96
Chapitre 2. Une coopération décentralisée au service de la transition écologique . . . . .	98
Chapitre 3. Rennes ville hospitalière . . . . .	101
Focus – Objectif zéro exilé.e à la rue . . . . .	102
Chapitre 4. Rennes, écocapitale européenne . . . . .	104
<b>PARTIE 7. DES TRANSPORTS ÉCOLOGIQUES POUR TOUTES ET TOUS</b> . . . . .	<b>107</b>
Chapitre 1. Rennes, une ville à marcher . . . . .	108
Chapitre 2. Faire la vélorution ! . . . . .	110
Chapitre 3. Renforcer l'offre de transports en commun . . . . .	113
Focus – Enfin un RER métropolitain ! . . . . .	114
Chapitre 4. Moins de voitures, plus d'air pur ! . . . . .	115
Chapitre 5. Vers la gratuité des transports . . . . .	118
<b>PARTIE 8. LA VILLE QUI ÉVEILLE, ÉDUQUE ET PREND SOIN DE SES HABITANT.E.S !</b> . . . . .	<b>121</b>
Chapitre 1. Des crèches qui éveillent et apprennent à coopérer . . . . .	122
Chapitre 2. Des écoles qui éduquent aux enjeux du monde de demain . . . . .	125
Chapitre 3. Pour une jeunesse émancipée. . . . .	130
Chapitre 4. Pour une vie étudiante riche et solidaire . . . . .	135
Focus – Pour améliorer les conditions de vie des étudiant.e.s . . . . .	137
Chapitre 5. Vivre en bonne santé à Rennes . . . . .	139
<b>PARTIE 9. LA CULTURE ET LE SPORT POUR VIVRE ENSEMBLE</b> . . . . .	<b>145</b>
Chapitre 1. Une vie culturelle foisonnante pour tou.te.s et par tou.te.s . . . . .	146
Focus – Pour la promotion des langues de Bretagne . . . . .	151
Chapitre 2. Des loisirs nature, solidaires et écoresponsables . . . . .	152
Chapitre 3. Accompagner les évolutions du monde sportif . . . . .	154
Chapitre 4. Une vie associative confortée et redynamisée. . . . .	158
<b>PARTIE 10. UNE VILLE ET UNE MÉTROPOLÉ ÉCORESPONSABLES</b> . . . . .	<b>163</b>
Chapitre 1. Rennes et Rennes Métropole employeurs engagés . . . . .	164
Chapitre 2. Une commande publique éthique, équitable et écolo . . . . .	166
Chapitre 3. Des services publics pour toutes et tous . . . . .	168
Focus – Pour un schéma métropolitain des services publics . . . . .	168
<b>PARTIE 11. UN BUDGET POUR TOUT CHANGER</b> . . . . .	<b>171</b>
Focus – Un milliard d'euros pour le climat . . . . .	172

*Index en fin d'ouvrage*

# ÉDITO

---

## HIER, LANCEURS D'ALERTE

Il y a 40 ans, une poignée de militant.e.s et de scientifiques affirmaient, souvent dans l'ignorance et le mépris, les dangers d'une dégradation rapide de notre environnement. Aujourd'hui, les événements nous rattrapent. De canicules, en sécheresses, en alertes à la pollution de l'air et autres empoisonnements aux pesticides, il n'est plus possible d'ignorer les ravages d'une crise environnementale qui pèse sur nous au quotidien.

Les citoyen.ne.s ne s'y trompent pas. Leur prise de conscience se fait plus grande et rapide. La jeunesse qui manifeste pour le climat affirme l'écologie comme l'enjeu de ce siècle. L'inaction des décideurs nous condamnent toutes et tous, car ne pas agir, ne pas changer de modèle de société, c'est être condamné à subir.

Le temps n'est plus à l'alerte, le temps n'est plus aux demi-mesures, le temps est à l'action et à la transformation. Le temps est venu pour chacun d'entre nous, ensemble, de reprendre le contrôle sur nos vies et sur notre ville!

## AUJOURD'HUI, PORTEURS DE SOLUTIONS

Notre projet est le fruit d'un travail de plus d'un an et demi auquel ont participé des centaines de personnes durant plus de 80 ateliers ouverts. Il résulte aussi de nombreux échanges et rencontres avec les acteurs et des actrices du territoire. La volonté de co-construire notre projet pour Rennes est une exigence démocratique. C'est aussi, selon nous, l'avenir de la politique locale.

Cette approche continuera d'irriguer notre campagne électorale puisque notre programme s'enrichira encore des rencontres et des contributions des Rennaises et des Rennais, cette fois-ci sur sa version numérique.

Cette approche irriguera aussi notre action d'élu.e.s. L'équipe qui porte ce projet est composée d'élu.e.s sortant.e.s, de Rennaises et Rennais engagé.e.s pour l'environnement, d'universitaires, d'acteurs et d'actrices de la solidarité, du monde entrepreneurial, de la culture, du syndicalisme, de l'égalité. Ils et elles ont des parcours variés mais ont toutes et tous en commun d'agir au quotidien pour l'écologie.

## POUR FAIRE DE RENNES UNE PIONNIÈRE DE L'ÉCOLOGIE

Écologie, démocratie, solidarité, voilà ce que nous voulons pour Rennes, ses quartiers et sa métropole. Il faut des mesures fortes pour répondre aux enjeux de notre temps.

Un milliard d'euros pour le climat; un acte 2 de la démocratie locale; la création d'un revenu minimum garanti pour éradiquer la grande pauvreté; la végétalisation massive de la ville; une ville à taille humaine; le soutien aux entreprises locales qui s'engagent pour l'emploi et l'environnement; un combat renouvelé pour l'égalité entre femmes et hommes et contre les discriminations; des moyens conséquents pour le vélo... Nous vous invitons à découvrir nos 663 propositions pour une ville solidaire, verte et citoyenne.

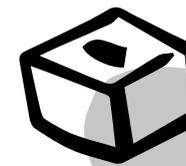
L'écologie est nécessaire. Elle porte un avenir désirable qui améliore la vie de toutes et tous. Il ne tient plus qu'à vous, citoyens et citoyennes, de faire le choix de l'écologie pour Rennes.

Nous vous souhaitons une très bonne lecture.

*Matthieu Theurier et Priscilla Zamord*

## PARTIE 1

# DÉMOCRATIE LOCALE, ACTE II



Les élu.e.s écologistes ont permis des avancées notables au cours du mandat en matière de démocratie locale. Ils sont par exemple à l'initiative de la charte de la démocratie locale ou encore de la mise en place d'instances citoyennes telles que le budget participatif.

Mais malgré les efforts engagés, cette démocratie reste encore empêchée par des logiques institutionnelles. La mise au débat des grands projets urbains ou des grandes politiques avec les premier.e.s concerné.e.s, les citoyen.ne.s, n'est toujours pas systématisée.

Dans un acte II de la démocratie locale, nous voulons aller plus loin, redonner un vrai pouvoir d'agir aux habitant.e.s et achever la mue démocratique de la ville.

Et cette culture démocratique doit aussi s'étendre aux politiques métropolitaines. Habitat, énergie, déchets, transports, culture, politique de la Ville, ces politiques sont au cœur de la transformation écologique de la société: nous voulons les concevoir avec vous!

## CHAPITRE 1

# HABITANT.E.S ET ÉLU.E.S : RESTAURER LA CONFIANCE

Le cumul des mandats et la durée des « carrières » tendent à transformer les élu.e.s en professionnel.le.s de la politique. Cette réalité induit une distance et une défiance entre élu.e.s et habitant.e.s. Nous voulons aller à rebours de cette dynamique et recréer les nécessaires espaces de dialogues entre élu.e.s et habitant.e.s.

Nous voulons faire de la politique autrement ! Nous sommes déterminé.e.s à co-construire des politiques publiques nourries par l'expertise citoyenne et associative et en phase avec les préoccupations quotidiennes des Rennais.es. Nos élu.e.s nous les souhaitons exemplaires, investi.e.s dans la société et cultivant le dialogue.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour une démocratie de proximité

Le niveau municipal est propice à une démocratie faite par et pour les citoyen.ne.s. Mais encore faut-il des élu.e.s proches des habitant.e.s.

- Nous voulons revenir à un **découpage des quartiers plus modeste** et attribuer un.e élu.e référente à chacun des 13 anciens quartiers pour plus de proximité.

### Pour faire de la politique autrement

Nous voulons renouveler les pratiques politiques des élu.e.s pour rétablir la confiance des citoyen.ne.s à leur égard.

- Les élu.e.s de *Choisir l'écologie pour Rennes s'engagent pour la transparence !*

Nous rendrons compte de nos actions, des décisions prises, de leur mise en œuvre et de l'avancement des projets et ce, dès la première année de mandat.

- Les élu.e.s de *Choisir l'écologie pour Rennes seront des élu.e.s militant.e.s !*

Nous continuerons à nous investir dans les luttes sociales et sociétales dès lors que celles-ci partagent des valeurs et des objectifs communs aux nôtres.

- **Nous ne cumulerons pas les mandats**

hormis pour Rennes et sa Métropole puisque cette double élection est rendue de fait obligatoire par le mode de scrutin. L'ensemble de nos engagements moraux et éthiques pour le mandat ont été consignés dans une charte consultable en ligne.

## CHAPITRE 2

# RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR DES CITOYEN.NE.S

Nous voulons sortir de la figure désuète du ou de la maire unique détenteur.trice de l'intérêt général. Les urnes ne doivent pas être le seul endroit où les citoyen.ne.s ont la possibilité d'exprimer leur voix. Dans une démocratie active, la décision et la réalisation des politiques publiques et des projets sont mises au débat et à la contribution de tous et toutes. Ensemble, les décisions prises ont plus de sens car elles prennent en compte l'expertise d'usage des habitant.e.s.

Nous nous engageons dans une nouvelle charte à faire le bilan de ce qui a été accompli et à mettre à la disposition de la population de nouveaux outils de démocratie directe. Les élu.e.s seront plus utiles en devenant des animateurs ou des animatrices de la vie citoyenne, sachant partager et co-construire la décision et le choix de la politique à mener.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour une démocratie à l'échelle du quartier

Nous voulons donner aux habitant.e.s les moyens de s'approprier des outils démocratiques à l'échelle de leur quartier.

- **Nous proposons de revoir la charte de la démocratie locale** au cours d'un processus semblable à celui conduit en 2014. L'objectif, à l'issue d'une évaluation approfondie, est de développer de nouveaux outils et d'expérimenter une nouvelle gouvernance que ce soit au niveau de la ville comme des quartiers. Dans cette optique, un redécoupage des quartiers et une révision de leurs prérogatives est sans doute nécessaire.

- **Nous voulons donner des moyens budgétaires** propres aux instances de quartier.



## FOCUS

### PLUS DE DÉMOCRATIE DIRECTE

**Nous voulons mettre à la disposition des habitant.e.s de nouveaux outils de démocratie directe afin de leur permettre de s'exprimer sur les sujets qui les concernent. Nous prendrons le temps de développer des modes d'aller-vers pour les personnes les plus éloignées de cette participation afin de les inclure et de prendre en compte leur parole aussi.**

- Nous souhaitons un **élargissement du budget participatif et la création de budgets participatifs complémentaires**, notamment un budget participatif des écoles. Nous voulons organiser le débat et le vote des collégien.ne.s et des lycéen.ne.s rennais.es concernant les projets de la ville.
- Nous nous engageons à **expérimenter les jurys citoyens\* pour co-élaborer les décisions structurantes qui engagent des moyens financiers importants sur des temps longs et co-construire les grands projets urbains.**
- Nous voulons élaborer une **méthode participative** pour que les projets d'urbanisme et d'aménagement soient véritablement construits avec les citoyen.ne.s.
- Nous voulons mettre en œuvre **le référendum local** ou les votations pour toute personne résidant à Rennes, y compris les personnes étrangères.
- Nous nous engageons à **mettre en œuvre des dispositifs de droits d'interpellation** et de pétition pour les citoyens.
- Nous voulons des **droits et des moyens renforcés pour l'opposition municipale** afin de garantir la transparence de la vie politique et un fonctionnement plus collégial de la majorité municipale.

---

\* **Jury citoyen** : assemblée temporaire choisie aléatoirement (par exemple, par tirage au sort) pour étudier un sujet et orienter la décision politique

## CHAPITRE 3

# UNE MÉTROPOLE PLUS DÉMOCRATIQUE

L'agglomération, que ce soit son mode de gouvernance ou son fonctionnement, est le parent pauvre de la démocratie locale. Les élu.e.s sont désigné.e.s de manière indirecte, les décisions sont prises souvent de manière opaque et l'assemblée délibérative est rarement le lieu du débat.

Pourtant, sur les sujets d'économie, d'urbanisme, de transport, de déchet, d'énergie, d'agriculture ou encore de cohésion sociale, les décisions se prennent souvent au niveau métropolitain. Nous devons améliorer la transparence des processus de décision en donnant plus de place au pluralisme des opinions et au débat au sein des instances métropolitaines. Nous devons également faire de la participation citoyenne une clé de la prise de décision.

C'est pourquoi avec les conseils municipaux des 43 communes, les associations et les habitant.e.s, nous proposons de travailler à l'instauration d'une démocratie inter-communale afin d'associer le plus grand nombre aux décisions qui nous concernent tous et toutes.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour mettre la participation citoyenne au cœur de la prise de décision

Nous pensons que les citoyen.ne.s doivent avoir voix au chapitre sur les décisions les concernant, nous voulons donc mettre en place des processus facilitant la participation citoyenne.

- **Nous voulons élaborer une charte de la démocratie métropolitaine et de la participation citoyenne.**

Celle-ci posera les bases des outils coopératifs à utiliser dans la prise de décision, parmi lesquels figureront les budgets participatifs thématiques (énergie, déchets, jeunesse, culture...), les jurys citoyens\*.

- **Nous voulons renouveler et renforcer le rôle du Conseil de développement (Codev)** qui serait chargé du suivi et de la mise

en œuvre de la charte et composé en partie de citoyens des 43 communes tirés au sort. Cette assemblée citoyenne consultative pourra aussi être force de propositions auprès du Conseil métropolitain.

- **Nous voulons faciliter les prises de paroles** et les questions orales du public.

### Pour un fonctionnement métropolitain plus démocratique

Nous voulons ajuster le fonctionnement métropolitain pour le rendre plus représentatif de la diversité des opinions représentées en son sein.

- **Nous voulons une révision du fonctionnement métropolitain**

pour assurer la parité de l'exécutif et permettre un travail plus coopératif en associant l'ensemble des conseillers et conseillères à l'action métropolitaine.

- **Nous souhaitons revoir le régime indemnitaire des élu.e.s** afin

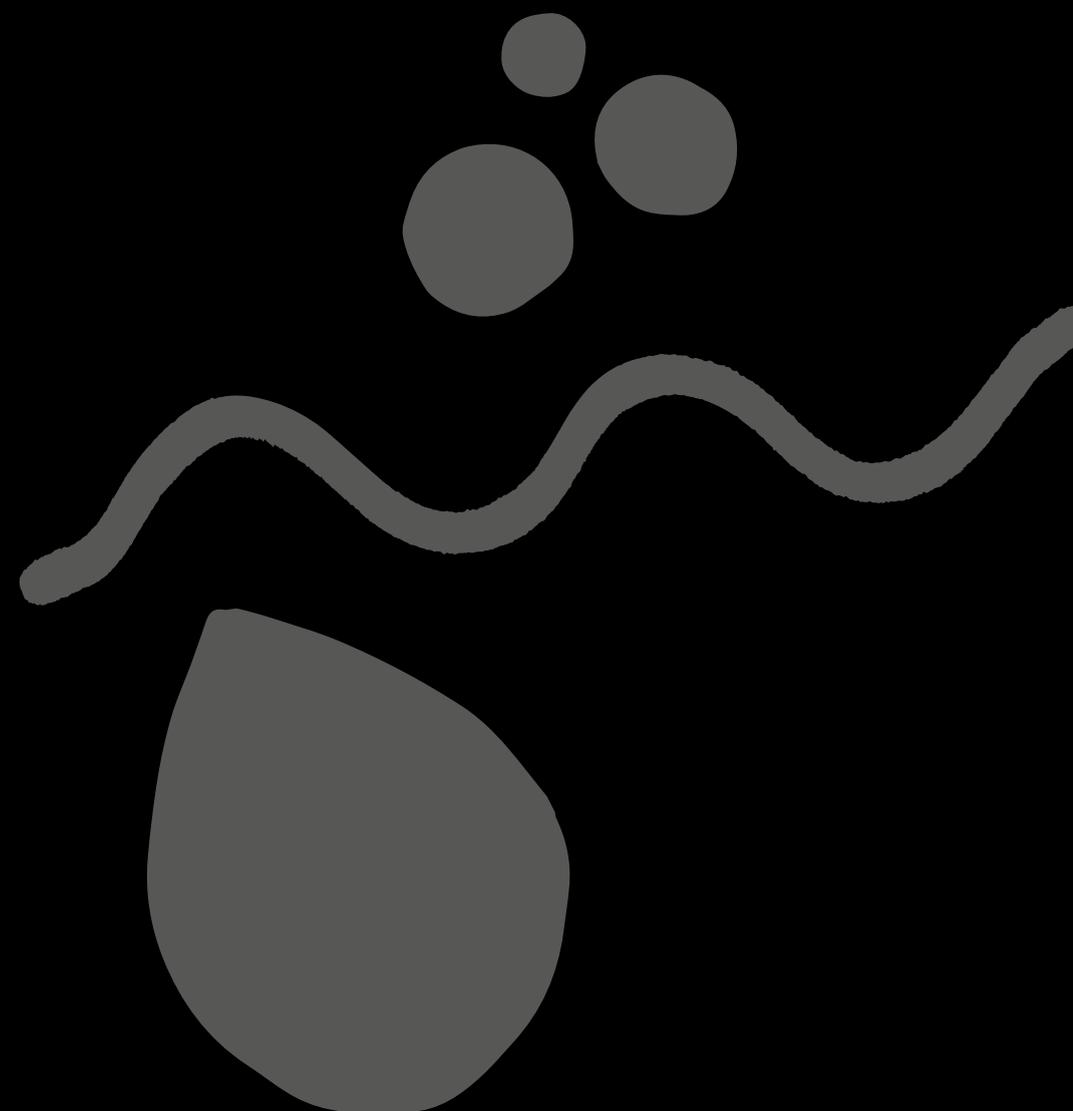
de permettre à tous les élu.e.s, notamment celles et ceux qui conservent un emploi en parallèle de leur mandat, de s'investir dans leur mandat métropolitain.

- **Nous voulons renforcer les droits des différents groupes politiques**

pour plus de transparence et de démocratie.

---

\* **Jury citoyen** : assemblée temporaire choisie aléatoirement (par exemple, par tirage au sort) pour étudier un sujet et orienter la décision politique.



## PARTIE 2

# UNE VILLE PRÊTE À FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Nous sommes en situation d'urgence. Les villes doivent être actrices de la transformation nécessaire de nos sociétés dans la lutte pour le climat et pour la biodiversité. Alors que les États traînent des pieds, les villes et les métropoles doivent être le moteur du changement. À Rennes, nous voulons construire une ville résiliente, c'est-à-dire prête à affronter les défis du changement climatique.

En effet, il faut désormais penser la ville à l'aune des impératifs climatiques et environnementaux : comment produire localement une alimentation saine et créer de nouvelles consommations vertueuses ? Comment renaturer la ville, anticiper l'augmentation des températures, améliorer la biodiversité en ville ? Quelles mobilités ? Quelle gestion des ressources en eau, en énergie ? C'est toutes les politiques publiques locales qui doivent être mobilisées et concourir chacune à leur manière à cette bataille.

Dans chaque crise, des opportunités naissent : la transformation écologique nécessaire de nos villes est aussi l'occasion de développer de nouveaux métiers, de nouvelles compétences, de nouvelles solidarités. Et en matière d'anticipation de la crise et d'expertise sur les moyens de s'en sortir, les écologistes ont plus d'une longueur d'avance ! Un challenge immense mais passionnant s'offre à nous : nous voulons réinventer la ville avec vous !

## CHAPITRE 1

# MOINS DE BÉTON, PLUS DE NATURE!

La crise climatique n'est plus une lointaine menace, elle est une réalité aujourd'hui. Nous devons tout mettre en œuvre pour lutter contre les effets du réchauffement climatique et faire notre part contre la mise en péril de la planète. L'une des premières mesures à mettre en œuvre est simple : redonner toute sa place à la nature en ville.

Pour y parvenir, il faut végétaliser la ville partout où c'est possible, en plantant des arbres, en convertissant le bitume en zones plantées, mais aussi en conservant des espaces de friches naturelles. Nous voulons désartificialiser les sols pour faire baisser les températures, faciliter l'infiltration des eaux et la vie de la terre.

C'est cela qui permettra de végétaliser la ville et de recréer des milieux favorables à la diversité et au vivant. Partout à Rennes, dans chaque quartier, dans chaque îlot, la nature doit reprendre ses droits!

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour végétaliser la ville

Nous voulons une végétalisation massive des quartiers avec pour objectif que chaque Rennais.e dispose d'un espace de nature à moins de 5 minutes de son domicile. Nous voulons renaturer la ville et prendre une partie de l'espace occupé par la voiture afin d'y installer une végétation pour créer des îlots de nature et de fraîcheur partout dans la ville.

► Nous engagerons un plan ambitieux de végétalisation de l'ensemble de la ville :

► Nous créerons de grandes voies végétalisées en reprenant une partie de la place dévolue à la voiture sur les grands boulevards urbains. Ce sont ainsi 9 hectares de nature qui prendront place du boulevard Albert 1<sup>er</sup> au boulevard Léon Grimault et sur le boulevard Henri Fréville au sud, de l'avenue Charles Tillon à l'avenue Rochester au nord, depuis la place de Bretagne jusqu'au boulevard Aristide Briand, et le long du boulevard de Chézy en centre-ville.

- Nous ferons des places bitumées (esplanade Charles de Gaulle, Hoche, bords des grandes artères routières) des lieux d'expérimentation de structures végétales innovantes à l'image des projets de « canopée urbaine » développée dans plusieurs villes d'Europe.

- Nous désartificialiserons et végétaliserons les cours d'écoles, de crèches, les places libérées de leurs parkings, les cimetières.

- Nous imposerons une part de végétalisation de préférence en pleine terre, mais aussi en toiture ou façade pour toute nouvelle construction. Ce coefficient de végétalisation sera fixé par le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

- Nous conserverons des espaces de friches naturelles afin de faire des interstices urbains des réservoirs de biodiversité.

- Nous prendrons en compte la biodiversité dans la construction des bâtiments en favorisant l'inclusion de gîtes et de nichoirs dans le bâti.

- Nous développerons une agriculture urbaine de proximité (voir partie 3 chapitre 2) et préserverons de toute urbanisation les grands espaces naturels dans la ville, en particulier la Prévalaye et la Lande du Breil.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour animer la politique de l'animal en ville

La place de l'animal dans la ville est paradoxale. Trop souvent, l'animal est perçu comme une nuisance, un parasite, qu'il faut éradiquer, traiter, mettre en fourrière, stériliser, effaroucher... Nous voulons passer d'une vision purement hygiéniste de la question animale à une réelle politique municipale qui réconcilie l'homme et le vivant. Cela passe en premier lieu par la reconnaissance de la contribution à la biodiversité et à l'écologie urbaine des animaux présents sur le territoire afin de dépasser un statut de biens, de chose et de nourriture. Au cours du mandat précédent, les élu.e.s écologistes se sont emparés du sujet et ont obtenu des avancées certaines: un groupe de travail « Animal dans la ville », un repas végétarien par semaine ou encore un vœu sur l'interdiction des cirques avec animaux. Un projet de pension canine est également en cours de réalisation.

- Nous nommerons un.e élu.e référent.e à la question animale.
- Nous renforcerons le groupe de travail « Animal dans la ville » et le doterons de moyens financiers en lien avec le conseil consultatif de la biodiversité et les instances santé-environnement. Ce groupe sera chargé de réfléchir et de mettre en œuvre des politiques innovantes sur la place des animaux, sur la prévention de la prolifération (pigeons, étourneaux, rats, chats, frelon asiatique...), sur la condition animale dans la ville.
- Nous élaborerons en concertation avec les associations et les citoyen.ne.s une charte de l'animal dans la ville.

- Nous créerons un poste de vétérinaire municipal, chargé de mettre en œuvre une politique de santé (prévention, soin) en direction des animaux des populations les plus fragiles.

### Pour une médiation autour de l'animal

En lien avec la politique de médiation sur l'espace public et de cohésion sociale, nous travaillerons avec la police municipale et les associations à la question des regroupements de chiens, notamment en centre-ville.

- Nous soutiendrons et pérennisons la pension canine portée par l'association Gamelles Pleines. Cette pension permettra aux personnes de se soigner, d'entamer une formation ou des démarches sans perdre le lien avec leurs animaux.
- Nous consoliderons le soutien aux associations et le renforcement des dispositifs actuels de sensibilisation des propriétaires, d'éducation canine, de médiation animale.
- Nous poursuivrons la politique des chats libres qui consiste à prendre soin et à stériliser les chats errants afin d'en contrôler la population.
- Nous encouragerons l'écopaturage\*.
- Nous interdirons l'installation de cirques avec animaux sauvages!

\* **Écopaturage** : entretien des espaces verts par des moutons, des chèvres, des vaches ou des chevaux.



## FOCUS

### UN.E HABITANT.E = UN ARBRE

Notre plan de végétalisation de Rennes ne saurait faire l'économie d'un important plan de plantations d'arbres avec un objectif ambitieux mais impératif: atteindre le ratio d'un arbre par habitant.e d'ici 2035.

Les arbres n'ont pas uniquement des vertus paysagères. Refuges pour les animaux, précieux alliés des insectes pollinisateurs, fournisseurs de bois de chauffage et de bois d'œuvre, producteurs de fruits, dépollution de l'air, stockage du carbone, absorption des eaux de pluie, rafraîchissement des villes, supports d'éducation à l'environnement... leurs qualités sont multiples et extrêmement précieuses.

Il nous faut passer d'une logique paysagère à une « éco-logique ». Nous penserons la question de l'arbre dans une vision globale de lutte contre le réchauffement climatique. En intégrant diversité, espèces locales, arbres fruitiers, valorisation du bois d'œuvre et de chauffage, nous voulons mettre en œuvre rapidement un ambitieux plan de gestion et de plantation d'arbres, élaboré avec les associations et les habitant.e.s.

- Nous voulons une végétalisation massive des quartiers: limiter au strict minimum l'abattage d'arbres et planter au moins 5 000 arbres par an pendant 5 ans puis 8 000 arbres par an. Objectif: un arbre par habitant.e d'ici 2035!
- Pour mieux protéger l'arbre en ville, nous recenserons le couvert végétal de manière quantitative mais aussi qualitative, en y intégrant les jardins privés de Rennes.

- Nous élaborerons une charte de l'arbre en concertation avec les associations et les habitant.e.s. Cette charte aura vocation à préciser les conditions de préservation et de développement de l'arbre en ville.
- Nous mettrons en place un observatoire citoyen du boisement, de la végétalisation et de la biodiversité à Rennes en lien avec le Conseil Local de la Biodiversité. Il aura notamment pour mission de travailler au recensement des arbres en ville, leur évolution et d'être une force de propositions pour la politique de l'arbre en ville.
- Nous planterons des espèces locales et nous attacherons en particulier à planter des arbres fruitiers.
- Nous accompagnerons chaque projet d'aménagement d'un lot de plantations nouvelles et diversifiées.
- Nous veillerons à ce que chaque arbre planté soit entouré d'une végétation mixte et foisonnante, favorable à sa croissance et à la biodiversité. Nous veillerons également à la qualité du sol qui le nourrit.
- À l'échelle de la métropole, nous voulons reconstituer les haies bocagères détruites au fil du remembrement agricole et du développement de l'agriculture productiviste. Ce plan de boisement aura une dimension participative forte.
- Nous mettrons en place un plan bocage et forêt métropolitain pour soutenir la filière de bois locale pour la construction et le chauffage.

# RENNES, VILLE NOURRICIÈRE

Aujourd'hui, l'autonomie alimentaire de la Ville de Rennes est réduite à trois jours. Sans prétendre atteindre en quelques années une autonomie totale, nous voulons œuvrer pour développer une production agricole très locale et durable. Notre ville, en plus de posséder quelques centaines d'hectares dévolus à l'agriculture, dispose également d'espaces naturels, d'espaces verts qui pourraient être exploités en vue de produire une alimentation bio et locale, pour alimenter les Rennais.es. Partout où c'est possible, nous voulons convertir le bitume en légumes.

Notre levier d'action principal est la restauration collective, dans les écoles, les crèches, les maisons de retraite municipales et quelques restaurants administratifs. Nous

voulons encore faire progresser le Plan Alimentaire Durable mis en place par les écologistes. Il a déjà permis de réduire de moitié le gaspillage alimentaire dans les cantines et de porter la part de bio à 23 % et à 38 % la part de durable. Nous poursuivons ce plan dans l'objectif d'atteindre à terme 100 % de bio à la cantine. Et avec la mise en place d'une carte *Sortir! « alimentation durable »*, nous voulons offrir à toutes et tous une alimentation bonne pour la santé et l'environnement!

À l'échelle de Rennes Métropole, une stratégie alimentaire territoriale a encore plus de sens. Elle aura pour but de développer une agriculture paysanne, de proximité et écologique, respectueuse du bien-être animal. Enfin, nous voulons une agriculture sans pesticides de synthèse d'ici 2025 à Rennes et 2030 dans toute la métropole!



## NOS ENGAGEMENTS

### Pour une production agricole respectueuse de l'environnement

Le mouvement de l'agriculture urbaine se développe à Rennes. Il propose un modèle d'agriculture alternatif et revendique une production plus respectueuse de l'environnement. Nous voulons encourager ces espaces agricoles, petits et grands, partout dans la ville.

#### ► À l'échelle de la métropole

- Nous accompagnerons les agricultrices et agriculteurs vers la sortie totale des pesticides de synthèse d'ici 2030 (2025 pour Rennes) par un Plan métropolitain pour l'Agriculture Biologique. Nous étendrons les actions menées dans le cadre du Plan Alimentaire Territorial et du dispositif *Terres de Sources*.

- Nous développerons une politique d'acquisition foncière afin d'installer des producteurs bio.

#### ► À Rennes

- Nous mettrons en place une politique transverse agriculture urbaine/ alimentation avec un.e élu.e référent.e.

- Nous identifierons toutes les surfaces qui pourraient être cultivées et faciliterons le développement des productions en agriculture biologique.

- Nous planterons une végétation locale comestible (arbres et arbustes fruitiers...) partout où c'est possible, par exemple en reprenant de l'espace sur la place dédiée aujourd'hui à la voiture, notamment sur les grands boulevards urbains.

- Nous poursuivons l'installation de paysan.ne.s sur la Prévalaye et la Lande du Breil.

Ces projets en agriculture biologique devront participer à la diversification et à la complémentarité des productions du territoire (maraîchage, légumineuses, sarrasin, fruits, élevages ovins, caprins, de volailles...). Nous inciterons ces porteur.se.s de projets à se constituer en sociétés coopératives d'intérêt collectif au sein desquelles la collectivité et les consommateurs auront aussi leur place.

- Nous favoriserons l'implantation de nouveaux jardins partagés et installerons un jardin potager dans chaque école, dans chaque crèche, dans chaque EHPAD\* pour renouer avec le vivant et le travail de la terre, sensibiliser à l'agriculture et à l'importance d'une alimentation bio et locale.

- Nous faciliterons la mise en place d'outils communs de transformation et de conservation pour les producteurs et productrices paysan.ne.s et les consommatrices et consommateurs (laverie pour les bocaux et bouteilles, légumerie, conserverie, etc.).

- Nous développerons une politique d'acquisition foncière afin d'installer des producteurs bio.

\* EHPAD : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour une consommation alimentaire durable

Nous voulons donner à chacun.e la possibilité d'accéder à une nourriture plus saine et sensibiliser les habitant.e.s à adopter de nouveaux réflexes pour limiter le gaspillage alimentaire.

- Nous mettrons en place une carte **Sortir! « alimentation durable »** permettant de bénéficier de tarifs avantageux pour l'achat de denrées bio et labellisées *Terres de Sources*.
- Nous créerons des « îlots alimentaires » dans les quartiers: chaque quartier sera doté d'espaces où il est possible de produire, de cuisiner, d'acheter une alimentation durable et/ou issue du quartier.

- Nous lutterons contre la « malbouffe » par une campagne de communication de la collectivité pour promouvoir une alimentation durable.
- Nous mettrons en réseau les associations de don alimentaire et faciliterons leur accès à des denrées durables.
- Nous travaillerons avec les commerçant.e.s et les habitant.e.s à la réduction du gaspillage alimentaire et des emballages.
- Nous continuerons à œuvrer pour le développement de la marque *Terres de sources* tant pour le grand public que dans la restauration collective.



## FOCUS

### UNE CANTINE BIO ET SOLIDAIRE

**La restauration collective est un levier intéressant pour offrir une alimentation saine, locale et bio aux habitant.e.s. Elle doit être novatrice dans la mise en place de comportements exemplaires en matière de qualité des aliments et de réduction des déchets.**

- Nous passerons au cours du mandat à **50 % de bio** dans toutes les restaurations collectives (écoles, crèches, maisons de retraite, restaurants administratifs) avec l'objectif d'atteindre 100 %.
- Nous remplacerons les barquettes de cuisson en plastique par des plats lavables (inox, verre).
- Nous mettrons en place pour tous les élèves deux menus végétariens par semaine dans les cantines scolaires, au lieu d'un aujourd'hui.
- Nous proposerons chaque jour un menu alternatif végétarien dans les cantines scolaires.
- Nous proposerons une collation et un goûter dans les écoles élémentaires.
- Nous rendrons la cantine gratuite pour les plus pauvres avec la mise en œuvre d'une gratuité sociale.

- Nous installerons deux cuisiniers dans tous les EHPAD\* afin de produire les repas du midi et du soir directement dans les établissements et répondre ainsi aux besoins spécifiques de chaque résident.
- Nous étudierons la possibilité de construire des cuisines centrales à l'échelle des quartiers pour une meilleure qualité gustative et nutritive de la restauration collective.
- Afin de lutter contre le gaspillage alimentaire et de réaliser des économies qui permettront de déployer plus fortement l'achat de produits biologiques, nous généraliserons la pré-inscription dans les cantines. Cette mesure sera corrélée à la mise en œuvre d'une gratuité sociale à la cantine pour les familles les plus fragiles.
- Nous amplifierons notre politique de don alimentaire des repas non consommés en lien avec les associations de solidarité.

\* EHPAD : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

# AU CŒUR DE LA LUTTE POUR LE CLIMAT : LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Rennes doit prendre toute sa part pour relever le défi climatique, défi qui est autant énergétique, économique que social ! Notre objectif est clair : faire de la métropole rennaise un territoire zéro carbone et 100 % énergies renouvelables d'ici 2050. Abandon des énergies fossiles et sobriété sont les deux faces d'une même carte, celle de l'autonomie énergétique qui constitue notre horizon.

Le réchauffement climatique n'est plus une menace mais bien une réalité. Les températures augmentent d'années en années. Et d'années en années, les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités humaines progressent. Les citoyen.ne.s du monde entier en ont pris conscience.

À Rennes, 90 % de l'énergie consommée est directement d'origine fossile ou nucléaire. Si nous ne faisons rien, les émissions de gaz à effets de serre dues pour la plupart à la

combustion d'énergies fossiles continueront de progresser, les oxydes d'azote et les particules fines dus essentiellement au trafic routier aggraveront la pollution de l'air. Si ne faisons rien, le nombre de jours chauds (>25°C) ou très chauds (>35°C) doublera d'ici la fin du siècle atteignant 90 jours par an et modifiera drastiquement nos conditions de vie et celles de tous les êtres vivants. Pour faire face au réchauffement climatique, il est de notre devoir d'accomplir notre transition écologique, et de réaliser en premier lieu une réelle transition énergétique.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour une ville sobre en énergie

Pour atteindre notre objectif de zéro émission de gaz à effet de serre et 100 % d'énergie renouvelable en 2050, il est impératif de concevoir la ville et l'aménagement du territoire en pensant systématiquement sobriété. C'est aussi l'ensemble des politiques publiques qu'il est nécessaire de penser au regard de la transition écologique.

- Nous mettrons en place un budget carbone\*.
- Tous les bâtiments neufs construits à Rennes devront respecter les normes passives\* ou à énergie positive\*.
- Nous appliquerons des contrôles renforcés sur la réglementation thermique pour tous les permis de construire, avec l'aide des services de l'État.
- Nous intégrerons au Plan Local d'Urbanisme des obligations d'utilisation d'un certain niveau de matériaux biosourcés pour toutes nouvelles constructions en s'appuyant pour cela sur le "Label Biosourcé".
- Nous moderniserons les équipements d'éclairage public, testerons des systèmes d'éclairage innovants (système à LED, baisse d'intensité lumineuse...) et réutiliserons ou recyclerons tous les matériels déposés. Nous nous doterons d'indicateurs pertinents pour piloter la consommation d'énergie et évaluer l'efficacité réelle des changements effectués.
- Nous amplifierons la démarche d'extinction nocturne de l'éclairage public, éliminerons les installations lumineuses superflues sur la trame verte et bleue.

- Nous interdirons les panneaux publicitaires, qui consomment de l'énergie inutile, et appliquerons l'extinction nocturne de l'éclairage aux enseignes commerciales.
- Nous formerons les habitant.e.s à la sobriété énergétique en mettant en place une signalétique simple et claire dans les bâtiments notamment au niveau des sanitaires, des interrupteurs, des portes et fenêtres afin d'expliquer les bons gestes pour réduire les consommations d'eau et d'énergie. Des référent.e.s seront nommé.e.s et formé.e.s dans chaque bâtiment municipal afin de sensibiliser les usagers et usagers aux économies d'eau, d'énergie et au tri des déchets, de s'assurer du bon fonctionnement des équipements en fonction du taux d'occupation des locaux, ou encore de suivre les consommations d'eau et d'énergie de chaque bâtiment.
- Nous créerons un poste de chargé de l'analyse des projets sous l'angle de l'impact environnemental, incluant l'évaluation des investissements en coût global, les effets sur la relocalisation de l'économie, la mise en réseau des acteurs locaux...

\* **Budget carbone**: tableau de bord environnemental de l'ensemble des politiques publiques locales afin d'évaluer leur impact environnemental

\* **Normes passives**: besoin énergétique réduit au minimum

\* **Énergie positive**: produisant plus d'énergie qu'il n'en consomme

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour des bâtiments publics exemplaires

Les consommations énergétiques représentent plus de 5 % du budget de la Ville de Rennes. Cette proportion est fortement corrélée aux augmentations des prix de l'énergie. Si nous ne faisons rien, elle augmentera et le budget qui lui est consacré ne pourra être affecté aux autres missions de services publics de notre collectivité. Les bâtiments publics sont un fort levier de transformation vers une ville autonome en énergie. En matière d'énergie solaire, nous disposons du potentiel pour couvrir la consommation de 40 000 habitant.e.s. À cela s'ajoutent 4 500 logements à construire chaque année qui sont autant d'opportunités d'augmenter notre autonomie énergétique. D'autant que la transition énergétique, en plus d'être bénéfique pour le climat, est aussi favorable à l'emploi: 1 million d'euros d'argent public investi dans la transition énergétique c'est 15 emplois créés.

- Dès 2020, toute nouvelle construction de bâtiment public à Rennes sera passive\* ou à énergie positive\*.
- Dès 2025, nous couvrirons de panneaux photovoltaïques toutes les toitures des bâtiments municipaux et des usines de production d'eau dès lors que c'est possible et pourrons ainsi déployer les énergies renouvelables en régie\*.
- Nous intégrerons les éco-matériaux biosourcés pour toute réhabilitation ou construction de bâtiment public. Nous nous appuierons pour cela sur le label "Bâtiment Biosourcé".
- Nous évaluerons le potentiel solaire thermique des bâtiments publics (gymnases, écoles, crèches...) et prévoirons les investissements pluriannuels pour ces installations.

- Nous mettrons en œuvre un grand plan de rénovation des bâtiments publics pour en faire des « Bâtiments Basse Consommation ». En commençant par les plus énergivores (20 % des bâtiments sont responsables de 80 % des consommations énergétiques), nous prévoyons de rénover en moyenne dix bâtiments par an. Nous porterons à 10 millions d'euros par an (soit 3 fois plus qu'aujourd'hui) le budget dédié à ce programme. Il permettra de réduire d'au moins 50 % les consommations.
- Nous voulons établir une charte Campus Durable pour mettre la diminution de l'empreinte écologique des campus rennais au sein du projet d'établissement des universités et des écoles rennaises. Efficacité énergétique, mobilités actives\*, collecte sélective des déchets, diminution des consommations d'eau et d'énergie, renaturation des campus et développement de la biodiversité, bâtiments écoconstruits seront au cœur du projet.

### Pour lutter contre la précarité énergétique

La lutte contre le changement climatique est aussi un fort enjeu social. Les plus pauvres sont les plus vulnérables face aux changements à venir. Ils sont aussi ceux pour lesquels la part de l'énergie (8 %) pèse le plus dans le budget quotidien. Ces dépenses sont liées à nos gestes quotidiens mais également à la performance énergétique des transports et des bâtiments. Lutter contre la précarité énergétique c'est assurer à toutes et tous de pouvoir s'éclairer, se chauffer correctement, avec à la clé une baisse de la facture pour les ménages. Si la lutte contre la précarité énergétique est un enjeu de justice sociale, elle représente aussi des milliers d'emplois locaux non délocalisables.

- Nous soutiendrons la réhabilitation de 6 000 logements chaque année sur Rennes Métropole.
- Nous créerons des partenariats avec des fournisseurs d'énergie pour offrir des tarifs réduits sur les abonnements d'électricité 100 % renouvelable pour les plus modestes pour les besoins premiers en énergie.
- Nous lutterons contre la précarité énergétique en travaillant étroitement avec les acteurs sociaux et de l'habitat social.
- Nous soutiendrons les interventions de l'Agence locale de l'énergie et du climat auprès de tous les citoyens.

### Pour développer les énergies renouvelables

Notre objectif est clair: faire de la métropole rennaise un territoire zéro carbone et 100 % énergies renouvelables d'ici 2050. Nous n'avons plus de temps à perdre, il faut actionner simultanément tous les leviers possibles pour y parvenir.

- Nous amplifierons fortement l'action de la société d'économie mixte Energ'IV afin de développer les investissements publics, privés et citoyens en faveur des énergies renouvelables.
- Nous développerons une offre de location de toiture auprès des particuliers et des co-propriétés pour y installer des centrales solaires. Avec ce principe, les particuliers et les co-propriétés touchent un loyer, la collectivité installe des panneaux solaires et se rémunère sur la vente d'électricité.
- Nous étendrons les réseaux de chaleur\* et les alimenterons en énergies renouvelables: bois et méthanisation\*.

- Nous rendrons obligatoires les études de potentiel de développement d'énergies renouvelables sur les nouvelles ZAC (zones d'aménagement concerté) et constructions, et imposerons l'utilisation du solaire thermique pour la production de l'eau chaude sanitaire dans les logements.
- Nous déploierons le potentiel éolien identifié à l'échelle de Rennes Métropole et expérimenterons l'éolien en milieu urbain.
- Nous implanterons un méthaniseur sur Rennes Métropole qui permettrait d'exploiter les biodéchets collectés auprès des habitant.e.s. Le biogaz produit pourra être utilisé par les camions qui circulent sur notre territoire ou pour alimenter nos réseaux de chaleur\*.
- Nous envisagerons une transformation de l'incinérateur de Villejean pour qu'il continue à produire de la chaleur tout en brûlant de moins en moins de déchets.
- Nous soutiendrons le développement d'une filière bois (d'œuvre et énergie) locale notamment via la commande publique.

\* **Régie**: gestion des services publics directement par l'Etat ou une collectivité locale en associant des financements citoyens

\* **Mobilités actives**: vélos, trottinettes, marche

\* **Normes passives**: besoin énergétique réduit au minimum

\* **Énergie positive**: produisant plus d'énergie qu'elle n'en consomme

\* **Réseaux de chaleur**: installation à plusieurs utilisateurs de la chaleur produite par une ou plusieurs chaufferies

\* **Méthanisation**: transformation de matières organiques en biogaz par fermentation.

## NOS ENGAGEMENTS

- Nous implanterons un datacenter\* public doté d'un système de récupération d'énergie/chaueur.
- Nous envisagerons la production d'énergie à l'échelle des îlots urbains.
- Nous soutiendrons les producteurs d'énergie verte et citoyenne. Rennes deviendra sociétaire de la coopérative Enercoop Bretagne. Elle amplifiera ses commandes auprès de cette coopérative, seul fournisseur d'électricité 100 % renouvelable en France.
- Nous nous appuierons sur les entreprises du territoire pour faire de Rennes un pôle d'innovations et de compétences notamment sur les réseaux intelligents, le stockage de l'énergie et le bâtiment.
- Nous animerons un Conseil local de la transition énergétique, permettant de fédérer les énergies (associations, particuliers, entreprises,...) autour des grands enjeux du territoire.
- Nous mettrons en œuvre un Budget participatif de l'énergie à l'échelle de la métropole.
- Nous permettrons au Roazhon Park de s'équiper d'une toiture photovoltaïque en associant les supporters du club de football. Réunis en coopérative, les supporters financeurs pourraient percevoir un abonnement en plus de la rémunération issue de la vente de l'électricité.
- Nous favoriserons l'émergence de projets locaux citoyens en matière de maîtrise de l'énergie et de production d'énergie renouvelable. Sur les écoles, par exemple, nous encouragerons les projets participatifs qui viseraient à permettre aux parents d'investir sur du solaire en toiture de l'école de leurs enfants.
- Nous rendrons publics et accessibles tous les indicateurs énergétiques de la municipalité.

### Pour affirmer l'énergie comme bien commun

Nous affirmons que l'énergie est un bien commun. La production d'énergie et sa distribution doivent pouvoir être maîtrisées par la puissance publique. Nous voulons déployer une stratégie pour construire un service public local de l'énergie. Ce service public pourrait mettre en œuvre un investissement public et citoyen dans les énergies renouvelables, une gestion publique des chaufferies collectives et des réseaux de chaleur...

- Nous augmenterons significativement la part financière de la ville et de la métropole dans la société d'économie mixte Energy'IV afin de favoriser le financement des projets d'énergies renouvelables participatifs.

\* **Datacenter**: lieu regroupant des équipements utilisés pour stocker de grandes quantités de données

## CHAPITRE 4

# MOINS DE DÉCHETS, PLUS DE RÉEMPLOI\*!

C'est une évidence, le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas. Telle doit être notre ligne de conduite à Rennes comme dans toute la métropole. La question des déchets touche tout le monde : les habitant.e.s, les commerçant.e.s, les entreprises, les collectivités... Chacun à son échelle doit pouvoir agir en faveur de la réduction des déchets et c'est à la collectivité de donner les outils pour y parvenir.

Qu'il s'agisse des ordures ménagères, du tri et du recyclage, du réemploi\*, il s'agit surtout aujourd'hui de faire évoluer les pratiques en profondeur pour réduire toutes les formes de déchets et limiter, voire éradiquer le gaspillage. La radiographie des ordures ménagères des habitant.e.s de la métropole montre par exemple que plus de la moitié pourrait encore être valorisée. Nous avons pour premier objectif de descendre en dessous des 100 kg par habitant.e et par an. Pour ce faire, des solutions existent : améliorer le recyclage, réduire fortement les emballages, les textiles, la vaisselle et autres contenants jetables, favoriser le réemploi\*, responsabiliser les consommateurs.

\* **Réemploi**: récupération des objets avant qu'ils ne soient jetés afin de leur donner une seconde vie

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour un territoire zéro plastique, zéro jetable

À l'heure où les ressources s'épuisent et les déchets s'accumulent, il paraît délirant d'utiliser encore des objets à usage unique. Il faut inciter à l'utilisation du réutilisable.

- Nous inciterons les consommateurs et commerçants à troquer sacs, emballages, contenants et vaisselle à usage unique par des objets réutilisables.
- Nous créerons un label « Commerçant engagé » pour soutenir les actions en faveur du développement durable et de la réduction des déchets et nous soutiendrons le développement de la consigne chez les producteurs locaux.
- Nous mènerons des opérations de sensibilisation auprès des habitant.e.s sur les impacts financiers, sanitaires et environnementaux des textiles jetables (couches, protections hygiéniques, coton, lingettes...) et nous diffuserons des kits zéro déchet pour faire connaître les alternatives au tout jetable (pour l'accueil des nouveaux Rennais.es, dans les équipements de quartiers, en mairie)
- Nous soutiendrons la démarche écoresponsable des équipements et événements sportifs et culturels et lancerons une recyclerie sportive pour la collecte, le tri, l'auto-réparation, la revente afin de faciliter la pratique sportive et la sensibilisation au sport « zéro déchet ».
- Nous remplacerons les plats en plastique encore utilisés dans la restauration collective par des plats lavables en inox ou en verre.

### Pour réduire les déchets

Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas. Nous voulons tout mettre en œuvre pour accompagner les habitant.e.s dans une démarche tendant vers le zéro déchet.

- Nous créerons un comité d'usagers à l'échelle de la métropole pour les associer aux actions menées en matière de réduction des déchets.
- Nous réduirons le gaspillage alimentaire en poursuivant le Plan Alimentaire Durable de Rennes et en l'étendant par un plan alimentaire territorial à l'échelle de la métropole.
- Nous formerons les habitant.e.s au compostage dans tous les quartiers.
- Nous mettrons en place une collecte de déchets alimentaires pour les immeubles qui ne sont pas en mesure de composter sur place.
- Nous construirons un méthaniseur dans la métropole pour transformer les biodéchets en énergie.
- Nous soutiendrons la gestion des déchets végétaux sur place par les habitant.e.s en organisant des formations sur la gestion des tontes et le jardin zéro déchet, en prêtant du matériel, en organisant des opérations de broyage à l'échelle des quartiers...
- Nous lancerons un grand défi zéro déchet à l'échelle de la métropole dans la perspective de la fermeture pour travaux de l'usine d'incinération.

### Pour l'économie circulaire\* et le réemploi\*

L'économie circulaire\* et le réemploi\* sont des mécanismes pertinents pour réduire les déchets et diminuer la consommation de ressources. Nous devons encourager les initiatives en ce sens.

- Nous créerons un schéma du réemploi\* ambitieux et y affecterons les moyens nécessaires.
- Nous consoliderons les entreprises de l'économie sociale et solidaire\* engagées dans le domaine du réemploi\*.
- Nous serons attentifs à ce que chaque habitant.e dispose d'une ressourcerie à moins de 5 minutes de chez lui et nous créerons un espace de réemploi\* dans chaque déchetterie de la métropole.
- Nous créerons des espaces de collecte et de tri dans chaque zone industrielle.
- Nous conditionnerons les permis de démolir à la mise en place d'une fiche identifiant les gisements de matériaux et de produits réemployables sur la structure existante. Cette fiche sera transmise aux structures de réemploi\* locales.
- Nous engagerons une charte de chantier vert avec les professionnels du bâtiment afin de systématiser l'usage de matériaux issus du recyclage et du réemploi\* et pour un tri et une gestion durable des déchets de chantier et éviter les dépôts sauvages.
- Nous amplifierons la politique de dons de matériel usagé de la collectivité (ordinateurs, mobilier, vêtements professionnels).

### Pour responsabiliser tous les producteurs de déchets

Pour que chacun.e prenne conscience de son impact sur l'environnement et puisse modifier ses pratiques, nous mènerons une politique incitative de réduction des déchets.

- Nous mettrons en place une tarification incitative\*. Cette décision devra faire l'objet d'un large débat public.
- Avec des ambassadeurs de la sobriété, nous sensibiliserons les habitant.e.s et entreprises sur leur production de déchets et nous accompagnerons au changement d'habitudes.

*\* Économie circulaire : modèle économique dont l'objectif est de produire des biens et des services de manière durable, en limitant la consommation, les gaspillages de ressources et la production des déchets*

*\* Réemploi : récupération des objets avant qu'ils ne soient jetés afin de leur donner une seconde vie.*

*\* Économie sociale et solidaire : ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale*

*\* Tarification incitative : facturation de la gestion des déchets en fonction de la quantité produite*

# PRÉSERVER L'EAU, NOTRE BIEN COMMUN

L'eau est un bien vital. Des rivières à notre robinet, de l'approvisionnement à l'assainissement, nous devons en prendre soin, car elle nous abreuve, nous permet de cuisiner, de nous laver, mais aussi car parce qu'en s'infiltrant dans le sol, elle nourrit les terres, qui nous nourrissent à leur tour... Une eau de bonne qualité est garante d'une planète et d'une humanité en bonne santé.

Mais en Bretagne, en Ille-et-Vilaine, dans la métropole rennaise, l'état écologique des eaux superficielles et des milieux aquatiques (rivières et ruisseaux, plans d'eaux...) est extrêmement préoccupant. Aujourd'hui, seuls 7 % de ces masses d'eau sont considérées en bon état dans le département. Or les directives européennes imposent de faire progresser cette part à 100 % d'ici 2030, en dépit de quoi nous payerons de fortes pénalités. C'est dire si nous avons un énorme travail à accomplir pour reconquérir la qualité de l'eau.

À son échelle, la collectivité peut mettre en œuvre des actions qui y contribuent.

L'eau est un bien commun, elle doit être un bien public. Lors du dernier mandat municipal, les écologistes ont contribué à ce que la collectivité reprenne l'eau en gestion publique, après 120 ans de main-mise d'une grande multinationale, lui permettant ainsi d'être gérée comme bien commun et service public plutôt que comme marchandise source de profits. Il nous faut maintenant poursuivre dans cette voie pour que la gestion publique de l'eau concerne l'ensemble des communes de la métropole.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour préserver la ressource et reconquérir la qualité de l'eau

Aujourd'hui, l'eau est en très mauvaise santé écologique sur notre territoire. L'urbanisation très rapide et son corollaire l'artificialisation des terres n'y sont pas étrangers. Les pratiques de l'agriculture intensive non plus! Il est de notre responsabilité d'actionner tous les leviers à notre disposition pour améliorer la qualité de l'eau.

- Nous mobiliserons les moyens et l'accompagnement nécessaire à une sortie totale des pesticides sur le territoire de Rennes.
- Nous soutiendrons le développement de l'agriculture biologique, notamment sur les périmètres de captage et les bassins versants.
- Nous soutiendrons la restauration des ruisseaux et rivières dans leur cours naturel, les méandres permettant un écoulement plus progressif et une infiltration dans le sol.
- Nous agirons en justice contre les auteurs de pollutions majeures qui affectent les cours d'eau.
- Nous soutiendrons la recherche sur la protection de la ressource en eau et sur les micro-polluants (résidus de médicaments...).

### Pour une eau potable de qualité et accessible à tou.te.s dans le cadre d'une gestion publique

L'eau est un bien commun, elle doit être de bonne qualité et accessible à tous les habitant.e.s. La tarification progressive écologique et sociale mise en place ces dernières années (qui comprend la gratuité des 10 premiers mètres cubes d'eau, une aide financière aux familles nombreuses et aux personnes en difficultés) est une belle avancée. Nous pouvons aller encore plus loin.

- Nous améliorerons la tarification écologique et sociale pour la rendre encore plus équitable, en intégrant une tranche tarifaire supplémentaire, en supprimant la part fixe (l'abonnement) qui sera intégrée à la part variable (selon les volumes consommés), en accélérant l'individualisation des compteurs.
- Nous voulons installer des fontaines publiques sur l'espace public et dans les écoles.
- Nous lutterons contre le gaspillage de l'eau en mettant en œuvre une tarification spécifique aux piscines particulières.
- Nous reprendrons en gestion publique tous les contrats encore confiés à des délégataires\* privés sur le territoire métropolitain.

\* **Délégataire** : personne morale (entreprise) à qui l'on confie la gestion d'un service à la population (transports, eau, énergie)

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour une gestion économe de l'eau

L'eau est un bien précieux. Nous devons non seulement surveiller nos consommations d'eau du robinet mais aussi trouver des moyens de valoriser l'eau de pluie.

- Nous inciterons l'installation de matériel hydro-économe et de dispositifs de récupération d'eau de pluie pour les nouveaux projets immobiliers.
- Nous amplifierons le programme Ecodo qui permet notamment aux particuliers de s'équiper de matériel permettant la récupération et les économies d'eau et aux bâtiments publics d'évaluer leur potentiel d'économies d'eau.
- Nous établirons un diagnostic approfondi des bâtiments de la Ville de Rennes et lancerons un programme de rénovation ambitieux.
- Nous accélérerons le renouvellement des réseaux de distribution afin de limiter les fuites d'eau sur le réseau.
- Nous installerons sur toutes les piscines publiques des systèmes de recyclage d'eau.
- Nous proscrirons l'usage de bouteilles d'eau plastiques sur l'ensemble des manifestations.
- Nous soutiendrons la mise en place de télé-relève pour les gros consommateurs (entreprises, hôpitaux...) qui permet une analyse fine des consommations et la détection de fuites.

En revanche, nous nous opposerons à sa généralisation pour les particuliers, au regard des questions que posent les compteurs communicants en termes de santé et de protection de la vie privée.

### Pour un assainissement et un approvisionnement durable

La population ne cesse d'augmenter sur le territoire de la métropole rennaise. Les stations d'épuration arrivent toutes à saturation. Pourtant, il nous faut nous donner les moyens d'un assainissement qui permette de préserver l'environnement.

- Nous amplifierons la reprise en gestion publique de l'assainissement sur toute la métropole
- Nous ferons les investissements nécessaires afin d'éviter tout rejet dans le milieu naturel. **Objectif: zéro rejet!**
- Nous remplacerons les 900 kilomètres de tuyaux en amiante.
- Toutes les stations sont à saturation suite à l'augmentation de la population. Nous soutiendrons les projets adaptés au territoire et sans impact sur les milieux naturels.
- Nous continuerons à nous opposer au projet d'aqueduc Vilaine Atlantique: 57 kilomètres de canalisations inutiles, absurdes et coûteuses et véritable absurdité géographique et hydrographique.

## CHAPITRE 6

# UN NUMÉRIQUE SOBRE, COLLABORATIF ET INCLUSIF

Aujourd'hui, l'usage du numérique devient de plus en plus incontournable. Mais face à l'urgence climatique et dans un souci de justice sociale, nous devons favoriser un numérique économe, collaboratif et inclusif.

Économe parce que dans un monde dominé par les GAFAM\* qui, en plus de piller nos données personnelles, poussent à la consommation et sont extrêmement énergivores, nous sommes persuadés qu'un autre usage du numérique est possible. Collaboratif parce qu'encourager l'expression, la transparence, la mise en réseau, la coopération est gage d'une société bienveillante et ouverte. Inclusif parce que face à la dématérialisation qui, de fait, exclut à Rennes des milliers de personnes de l'accès aux droits, nous ne devons laisser personne sur le bord du chemin.

\* Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour l'inclusion numérique

La dématérialisation à l'œuvre depuis quelques années est catastrophique pour de trop nombreuses personnes qui se retrouvent en grande difficulté face à l'accès à leurs droits sociaux mais aussi dans leur vie quotidienne. La Ville de Rennes doit prendre en compte cette nouvelle difficulté. Par un diagnostic partagé nous voulons accompagner les personnes en difficulté. La médiation numérique, considérée comme un commun\*, est un moyen de lutter contre cette exclusion, car si l'accès aux droits sociaux est le problème le plus criant, l'inclusion numérique concerne aussi toutes ces personnes souvent isolées qui ne sont pas à l'aise avec l'ordinateur et les outils numériques ou qui reculent devant le coût d'accès. Nous voulons accompagner toutes les associations, équipements de quartier qui ont à cœur de développer une éducation citoyenne au numérique.

- Nous mettrons en place un tarif social d'abonnement internet à 1 euro par mois pour les plus fragiles.
- Nous mettrons en place et animerons un réseau d'acteurs sur l'inclusion numérique.
- Nous conforterons les Espaces Publics Numériques en les rendant plus visibles, plus lisibles.
- Nous accompagnerons et formerons tous les publics à tous les âges.
- Nous multiplierons les événements d'initiation aux usages du numérique au plus près des quartiers et des habitant.e.s.
- Nous créons un portail unique d'accès à l'ensemble des services publics de la Ville et de la Métropole.

- Nous faciliterons les temps dédiés à la pratique et culture du numérique pour la agent.e.s de la Ville et de la Métropole.

### Pour un usage éthique, responsable et économe du numérique

Pour un usage éthique du numérique, nous voulons nous délier de l'emprise des GAFAM\*. Nous devons prendre nos responsabilités en aidant à l'émergence d'alternatives aux applications qui s'emparent de nos données personnelles. Si la Ville et la Métropole n'hésitent pas à financer les réseaux de fibre ou l'entrepreneuriat des startups, elles peuvent tout autant aider à l'émergence de ces hébergeurs alternatifs, transparents, ouverts et solidaires par un conventionnement. L'urgence climatique nous oblige. De la même façon qu'une éducation au numérique est indispensable à l'école pour un usage critique et responsable, il nous faut apprendre un usage économe des outils numériques.

- Nous mettrons en place un plan « sobriété du numérique » dans l'ensemble des services de la ville et de la métropole et des associations ou entreprises dès lors qu'elles perçoivent des subventions. Chaque projet numérique devra intégrer la démarche d'éco-conception.
- Nous mettrons en œuvre un budget carbone\* des projets numériques comme outil de nos décisions (stratégies et objectifs traduits en plafond d'émissions de gaz à effet de serre).
- Nous construirons un éco datacenter\* public alimenté en énergie renouvelable et produisant de l'énergie.

- Nous poursuivrons le maillage de nos réseaux d'initiative publique\* et ferons converger les réseaux de télécommunication de nos collectivités vers la gestion publique.
- Nous améliorerons la résilience de nos réseaux avec par exemple la constitution d'un GIX\* afin que les données échangées ne fassent pas le tour de la planète!
- Nous concevrons une stratégie publique de la donnée. L'objectif est de faire de la donnée publique un bien commun, de se réapproprier les données publiques, de faciliter leur ouverture, de faciliter la possibilité d'y ajouter des données du secteur privé afin de créer de nouveaux services d'intérêt collectif.
- Nous créerons un service public d'entretien, de réparation et de recyclage du matériel informatique. Il s'appuiera sur les associations qui agissent d'ores et déjà sur ces activités.
- Nous soutiendrons les logiciels libres, l'open source, l'open data en facilitant l'achat de serveurs, l'accès au réseau de fibre...
- Nous favoriserons les projets numériques qui accompagnent la transition écologique et énergétique.
- Nous incluons dans les marchés publics de la Ville des clauses sur la possibilité de réparer et de faire évoluer le matériel.

### Pour un usage résilient et plus local du numérique

Le numérique a bouleversé nos pratiques quotidiennes. Pourtant, il est possible d'avoir une approche du numérique qui se détache de la haute technologie et participe à un développement durable de notre société.

- Nous favoriserons les actions autour du low-tech\*.
- Nous organiserons une journée de la déconnexion avec des événements et des débats autour des enjeux des nouvelles technologies et des usages d'Internet.

\* **GAFAM** : Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft

\* **Budget carbone** : tableau de bord environnemental de l'ensemble des politiques publiques locales afin d'évaluer leur impact environnemental

\* **Éco datacenter** : lieu regroupant des équipements utilisés pour stocker de grandes quantités de données

\* **Initiative publique** : projet porté par les collectivités territoriales pour mettre en place un réseau de communications

\* **GIX** : Global Internet eXchange, une infrastructure qui permet des échanges numériques les plus locaux possibles

\* **Low-tech** : par opposition aux high-tech, les low-tech représentent une philosophie qui promeut des solutions simples, peu coûteuses et durables, comme l'auto-réparation ou le recyclage pour favoriser l'autonomie vis à vis des technologies actuelles et le partage de connaissance et de savoir-faire

## NOS ENGAGEMENTS

- Nous appuierons et initierons toutes les initiatives qui permettront d'améliorer les transitions: énergie, mobilité, ressources, participation citoyenne...
- Nous ouvrirons un lab, lieu de conception des nouveaux services à la population associant les usagers, agent.e.s de la Ville et entreprises.

### Pour un numérique des communs\*

Faire rimer numérique et citoyenneté, tel est notre objectif. En prônant plutôt des valeurs de collaboration et de partage, nous voulons développer une approche humaniste du numérique.

- Nous organiserons des formations à la coopération et aiderons au développement de projets numériques collaboratifs.
- Nous favoriserons le donner à voir de sites contributifs et favoriserons le travail en réseau comme les initiatives autour des capteurs citoyens, de tiers-lieux\*, de réseaux coopératifs et de nouvelles formes de débat public et participatifs.

### Pour limiter les ondes électromagnétiques

Les objets connectés sont de plus en plus nombreux dans toutes les poches, dans tous les logements, les usages actuels du numérique appellent de plus en plus de flux de données. Pourtant les ondes électromagnétiques engendrées par toutes ces pratiques sont reconnues par l'OMS\* comme potentiellement cancérigènes. Nous devons être prudents et au nom de la santé publique protéger les

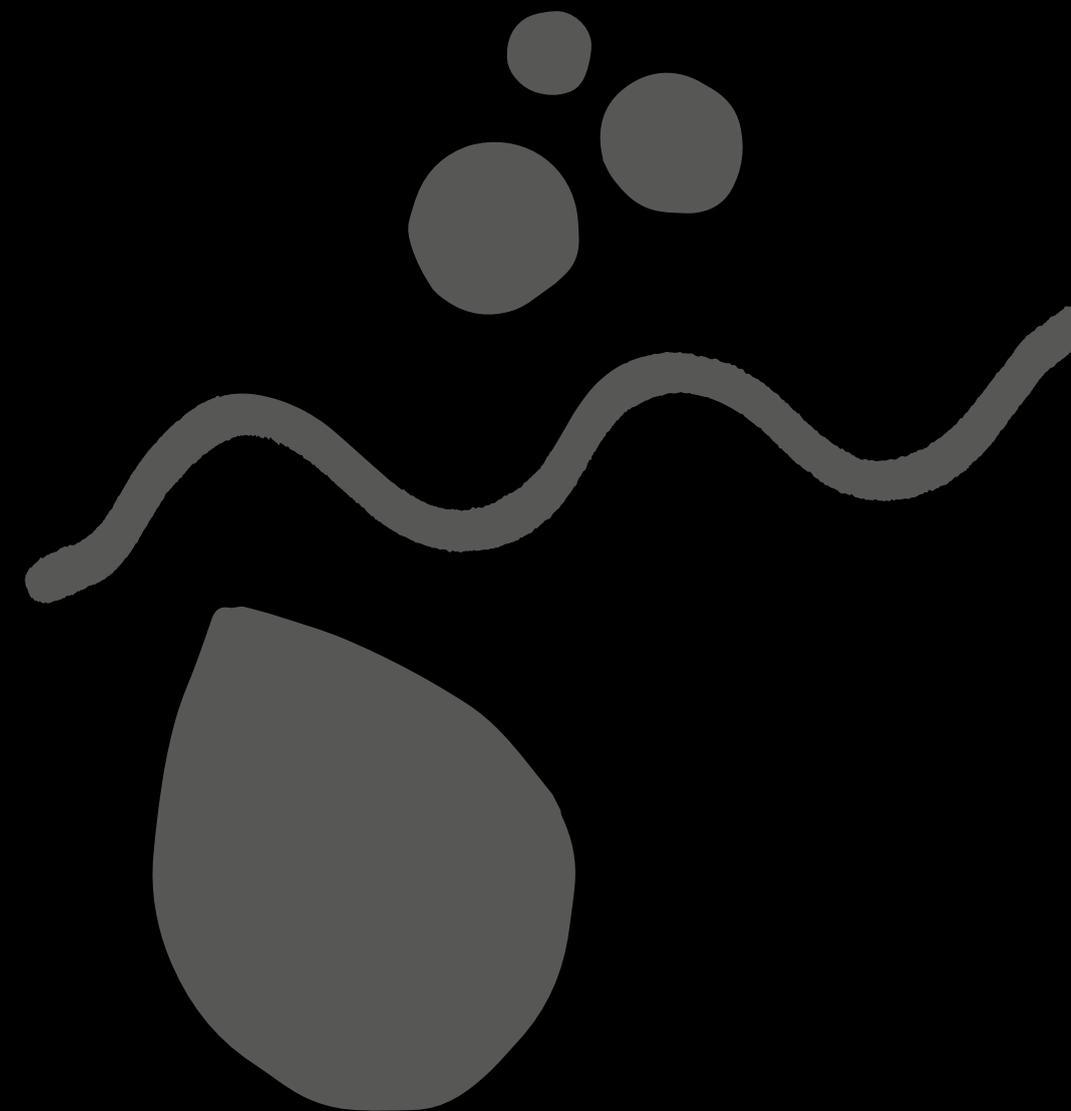
habitant.e.s en limitant autant que possible leur exposition aux ondes électromagnétiques.

- Nous développerons des outils d'information et de concertation autour de l'implantation des antennes relais (téléphonie mobile, wifi, 5G...) dans un souci de gestion du risque.
- Nous installerons des capteurs permanents dans tous les lieux sensibles pour contrôler en permanence les niveaux d'émission et nous restituerons ces données publiquement dans un esprit de transparence.
- Nous actualiserons la charte de la téléphonie mobile et la porterons à l'échelle métropolitaine, en indiquant une valeur maximale d'exposition aux ondes de 0,6 V/m, ramenée à 0,2 V/m près des lieux recevant des publics sensibles (crèches, écoles, maisons de retraite...).
- Nous nous opposons à l'arrivée de la 5G sans études d'impact sanitaire. La 5G interroge de plus en plus de spécialistes et nous devons appliquer le principe de précaution, notamment pour les plus fragiles (femmes enceintes, enfants, personnes âgées).

\* **Communs**: ressource naturelle, matérielle ou immatérielle partagée, gérée et maintenue collectivement par une communauté

\* **Le tiers-lieu** se définit surtout par ce qu'on y fait! Fab-Lab, espace de coworking mais aussi espace associatif en autogestion, squats culturels ou politiques, il y a toutes sortes de tiers-lieux.

\* **OMS**: Organisation Mondiale de la Santé



## PARTIE 3

# RENNES, UNE VILLE À TAILLE HUMAINE

Sous l'effet d'une arrivée toujours plus importante de nouveaux et nouvelles habitant.e.s, notre ville se construit à un rythme effréné qui transforme rapidement sa physionomie. Nous devons faire face à un double défi : accueillir une population qui grandit tout en préservant la ceinture verte et ses espaces naturels et agricoles indispensables pour notre approvisionnement en eau et en nourriture et en énergie. La Rennes de demain, nous l'imaginons accueillante pour toutes les populations, avec une attention particulière aux plus fragiles, dense pour éviter l'étalement urbain mais à la qualité de vie préservée.

Nous ne voulons pas d'une ville où les immeubles ressemblent à ceux de la ville voisine avec de grandes tours, symbole d'un urbanisme dépassé. Notre ambition est d'améliorer la qualité architecturale et de construction du bâti pour proposer à toutes et tous des logements plus sains, plus écologiques, plus sobres en énergie, plus faciles à vivre et qui restent abordables.

Notre méthode ? Prendre le temps de la concertation avec les habitant.e.s et partir des usages et des besoins pour faire advenir ensemble une ville où chacun.e a sa place. En matière d'aménagement et d'urbanisme, les adaptations à la marge ne suffiront plus, il faut changer d'approche !

## CHAPITRE 1

# COOPÉRER ENTRE TERRITOIRES

La population de l'aire urbaine de Rennes augmente deux fois plus vite que la moyenne française. Cette tendance pourrait mener à un gain de 160 000 habitant.e.s entre 2013 et 2033, ce qui porterait la population de l'aire urbaine à 852 600 habitant.e.s et une métropole rennaise à 500 000 habitant.e.s!

Si Rennes est une ville attractive pour sa qualité de vie, cette évolution démographique résulte aussi de choix politiques opérés au début des années 2000 dans lesquels la croissance démographique est un objectif en soi dans le cadre du processus de métropolisation des territoires. La stratégie adoptée tient en deux mots-clés : la concentration des richesses et leur redistribution via la fiscalité. Mais ce modèle de développement génère des inégalités territoriales et

sociales mais aussi de l'étalement urbain, destructeur du point de vue environnemental. Il faut rééquilibrer les investissements économiques sur le territoire métropolitain et déconcentrer les activités de la ville centre.

Enfin, nous considérons que Rennes doit assumer son rôle de cœur de métropole dans une logique de solidarité et de coopération étroite avec les autres grandes villes, les villes moyennes et les territoires ruraux. Nous nous opposons à une vision d'une métropole qui ne serait que l'adaptation des territoires à la compétition libérale mondiale et où seuls les plus forts survivraient, au détriment des autres territoires. C'est notre capacité à coopérer entre territoires qui nous permettra de faire face aux défis de la transition écologique.

## NOS ENGAGEMENTS

### Un aménagement du territoire plus équilibré

La logique d'aménagement du territoire doit évoluer pour promouvoir un meilleur équilibre entre les activités commerciales et économiques, favoriser des commerces diversifiés et de proximité et protéger les terres agricoles et la biodiversité. Le récent projet Open Sky de méga centre commercial sur des terres agricoles, contre lequel nous nous sommes battus, est l'exemple type de ce qu'il ne faut absolument plus faire.

- **Stop aux grands projets inutiles!** Nous nous opposons à l'Ava (le projet Aqueduc Vilaine Aval), au projet Open Sky à Pacé ainsi qu'au développement de la piste de l'aéroport de Rennes Saint-Jacques. Si nous souhaitons améliorer la desserte de l'aéroport par des bus à haut niveau de service ainsi que l'aérogare afin de mieux accueillir les passagers, nous refusons d'investir dans l'allongement de la piste et d'accroître le trafic aérien.
- **Nous voulons réviser le Schéma directeur d'urbanisme commercial** pour :
  - **Protéger** les terres agricoles et naturelles en refusant toute nouvelle extension de grandes surfaces commerciales qui demanderait de nouvelles consommations foncières et prioriser le commerce de centre-ville, les friches industrielles ou commerciales pour l'installation de nouveaux commerces.
  - **Densifier et optimiser** l'espace des zones d'activités et améliorer leur végétalisation
  - **Rendre effective** l'interdiction d'ouverture des grands pôles commerciaux le dimanche
  - **Permettre un équilibre territorial** dans l'implantation des commerces de proximité, favoriser la diversité des enseignes.

- **Nous voulons créer** un Fonds Rennes Métropole Commerce et Artisanat (FRMCA) pour soutenir les commerces de proximité et l'artisanat en difficulté et aider à l'installation ou la reprise d'activités.

### Une politique économique métropolitaine plus solidaire et coopérative

La Ville de Rennes ne doit pas concentrer toutes les richesses de la métropole mais, au contraire, assumer un rôle de redistribution sur l'ensemble du territoire.

- **Nous souhaitons l'arrêt de la politique de rayonnement économique** au profit de politiques de développement visant l'équilibre avec les territoires voisins de la métropole. Nous réorienterons les budgets vers une politique de coopération entre communes et entre territoires avec l'expérimentation de partenariats et de contrats de réciprocité. Ces contrats permettent d'engager des échanges équitables entre territoires. Par exemple nous imaginons développer ce type de contrat avec nos voisins du Pays de Brocéliande pour le développement de la filière bois.
- **Nous voulons une meilleure répartition des aides économiques** attribuées par Rennes Métropole aux entreprises, afin qu'elles bénéficient à toutes les communes de Rennes Métropole et à tous les quartiers de Rennes.
- **Nous voulons un schéma métropolitain des services publics** afin de mieux répartir l'accès au droit dans la métropole et en garantir l'accès au plus grand nombre.



## CHAPITRE 2

# POUR UN AUTRE MODÈLE D'URBANISME

Pour absorber l'afflux de nouvelles populations, la densité est nécessaire mais elle doit permettre d'améliorer la qualité de vie et non la dégrader. Pour cela, il faut des contreparties à la densification, comme la végétalisation et l'amélioration de la qualité du bâti. La densification de la ville ne peut pas se résumer à la construction de nouveaux logements dans l'urgence et parfois de piètre qualité. Au-delà de cette politique dite de l'offre, il existe aussi des politiques de régulations des prix que nous souhaitons mettre en œuvre (plafonnement des loyers, politique d'achat de terres). Notre défi : construire une ville dense qui reste la ville à taille humaine à laquelle nous sommes fortement attachés. Nous voulons un urbanisme inté-

gré à son environnement, qui favorise des architectures variées sans avoir recours aux immeubles de grande hauteur auxquels nous sommes opposés.

L'architecture monolithique et standardisée que connaît Rennes depuis les années 2000-2010 doit cesser. Nous rêvons qu'enfin s'invente une vraie architecture « à la rennaise » qui permette à notre ville d'être belle et pionnière dans l'élaboration d'un urbanisme résilient et qui anticipe les enjeux climatiques. Enfin, l'urbanisme que nous voulons doit favoriser les solidarités et la convivialité. Nous voulons recréer dans les quartiers des vies de village, des lieux de rencontres et d'activités de loisirs et des vitrines pour le commerce de proximité.



## FOCUS

### CONSTRUIRE MOINS VITE, MOINS HAUT !

**Pour conserver une ville agréable à vivre, il faut veiller à ne pas saturer l'espace urbain de nouvelles constructions et de garder un horizon ouvert en refusant les immeubles de grande hauteur, inutiles et énergivores.**

- Nous ralentirons le rythme de construction pour revenir à un objectif de 1800 logements par an tel que défini par le Programme Local de l'Habitat.
- Nous n'accepterons pas les projets de tours et d'immeubles de grande hauteur.
- Nous travaillerons la mixité des usages et des formes urbaines et architecturales, les volumes, les hauteurs, et les équilibres entre espaces construits et espaces libres...

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour des constructions respectueuses de l'environnement

Nous ne pouvons plus continuer à construire comme avant. La prise en compte des enjeux environnementaux nous oblige à apporter une attention particulière aux matériaux de construction et aux consommations d'énergie.

- Nous mettrons en œuvre le "coefficient de végétalisation" qui impose une part de végétalisation de préférence en pleine terre, mais aussi en toiture ou façade pour toute nouvelle construction. Ce coefficient de végétalisation sera fixé par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

- Avec le nouveau Plan Local d'Urbanisme (PLU), nous obligerons la construction de bâtiments passifs\* ou à énergie positive\*.

- Nous favoriserons la réhabilitation de grandes propriétés construites dans les années 60 en leur offrant des droits à construire\* afin de financer les travaux de rénovation énergétique.

- Nous développerons un plan bocage et forêt métropolitain pour soutenir et structurer la filière bois. Le développement de la filière bois est une piste prioritaire à exploiter pour mettre en œuvre la transition énergétique. Nous utiliserons pour cela les Paiements pour Service Environnementaux qui permettent de rémunérer les agriculteurs pour les services rendus à la nature.

- Nous voulons un plan métropolitain pour favoriser les filières des éco-matériaux (bois, chanvre, paille, terre...) pour des immeubles performants d'un point de vue énergétique, écologiques et agréables à vivre.

- Nous intégrerons au Plan Local d'Urbanisme (PLU) des obligations d'utilisation d'un certain niveau de matériaux biosourcés pour toutes nouvelles constructions en s'appuyant pour cela sur le "Label Biosourcé".

- Nous voulons intégrer la question de la future déconstruction éventuelle, dès la conception des nouveaux bâtiments, afin de prendre en compte le réemploi\* des matériaux.

- Nous voulons une conception bioclimatique\* des immeubles individuels et collectifs, tenant compte des incidences du terrain, du vent et du soleil, pour améliorer le confort et réduire les besoins d'énergie.

\* **Bâtiments passifs** : besoin énergétique réduit au minimum

\* **Energie positive** : produisant plus d'énergie qu'il n'en consomme.

\* **Droits à construire** : potentiel constructible d'un terrain au vu des règles d'urbanisme applicables (hauteur, volume, emprise au sol, etc.)

\* **Réemploi** : récupération des objets avant qu'ils ne soient jetés afin de leur donner une seconde vie

\* **Conception bioclimatique** : architecture du projet adaptée en fonction des caractéristiques et particularités du lieu d'implantation

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour une ville construite pour et avec les habitant.e.s

Pour permettre aux Rennais.es de vivre sereinement leur ville, nous devons leur donner la parole sur leurs envies et besoins en termes d'urbanisme.

- Dans le cadre de l'acte 2 de la démocratie locale, nous définirons une méthode de co-construction des projets urbains et des espaces publics avec les habitant.e.s.
- Nous recréerons des quartiers-villages avec des places propices à la rencontre, des commerces de proximité, des espaces de loisir.
- Nous créerons un appel à projets permanent pour multiplier les projets d'habitat participatif avec l'ambition d'atteindre la construction de 120 logements par an.
- Nous déploierons une politique d'acquisition foncière des terrains en diffus\* pour contraindre les promoteurs à penser leurs projets avec la Ville et les habitant.e.s. L'Office Foncier Solidaire est pour cela un outil essentiel.

### Pour une ville qui développe la biodiversité

L'urbanisme que nous voulons, c'est un urbanisme qui laisse une place essentielle à la nature en ville. Partout dans Rennes, des dizaines d'hectares peuvent demain devenir de grandes coulées vertes, dans les quartiers en passant par le centre-ville.

- Nous mettrons en œuvre un grand plan de plantation d'arbres (voir partie 3 chapitre 1).
- Nous nous attacherons à ce qu'il y ait un

espace de nature à moins de 5 minutes à pied pour chaque habitant.e.

- Nous conserverons des espaces de friche naturelle afin de faire des interstices urbains des réservoirs de biodiversité.
- Nous désartificialiserons les sols, pour faciliter l'infiltration des eaux et la vie de la terre: empierrer\*, végétaliser les trottoirs, planter des arbres dans les cours d'écoles...
- Nous créerons des coulées vertes sur tous les boulevards urbains en y prenant une partie de l'espace dévolu aujourd'hui à la circulation automobile. Ce sont ainsi 9 hectares de nature qui prendront place du boulevard Albert 1er au boulevard Léon Grimault et sur le boulevard Henri Fréville au sud, de l'avenue Charles Tillon à l'avenue de Rochester au nord, depuis la place de Bretagne jusqu'à l'avenue Aristide Briand, et le long du Boulevard de Chézy en centre-ville.
- Nous créerons du lien entre Rennes et sa ceinture verte, en construisant ou en élargissant des passages au-dessus de la rocade vers la Lande du Breil, la Prévalaye, la Bentinais et les Hautes Gayeulles.
- Nous développerons une agriculture urbaine de proximité, bonne pour l'environnement, l'emploi local et la santé des habitant.e.s. (voir partie 3 chapitre 2).
- Nous prendrons en compte la biodiversité dans la construction des bâtiments en favorisant l'inclusion de gîtes et de nichoirs dans le bâti.

\* **Diffus** : isolé ou hors lotissement

\* **Empierrer** : couvrir de pierres

### Pour une ville réconciliée avec l'Ille et la Vilaine

Les rivières qui traversent Rennes font partie du charme singulier de notre ville et participent de sa qualité de vie. Nous devons leur accorder plus d'espace. Rien de tel que des quais aménagés pour s'aérer l'esprit avec une promenade ou un footing !

- Nous supprimerons le parking Vilaine et aménagerons les berges en laissant une large place à la biodiversité avec par exemple des jardins flottants.
- Nous piétonnisons le quai Nord depuis la place de Bretagne jusqu'à l'Avenue Aristide Briand pour permettre la flânerie au bord de l'eau. Ce réaménagement sera aussi l'occasion de déployer le réseau vélo sécurisé.
- Nous rendrons aux Rennais.es les bords de Vilaine et du canal d'Ille-et-Rance, notamment en piétonnisant le boulevard de Chézy. Nous mettrons en valeur les berges le long de l'axe Bahun-Rault.

### Pour une ville qui respecte son patrimoine architectural

Parce que nous voulons conserver à Rennes son caractère singulier et authentique, nous devons veiller à une évolution architecturale cohérente avec le patrimoine existant et préservant les ressources.

- Nous voulons une architecture rennaise : nous voulons une charte architecturale co-construite avec les promoteurs et les architectes pour des formes architecturales qui tiennent compte de l'existant et qui respectent l'identité patrimoniale de Rennes.
- Nous privilégierons la rénovation afin de préserver le patrimoine bâti mais aussi de favoriser l'emploi. Pour le même budget, les chantiers de réhabilitation génèrent six fois plus d'emplois que la construction d'immeubles neufs.

# DES LOGEMENTS ÉCOLOGIQUES ET ACCESSIBLES

La politique de l'habitat de Rennes a été pionnière en matière de mixité sociale et d'équité devant l'accession au logement social. Cette culture politique locale est précieuse et a permis l'expérimentation du loyer unique\* qui va offrir plus de liberté aux habitant.e.s dans le choix de leur logement social. Mais les listes d'attente dans le parc social s'allongent et les résident.e.s sont de plus en plus fragilisés.e.s. Il nous faut donc poursuivre la rénovation énergétique du parc de logements sociaux mais améliorer également les performances énergétiques du parc privé.

Nous voulons également améliorer la qualité du bâti en soutenant l'usage de matériaux écologiques (laine, chanvre, bois, terre) pour des logements plus sains et plus économes en ressources fossiles.

Alors que les prix de l'immobilier ne cessent de grimper sur la métropole rennaise et excluent un nombre grandissant d'habitant.e.s de l'accès au logement, la construction de

\* **Loyer unique** : dispositif innovant mis en place à Rennes qui permet aux locataires HLM de payer le même loyer à surface égale partout dans la métropole, quel que soit le quartier ou l'immeuble. Cela permet d'éviter les écarts entre les loyers et de concentrer les plus pauvres dans les mêmes immeubles. C'est un outil de mixité sociale.

nouveaux logements est nécessaire pour réguler le marché de l'immobilier mais elle n'est pas suffisante. D'autres mécanismes de régulation doivent être mis en œuvre en parallèle. L'une de ces réponses se trouve dans l'habitat participatif qui inclut dans son modèle des mécanismes de limitation de la spéculation immobilière.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour des logements économes en énergie

Parce que l'urgence climatique nous impose de réduire massivement notre empreinte énergétique, parce que les dépenses énergétiques pèsent lourd dans le budget des ménages, il nous faut produire des logements économes en énergie et permettre de réhabiliter massivement le parc immobilier. Fin du monde et fin du mois sont deux défis à relever simultanément.

- Nous soutiendrons la réhabilitation de **6 000 logements** chaque année à l'échelle de Rennes Métropole.
- Avec le nouveau Plan Local d'Urbanisme (PLU), nous obligerons la construction de **bâtiments passifs\*** ou à **énergie positive\***.
- Nous effectuerons un **raccordement au réseau de chaleur** à chaque fois que c'est cohérent au plan énergétique.

- Nous mettrons en œuvre une **fiscalité écologique** pour la réhabilitation. Nous prévoierons un abattement de 30 % de la taxe foncière pour les propriétaires qui engagent une réhabilitation thermique.

- Nous appliquerons des **contrôles renforcés sur la réglementation thermique** pour tous les permis de construire, avec l'aide des services de l'État.

### Pour des logements pour tou.te.s

Le logement est un droit, un droit pour toutes et tous. Nous utiliserons tous les leviers à notre disposition pour garantir à chacun.e d'avoir un toit sur la tête.

- Nous prolongerons les objectifs du **Programme Local de l'Habitat (PLH)** en matière de logements sociaux.
- Nous solliciterons un **droit d'expérimentation\*** du plafonnement des loyers.
- Nous ferons grandir l'**Office Foncier Solidaire** qui permet aux acheteurs d'acquérir le logement à un prix modeste, le foncier restant la propriété de la collectivité.
- Nous mettrons en œuvre le **loyer unique\*** qui permettra aux bénéficiaires de logement social de faire leur choix en fonction du quartier qu'ils souhaitent habiter et non du coût du loyer.

- Nous mettrons en place un **Plan métropolitain pour le logement étudiant et pour les jeunes actifs** dans le PLH (guichet unique pour une demande de logement, développement des logements collectifs, participatifs, intergénérationnels et soutien aux colocations solidaires\*, lutte contre les pratiques frauduleuses, lutte contre la précarité énergétique des étudiant.e.s et des jeunes).

\* **Bâtiments passifs** : besoin énergétique réduit au minimum

\* **Énergie positive** : produisant plus d'énergie qu'elle n'en consomme

\* **Droit d'expérimentation** : Depuis 2003, les collectivités territoriales peuvent adapter les lois et règlements nationaux aux réalités et aux besoins du local et expérimenter des dispositifs qui ne sont pas prévus par la loi mais qui ont du sens sur le territoire

\* **Loyer unique** : dispositif innovant mis en place à Rennes qui permet aux locataires HLM de payer le même loyer à surface égale partout dans la métropole, quel que soit le quartier ou l'immeuble. Cela permet d'éviter les écarts entre les loyers et de concentrer les plus pauvres dans les mêmes immeubles. C'est un outil de mixité sociale.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour l'habitat participatif

L'habitat participatif, en inventant des mécanismes de limitation de la spéculation immobilière, est l'une des réponses à l'exclusion de l'accès au logement d'une part importante de la population. En associant les habitant.e.s à la construction des logements, il permet aussi de construire des logements véritablement adaptés aux besoins des usagers et facilite l'innovation en matière d'éco-construction. À l'heure où les liens sociaux se distendent et l'isolement se fait toujours plus fort, l'habitat participatif apporte des réponses sociales fortes. Il est un vrai atout dans la mise en œuvre d'activités et services d'intérêt collectif à l'échelle d'une rue, d'un quartier. Il est temps que Rennes et Rennes Métropole s'engagent enfin dans une véritable stratégie de développement de l'habitat participatif.

- Nous intégrerons une politique de l'habitat participatif au Programme Local de l'Habitat. Nous estimons qu'un volume de 100 à 120 logements en habitat participatif par an pour Rennes Métropole à partir de 2023 est un objectif atteignable.
- Nous soutiendrons les coopératives d'habitant.e.s\*, les projets de recohobitation\* et de logements participatifs\*. Il y a toutes sortes de projets d'habitat participatif, pouvant intégrer des jeunes locataires.
- Nous dédierons des moyens humains (un équivalent temps plein) au sein des services logement de Rennes Métropole pour accompagner la mise en œuvre d'une stratégie pour l'habitat participatif.
- Nous identifierons avec les services foncier et l'aménageur Territoires des terrains qui pourront être attribués à des groupes

d'habitant.e.s sous la forme d'un appel à projet permanent.

- Nous créerons une ligne budgétaire dédiée à une aide à l'ingénierie pour les démarches participatives dans l'habitat pour tout type de porteur.se.s de projets (groupes projet, copropriétés, des colocations étudiantes, intergénérationnelles, etc).
- Nous favoriserons la mixité sociale à l'intérieur des projets d'habitat participatif notamment en rendant possible l'intégration de logements locatifs sociaux. Nous souhaitons pour cela adapter les critères d'attribution des logements sociaux.
- Nous rendrons accessible le portage foncier\* via l'Organisme Foncier Solidaire à l'habitat participatif.
- Nous favoriserons une politique horizontale de l'habitat participatif en l'incluant dans les réflexions liées au développement des politiques de solidarité, en faveur de la jeunesse, des aîné.e.s ou de l'éco-construction.

\* **Coopératives d'habitant.e.s**: société coopérative ou société coopérative et participative visant à offrir à ses membres les meilleures conditions possibles de logement au moindre coût

\* **Recohobitation**: projet qui permet à des personnes seules (étudiants, personnes âgées) d'habiter ensemble

\* **Logements participatifs**: démarche citoyenne d'un groupe de personnes qui souhaitent s'associer autour d'un projet d'habitat commun qu'ils ont élaboré ensemble.

\* **Portage foncier**: dispositif qui permet aux communes de mettre en réserve des terrains, lorsqu'elles n'ont pas les moyens de les acheter

## CHAPITRE 4

# UNE VILLE SÛRE ET BIENVEILLANTE

Mener une politique de tranquillité publique ne peut pas relever uniquement d'une simple politique de répression. Certains discours caricaturaux n'abordent qu'un aspect de la sécurité, celui de la lutte contre la délinquance. Si cet axe est essentiel, c'est la sécurité sous toutes ses facettes qu'il nous faut travailler pour une ambiance urbaine apaisée.

Les habitant.e.s sont une partie de la solution, nous voulons construire avec elles et eux des réponses adaptées au plus près des réalités qu'ils vivent au quotidien. Nous devons recourir à la prévention et la cohésion sociale, investir la présence humaine sur l'espace public mais également sur l'espace numérique et les réseaux sociaux pour mieux anticiper les nouvelles formes de délinquance. La police municipale doit voir ses missions de sanction des incivilités et de rappel à la règle renforcées, sans confusion avec les prérogatives de la police nationale.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour redonner du pouvoir d'agir aux habitant.e.s

Les habitant.e.s sont les premiers et premières concerné.e.s par les incivilités, la petite délinquance ou par les questions d'insécurité en général. Ils ne peuvent seulement subir et attendre la solution de la puissance publique. Ils et elles sont aussi une partie de la solution, ils ont des idées et des besoins et peuvent aussi contribuer à apaiser les tensions et à trouver des solutions concrètes !

- Dans le cadre de la Fabrique citoyenne, nous voulons lancer des États généraux de la sécurité urbaine à Rennes, grande concertation décentralisée dans chaque quartier, au plus près des habitant.e.s. Pendant un an, il s'agira d'être à l'écoute des besoins et à faire le bilan avec le conseil citoyen, les conseils de quartier, avec les associations et les habitant.e.s puis à construire ensemble des réponses adaptées. Ce sera l'occasion de mettre au débat la question du sentiment d'insécurité et de ce qui le génère, des relations entre jeunes et forces de l'ordre, les solutions pour lutter contre le trafic, etc.
- Nous voulons élaborer avec les habitant.e.s et les associations, dans le cadre de jurys citoyens\*, les critères d'évaluation de l'efficacité de la politique municipale, en termes quantitatifs mais également en termes qualitatifs et réaliser un bilan annuel partagé.

\* **Jurys citoyens** : assemblée temporaire choisie aléatoirement (par exemple, par tirage au sort) pour étudier un sujet et orienter la décision politique

### Pour investir dans la prévention et dans la cohésion sociale

En matière de délinquance, mieux vaut prévenir que guérir ! Il nous faut une présence humaine de qualité et plus forte dans notre ville auprès des jeunes et de leurs familles lorsqu'elles sont en difficulté.

- Nombre de professionnels sont démunis devant des faits d'incivilité, de violences ou de délinquance. La présence éducative (éducateurs de rue, médiateurs, adultes relais, animateurs Présence de Rue) devra être renforcée dans les communes et les quartiers rennais, dans les équipements de jeunesse et sur l'espace public, en déployant une logique d'aller-vers.
- Nous voulons développer les partenariats avec l'Education Nationale et les associations pour les jeunes en situation d'exclusion temporaire ou de décrochage scolaire en proposant notamment des chantiers citoyens et d'insertion.
- Les réseaux sociaux changent la donne en matière de relations entre jeunes et de délinquance. Il faut prendre en compte ces nouveaux espaces investis par les jeunes et y assurer une présence éducative bienveillante et attentive. Nous voulons favoriser la formation des professionnels de jeunesse et intégrer le programme Les Marcheurs du Net porté par la CAF (Caisse d'Allocations Familiales).
- Nous voulons développer la politique d'accompagnement à la parentalité de la Ville et renforcer les moyens du service de réussite éducative et l'étendre à l'ensemble du territoire rennais, hors politique de la ville.

- En lien avec la politique de santé mentale de la ville, nous proposons de former les agents en contact avec du public à l'accueil de troubles psychiques. Les troubles psychiatriques sont l'une des premières causes de troubles à l'ordre public et sont la plupart du temps mal ou pas pris en charge ou reçoivent une réponse inappropriée.

### Pour garantir l'accès au droit pour les victimes

Les violences faites aux femmes sont l'un des axes majeurs des plans de lutte contre la délinquance. Nous voulons renforcer l'accueil inconditionnel des femmes victimes de violence.

- Nous voulons mettre à l'étude la création d'une Maison des Femmes, lieu qui accueillerait 7 J/7 J et 24 heures/24 heures les femmes en détresse et leurs enfants, en attendant de trouver une solution de logement plus pérenne. Ce lieu interdisciplinaire, accueillerait des soignant.e.s et des travailleurs.ses sociaux.
- Nous proposons de former les agent.e.s aux violences faites aux femmes, notamment celles et ceux qui sont en contact avec le public afin d'améliorer le repérage et l'orientation vers les services compétents. En particulier, systématiser la formation de la police municipale, notamment pour exercer leur pouvoir de verbalisation de l'outrage sexiste sur l'espace public.

### Pour une police municipale de proximité

Entre police nationale et police municipale, la confusion est souvent faite et nourrit l'incompréhension. Les policiers municipaux n'ont pas le même rôle que les policiers nationaux. Ils doivent assurer un service public de proximité, assurer une présence apaisante et gérer les conflits d'usage de l'espace public. Nous voulons renouer avec la tradition d'une police de proximité, qui co-construit avec les habitant.e.s les solutions les plus adaptées au terrain.

- En concertation avec les policiers municipaux, nous étudierons leurs conditions de travail et de rémunération, le renforcement des effectifs lorsque c'est nécessaire ainsi que l'évolution de leurs équipements mais nous refusons l'armement de la police municipale (armes létales).
- En partenariat avec la police nationale, nous voulons étendre les missions de la police municipale concernant la verbalisation des incivilités en ville, notamment celles qui mettent en danger les usagers les plus fragiles. Nous voulons mener de grandes campagnes de verbalisation du stationnement sauvage, notamment sur les voies cyclables. Nous envisagerons l'acquisition de voitures de patrouille capables de verbaliser automatiquement les stationnements illicites.

## NOS ENGAGEMENTS

- Nous voulons renforcer la formation des policiers municipaux à la méthodologie de résolution des conflits, à l'aller-vers au sens de l'éducation populaire, à la lutte contre le racisme et les discriminations et à l'égalité femme-homme et veiller à la représentativité des diversités de la population au sein de la police municipale.
- Nous voulons mettre en place des permanences décentralisées dans les quartiers, en lien avec les services d'accès au droit de la ville, pour faciliter l'échange avec les habitant.e.s. sur les problèmes du quartier.
- Nous proposons de systématiser des « stages découverte/ d'immersion » pour les policiers nouvellement arrivés sur un territoire: découverte de la ville, rencontre et observation avec les principaux partenaires (y compris travail social et, si possible, mobilisation de jeunes)
- Nous voulons associer la police municipale lors d'événements de quartier dans un climat convivial et d'éducation aux règles de sécurité et de civilité et monter des chantiers avec des jeunes des quartiers, dans l'esprit de ce qui se fait déjà dans le quartier du Blosne.

### Souriez, vous ne serez pas filmé.e.s!

Lors du mandat qui s'achève, la ville a réalisé une étude sur l'usage de la vidéosurveillance. Cette étude conclue clairement au faible intérêt des caméras dans la prévention des faits de délinquance et dans l'élucidation des affaires. Pire, elles ne font que déplacer les problèmes et les cacher un peu plus.

- Nous n'investirons pas dans la vidéosurveillance fixe mais dans la présence humaine dans l'espace public.
- Les caméras pouvant contribuer à sécuriser les interventions des policiers municipaux, nous étudierons avec elles et eux l'usage ponctuel de caméras mobiles pour préparer certaines interventions.

## CHAPITRE 5

# RENNES VILLE PROPRE

Pour une ville belle, agréable à vivre, avec des espaces publics conviviaux et favorables au lien social, la propreté urbaine est un paramètre important. Notre conviction est qu'une démarche fondée sur les usages et la communication bienveillante, avec l'idée que la propreté est l'affaire de tou.te.s, sera bien plus efficace qu'une approche coercitive de contrôle-sanction. En plus de renforcer la collecte des déchets, nous voulons améliorer la propreté de tous les quartiers de Rennes par des incitations ludiques.

Pour améliorer la propreté de la ville, nous voulons combiner deux leviers: l'amélioration des services de propreté urbaine et la prévention/incitation. En accordant des moyens supplémentaires, nous améliorerons les services assurés par la Ville (toilettes publiques, collecte...). En parallèle et par des actions innovantes et ludiques, nous responsabiliserons les habitant.e.s, afin de limiter les jets de déchets et les mictions\* sur la voie publique.

\* Mictions: urines

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour améliorer les services de propreté

Nous mettrons des moyens supplémentaires pour maintenir une ville propre.

- Nous voulons une mise en œuvre effective du Plan propreté décidé lors du mandat dernier mais qui n'a pas été pleinement appliqué.
- Nous accorderons des moyens supplémentaires aux services de propreté urbaine afin de renforcer leur action dans l'ensemble des quartiers de notre ville.
- Nous renforcerons les effectifs du service Propreté de la Ville et ceux du service des Jardins et Espaces Verts qui assure la propreté des parcs.

### Pour mettre fin aux urinoirs sauvages!

Trop souvent encore, Rennes est le théâtre d'incivilités: crachats, jet de mégots, de bouteilles vides, mictions\*. Par un plan ambitieux de sensibilisation et de déploiement de toilettes publiques, nous voulons rendre la ville plus confortable.

- En accord avec la charte de la vie nocturne, nous voulons poursuivre la sensibilisation des habitant.e.s, notamment des fêtard.e.s et des festivalier.e.s, aux incivilités liées aux mictions\*, aux crachats et aux débris de verre sur la voie publique.
- L'accès à des toilettes gratuites en ville dans de bonnes conditions d'hygiène (avec du papier, des protections hygiéniques gratuites à disposition et de quoi se laver les mains) est aussi une question d'égalité pour les femmes et de santé publique pour tou.te.s, notamment les enfants!

- Nous voulons un "Plan Pipi", en partenariat avec les bars, les commerces (et centres commerciaux) et les équipements publics pour garantir l'accès gratuit aux toilettes, notamment lors d'événements ou de soirées festives, afin d'éviter les incivilités et l'urine sur la voie publique.

- Nous voulons aussi travailler avec les écoles, collèges, lycées à garantir des toilettes propres pour tous et toutes, avec du papier et de quoi se laver les mains. C'est une question d'éducation à la propreté mais aussi de santé publique!

### Pour éviter les déchets sur la voie publique

Des déchets dans sa rue, c'est bien sûr désagréable mais c'est surtout un vrai désastre écologique. En France, ce sont entre 30 et 40 milliards de mégots qui sont jetés chaque année - un millier par seconde environ! Jetés par terre, ces filtres aux milliers de substances chimiques partent dans les égouts... sans parler des chewing-gums qui collent aux chaussures et contiennent du plastique!

- Nous augmenterons le nombre de poubelles en ville et notamment des poubelles de tri. Des poubelles seront dédiées au recyclage des mégots et aux chewing-gums.
- Nous lutterons contre le jet de mégots, en adoptant l'interdiction de fumer dans tous les parcs ainsi que sur les lieux de fort passage (République, gare...), en amplifiant les campagnes de prévention et en verbalisant si nécessaire.

### Pour une collecte de déchets renforcée

Dans certains quartiers, une collecte de tri tous les 15 jours, c'est insuffisant! Si nous devons réduire la production de déchets à la source avec une tarification incitative\* facturation de la gestion des déchets en fonction de la quantité produite, nous devons aussi garantir l'équité entre les communes et les quartiers rennais face à la collecte de déchets.

- Nous augmenterons les passages de la collecte de tri, parallèlement à une politique de sensibilisation au zéro déchet.
- Nous étendrons les déchetteries/recycleries mobiles à tous les quartiers.
- Pour une ville "zéro plastique", nous développerons l'utilisation de verres recyclables consignés et interdirons l'utilisation de vaisselle plastique dans les bars et lors des festivals.
- Nous sanctionnerons systématiquement les dépôts sauvages d'ordures au pied des immeubles et élaborerons une charte d'engagement en concertation avec les copropriétés.
- Nous orienterons les missions de la Police Municipale vers le rappel à la règle et la sanction des jets d'ordures et des mictions\* sur la voie publique.

\* **Tarification incitative** :  
facturation de la gestion des déchets en fonction de la quantité produite

\* **Mictions** : urines

### Pour responsabiliser les habitant.e.s et usager.e.s de l'espace public

La propreté est l'affaire de tou.te.s et nous voulons impliquer les citoyen.ne.s dans le maintien de la propreté en les responsabilisant mais sans les culpabiliser.

- Nous mettrons en place des campagnes de sensibilisation pour responsabiliser les habitant.e.s et usager.e.s de l'espace public à la propreté.
- Nous développerons les ambassadeurs du tri. Ils et elles seront chargé.e.s d'informer et de motiver les habitant.e.s d'un lieu afin de valoriser la collecte sélective des déchets.
- Nous organiserons des collectes citoyennes de déchets sur la voie publique et des chantiers citoyens avec les jeunes des communes et des quartiers en lien avec les animateurs et animatrices des équipements jeunesse (défis écologiques et solidaires, chantiers argent de poche).

# UNE VILLE SANS PUBLICITÉ

Non seulement trois quarts des Français la trouvent envahissante mais en plus, la publicité est source de pollutions multiples et variées. Elle génère des consommations énergétiques et des gaz à effets de serre. Elle conduit à la surconsommation et à la production de déchets. Elle dégrade les paysages et l'espace public. En distrayant les usagers de la route et en entamant la visibilité, elle génère des problèmes de sécurité routière.

Nous voulons une ville libérée de la publicité. Pour cela, le Règlement Local de Publicité est un puissant levier qui édicte des règles strictes, zones par zones. Il nous faudra nous saisir de cet outil afin de restituer aux Rennais.es et à tous les visiteurs une ville agréable à vivre, des espaces publics où l'on puisse déambuler sans être agressé par la publicité.



## FOCUS

### LIBÉRER LA VILLE DE LA PUBLICITÉ

**Parce que la publicité est envahissante et polluante, nous actionnerons tous les leviers en notre possession pour libérer la ville de sa présence.**

- Nous réviserons le Règlement local de publicité pour interdire les panneaux publicitaires à Rennes.
- Nous supprimerons les 2 000 mètres carrés de panneaux publicitaires sur le mobilier urbain (abribus, etc.) en ne reconduisant pas le contrat avec le délégataire\* et les remplacerons par de l'information municipale ou associative ou par des arbres.

- Nous supprimerons les panneaux numériques, installés lors de la précédente mandature malgré l'opposition farouche des écologistes.
- Nous sanctionnerons systématiquement l'affichage publicitaire sauvage.
- Nous ferons appliquer la loi qui oblige les commerçants à éteindre leurs vitrines et enseignes lumineuses la nuit, y compris les écrans qui se multiplient dans les vitrines ces derniers temps.

*\* Délégué : personne morale (entreprise) à qui l'on confie la gestion d'un service à la population (transports, eau, énergie)*

## PARTIE 4

# QUAND L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI FONT LEUR RÉVOLUTION VERTE



Sur le plan économique, les voyants sont au vert pour Rennes et sa métropole. Ce dynamisme de notre territoire aujourd'hui, on le doit bien sûr à l'engagement des acteurs économiques. On le doit évidemment à l'implication quotidienne des acteurs associatifs, sociaux et citoyens dans la vie de notre ville. On le doit, c'est certain, à une culture bretonne qui favorise la coopération et le dialogue entre acteurs plutôt que la compétition et la concurrence. Mais nous ne nous satisferons jamais d'être simplement un territoire en meilleure santé économique que les autres. Car derrière un taux de chômage, même faible, il y a toujours des personnes qui souffrent de la précarité, du manque de perspectives, du manque de reconnaissance, parfois de liens sociaux qui se délitent. C'est indéniable : le chômage crée de la pauvreté, des inégalités et de la souffrance.

Le modèle économique qui domine notre monde est non seulement une machine à détruire la planète, tant il est gourmand en ressources naturelles, mais il est aussi une machine à exclure. Cette économie, où seule compte la recherche du profit, prive d'emploi des millions de personnes ou les contraint à accepter des emplois précaires dans des conditions qui ne permettent pas une existence digne.

Ce sont avant tout les politiques de solidarité et de protection de l'environnement qui permettent un développement économique harmonieux et pérenne. Le développement économique n'est pas une fin en soi, il est avant toute chose un outil au service de la cohésion sociale, de l'environnement, au service du territoire et de ses habitant.e.s. C'est l'alliance entre économie, solidarité et préservation de notre environnement qu'il nous faut construire aujourd'hui. Pour cela nous nous voulons voir naître et grandir des milliers d'entreprises à impact social et environnemental positif.

# TRANSFORMER L'ÉCONOMIE

Il nous faut appuyer la naissance d'une économie intensive en emploi et ce, quels que soient les niveaux de croissance. Construisons une économie ancrée dans son territoire, diversifiée, adossée à un tissu dynamique de petites et moyennes entreprises, tournées vers des productions de qualité, respectueuses de l'environnement.

Éco-construction, déplacements écologiques et fret ferroviaire, énergies renouvelables, économie sociale et solidaire\* doivent devenir le fer de lance de nos politiques économiques et industrielles pour aller vers une économie décarbonnée. Car oui, l'écologie est bien une opportunité pour créer des emplois. Nous voulons booster les filières « vertes » qui représentent pour l'instant 2 % des emplois sur Rennes Métropole. Ces secteurs sont en forte croissance. Ces éco-activités et éco-technologies répondent à trois finalités :

la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le domaine de l'énergie, la réduction des besoins en énergie et la réduction de la consommation de ressources naturelles et de matières premières. Notre ambition est de démultiplier le nombre d'emplois dans les éco-entreprises avec des dispositifs de soutien spécifiques.

*\* Économie sociale et solidaire : ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale (voir partie 4 chapitre 3)*

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour mettre en valeur les richesses de notre territoire

Notre territoire est riche de potentialités pour faire advenir une économie plus verte et créatrice d'emplois. Il faut nous organiser en ce sens.

- Nous élaborerons un « schéma de transition économique et industrielle » pour accompagner la transformation du tissu économique métropolitain. Dans ce cadre, nous mettrons en œuvre un conditionnement de l'ensemble des aides économiques de Rennes Métropole à des critères sociaux, environnementaux et de lutte contre les discriminations. Ces critères seront définis par un jury de citoyen.ne.s, expert.e.s et acteurs économiques.
- Nous réaliserons un diagnostic des potentiels du territoire (une analyse du « métabolisme territorial ») de Rennes Métropole pour connaître le potentiel de matériaux, de biens ou d'énergie disponible sur le territoire et envisager ensuite le développement des filières économiques employant ces derniers.

### Pour soutenir la transition écologique

Nous souhaitons accompagner les projets qui veulent renouveler notre économie en la rendant plus soucieuse des enjeux environnementaux et sociaux actuels.

- Nous mènerons à bien le projet de ré-industrialisation du site de la Janais autour des mobilités décarbonnées et de l'éco-construction.
- Nous créerons un « revenu de transition

écologique ». Il s'agit de verser une aide financière et d'offrir un accompagnement à toutes les personnes développant une activité à incidence écologique et sociale positive. Ce dispositif incitatif permet à celles et ceux qui souhaitent créer des activités écologiques et sociales vertueuses de franchir le pas, d'oser se lancer en disposant d'une sécurité financière pendant un an.

- Nous doterons le Pôle territorial de coopération économique\* Les EcoNautes de nouveaux moyens humains et financiers pour favoriser l'implantation des éco-activités ainsi que les partenariats entre entreprises.
- Nous lancerons un appel à projets dédié aux éco-activités et à l'économie circulaire\*

*\* Pôle territorial de coopération économique : groupement d'acteurs (collectivités locales, entreprises, acteurs de la recherche/formation), ancrés sur un territoire qui développent ensemble des projets économiques innovants, par une stratégie de coopération et de mutualisation.*

*\* Économie circulaire : modèle économique dont l'objectif est de produire des biens et des services de manière durable, en limitant la consommation, les gaspillages de ressources et la production des déchets.*

# MIEUX ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES DU TERRITOIRE

Nous voulons un développement économique qui s'appuie d'abord sur les entreprises et acteurs du territoire. Nous préférons faire grandir celles et ceux qui s'investissent pour Rennes et Rennes Métropole que de chercher à tout prix à attirer les entreprises en provenance d'autres territoires. Pour cela, il nous faut déployer une attention particulière pour accompagner la création et le développement des

entreprises locales qui ont un impact environnemental et social positif pour le territoire. Les problématiques d'accès au foncier, d'aide à l'investissement et à l'innovation ou encore d'accès aux marchés publics sont parmi les enjeux auxquels il faut répondre.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour soutenir la diversité des structures, activités et projets sur le territoire

Parce qu'aujourd'hui les petites structures et les projets innovants ont parfois du mal à se développer et à se maintenir, nous voulons leur offrir des solutions pour garantir leur émergence et leur pérennité.

- Nous adapterons les aides économiques pour qu'elles servent toutes les entreprises quelle que soit leur taille. Nous les adapterons aussi afin qu'elles ne soient plus réservées aux seules entreprises intervenant en BtoB. Enfin, nous définirons des critères sociaux, environnementaux et de lutte contre les discriminations afin d'orienter les financements de Rennes Métropole vers plus de responsabilité sociale et environnementale.
- Nous voulons créer une société foncière pour accompagner le parcours résidentiel des entreprises. Elle aura vocation à acquérir des locaux pour les remettre

en location à loyer modéré pour les entreprises en création.

- Nous soutiendrons les projets de regroupement d'artisans à l'image de la Cité artisanale du Blosne.
- Nous systématiserons le développement de tiers-lieux\*, de lieux éphémères, de lieux modulaires sur les projets urbains.
- Nous élargirons les dispositifs d'aides à l'innovation et à l'expérimentation, tel Rennes Saint-Malo Lab, aux secteurs de l'économie circulaire\* ou encore de l'innovation sociale.
- Nous accompagnerons les réseaux d'entreprises locales et les très petites entreprises pour les former à répondre aux marchés publics.

# SOUTENIR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE\* ET L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE\*

Une économie au service de toutes et de tous, qui produit et crée de la richesse sur notre territoire, qui ne délocalise pas, qui protège l'environnement et se préoccupe des salarié.e.s et des consommatrices et consommateurs peut exister ! C'est l'économie sociale et solidaire (ESS).

Associations, coopératives, mutuelles, entreprises sociales d'utilité solidaire, toutes ces entreprises ont pour point commun de placer l'humain et l'environnement au cœur de leur projet économique. Elles pèsent 25 000 emplois sur Rennes Métropole, elles représentent 13 % des entreprises métropolitaines et elles sont à l'origine de 15 % des créations d'emplois du territoire ces dernières années.

Parce que le développement économique n'est pas un but en soi mais un outil au service de la solidarité et de l'écologie, nous voulons amplifier encore notre soutien aux entreprises de l'économie sociale et solidaire ! Nous voulons accompagner les entreprises de l'ESS et

l'économie circulaire\*, permacirculaire et des éco-industries en sécurisant leur financement mais aussi en les aidant à développer leurs capacités en matière de recherche et développement mais aussi en matière de partenariats et d'ingénierie. Nous voulons aussi déployer une stratégie de parcours résidentiel pour les TPE et PME du territoire afin de favoriser leur accès à des locaux adaptés pour des coûts abordables à chaque stade de leur développement.

\* **Le tiers-lieu** se définit surtout par ce qu'on y fait ! Fab-Lab, espace de coworking mais aussi espace associatif en autogestion, squats culturels ou politiques, il y a toutes sortes de tiers-lieux.

\* **Économie circulaire** : modèle économique dont l'objectif est de produire des biens et des services de manière durable, en limitant la consommation, les gaspillages de ressources et la production des déchets.

\* **Économie sociale et solidaire** : ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour promouvoir les entreprises coopératives SCOP\* et SCIC\*

Les coopératives sont les fers de lance d'une économie différente, plus respectueuse des travailleurs et de l'environnement. Nous voulons appuyer leur multiplication, notamment :

- En facilitant la reprise d'entreprises par les salarié.e.s. De 2011 à 2020, ce sont près de 7700 petites et moyennes entreprises bretonnes, représentant 155000 emplois

directs, qui seront à reprendre en raison du départ à la retraite de leurs dirigeants ou dirigeantes. À l'échelle de l'agglomération rennaise, cela représente plus de 1500 entreprises à reprendre.

- En soutenant la création de sociétés coopératives d'intérêt collectif\*.
- En soutenant des dispositifs comme **Alter Venture** qui favorise le changement d'échelle des entreprises coopératives.



### FOCUS

### PLUS DE MOYENS FINANCIERS PAR L'ESS

Parce que c'est l'économie que nous souhaitons promouvoir, nous augmenterons les moyens financiers dédiés spécifiquement au développement des structures de l'ESS.

- Nous consoliderons l'appel à projets de **Rennes Métropole en faveur des ESS** qui permet de dédier des aides à la création d'activités en ESS et au développement économique des structures ESS.
- Nous renforcerons le soutien à **Bretagne Active**, financeur de l'ESS et des très petites entreprises.
- Nous développerons des outils de **financement** dédiés au développement des entreprises ESS de taille intermédiaire dans une perspective de changement d'échelle.
- Nous développerons des outils de **financement spécifiques** pour faciliter les actions de recherche et développement dans les entreprises de l'ESS.
- Nous voulons intégrer des dispositifs en faveur des entreprises de l'ESS dans toutes les politiques menées par Rennes et Rennes Métropole
- Nous conditionnerons les aides publiques aux entreprises à des critères sociaux, environnementaux et de lutte contre les discriminations.
- Nous donnerons aux réseaux d'acteurs de l'ESS les moyens d'animer le territoire et consoliderons le soutien de la collectivité à l'incubateur d'entreprises ESS Tag 35, ainsi qu'aux coopératives d'activité et d'emploi, aux réseaux qui accompagnent la création d'entreprise.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour créer une société foncière pour accompagner le parcours résidentiel des ESS

La question du foncier et des locaux est souvent un frein au développement des projets d'ESS. Nous voulons apporter une réponse publique à ce problème et utiliser les moyens à notre disposition pour augmenter la visibilité de ces structures.

- Nous systématiserons le développement de lieux éphémères / modulaires sur les projets urbains.

- Nous faciliterons l'installation des entreprises en création dans des locaux adaptées et à loyer modéré.

- Nous faciliterons le regroupement des acteurs de l'ESS sur plusieurs sites à travers la ville. La construction du Quadri, immeuble dédié à l'ESS au Blosne, a permis de donner une vraie visibilité à ces entreprises. Il nous faut multiplier ces lieux à travers la ville : à l'ouest avec le projet de l'Union régionale des SCOP et au nord où la requalification urbaine du secteur Donelière est une vraie opportunité pour développer des espaces dédiés à l'ESS et au réemploi\*.

### Pour une répartition équitable des aides économiques sur le territoire

Le développement d'une nouvelle économie doit se faire dans une dynamique d'équilibre entre tous les territoires.

- Nous déploierons une part des budgets dédiés à la rénovation urbaine vers les acteurs des quartiers et pour le développement économique des quartiers.

- Nous nous assurerons d'une meilleure répartition des aides économiques métropolitaines vers les « quartiers politique de la ville » et l'ensemble des communes du territoire métropolitain.

\* **Réemploi** : récupération des objets avant qu'ils ne soient jetés afin de leur donner une seconde vie.

\* **SCOP** : société commerciale dont les associés majoritaires sont les salariés de l'entreprise, chaque coopérateur a un poids décisionnaire égal indépendamment de sa part de capital détenu, les profits générés sont prioritairement affectés à la pérennité des emplois et du projet d'entreprise.

\* **Société coopérative d'intérêt collectif** : les mécanismes coopératifs et participatifs sont identiques à ceux de la SCOP, peut être coopérateur n'importe quelle personne ou structure souhaitant s'impliquer dans le projet (salarié, client, bénévole, collectivité territoriale, partenaire privé, etc.).

# RENNES, TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR

Le chômage sape chaque jour un peu plus les fondements de ce qui fait la cohésion de notre société. Pourtant, en matière de lutte contre le chômage, tout n'a pas été essayé! Car si les emplois manquent, le travail, lui ne manque pas. Il existe une multitude de besoins non satisfaits et de travaux utiles à la société qui aujourd'hui ne sont pas ou plus accomplis, simplement parce qu'ils ne sont pas ou pas assez rentables et donc insuffisamment lucratifs pour la majorité des entreprises capitalistes. Il est évident que les services à la personne, les services de santé, d'éducation et bien d'autres services à la population auraient besoin de bien plus de bras. Un Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée, c'est une stratégie globale de mobilisation de tous les acteurs économiques pour créer de l'emploi et pour l'insertion des personnes qui en sont les plus éloignées.

Mais avoir un emploi ne suffit pas toujours à gagner un revenu digne. Difficile de se projeter dans le travail quand la vie est trop dure! C'est pourquoi nous voulons éradiquer la grande pauvreté en expérimentant, comme dans la ville de Grande

Synthe, le financement d'un revenu minimum garanti pour compléter les revenus de celles et ceux qui galèrent.

Notre priorité est l'emploi. Que toutes celles et ceux qui souhaitent travailler puissent accéder à un travail digne, un emploi qui les respecte en tant qu'individus et qui respecte également l'environnement. Parce qu'il ne peut pas y avoir d'écologie sans solidarité!

Dix territoires expérimentent actuellement en France la démarche Territoire Zéro Chômeur via des entreprises de l'Économie sociale et solidaire\* qui embauchent en CDI des chômeurs de longue durée et développent différentes prestations d'intérêt collectif. L'expérimentation lilloise a ainsi permis d'embaucher 115 personnes en CDI avec un objectif de 250 d'ici deux ans. Au tour de Rennes!

\* **Économie sociale et solidaire**: ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour faciliter le retour à l'emploi

Le travail est un droit pour tou.te.s. Nous devons mettre en place des dispositifs pour accompagner ceux et celles qui veulent (re)trouver un emploi.

- Nous voulons devenir **Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée\***. Nous voulons mettre en place ce dispositif sur les quartiers de Maurepas, du Blosne ou encore Villejean qui concentrent les plus forts taux de chômage de notre agglomération.
- Nous consoliderons le soutien à l'insertion par l'activité économique\*
- Nous soutiendrons les entreprises de travail adapté pour l'insertion des personnes en situation de handicap.
- Nous soutiendrons les coopératives de quartier. À l'image de celle déjà créée sur Maurepas, ces entreprises proposent des missions salariées de courte durée pour les habitant.e.s éloigné.e.s de l'emploi. Elles proposent aussi des lieux de convivialité pour les habitant.e.s du quartier et participent ainsi du retour à l'emploi comme du lien social.
- Nous soutiendrons les conciergeries de quartier. À l'image de celle déjà créée sur Le Blosne, les conciergeries proposent de nombreux services aux habitant.e.s mis en œuvre par les habitant.e.s eux-mêmes. Elles créent ainsi une vraie solidarité entre habitant.e.s d'un quartier.

\* **Zéro Chômeur de Longue Durée** : stratégie globale de mobilisation de tous les acteurs économiques pour créer de l'emploi et pour l'insertion des personnes qui en sont les plus éloignées.

\* **IAE** : Insertion par l'activité économique - accompagnement dans l'emploi proposé par certaines structures à des personnes très éloignées de l'emploi afin de faciliter leur insertion sociale et professionnelle notamment en leur faisant plus de place dans la commande publique par l'intermédiaire des clauses sociales.

## POUR DES COMMERCES DE PROXIMITÉ ET ÉCORESPONSABLES

Le commerce et l'artisanat représentent le principal gisement d'emplois de notre ville. Une grande majorité de ces entreprises sont des PME ou des TPE non délocalisables. Entre l'augmentation des charges et le développement du commerce en ligne, beaucoup de ces entreprises sont en difficulté. La collectivité publique peut réguler et corriger les inégalités et les déserts commerciaux et veiller à maintenir l'artisanat de qualité dans les villes.

Nous voulons recréer dans les quartiers des vies de village, des lieux de rencontres et de lien social. Pour cela, le commerce de proximité est un levier important qui rapproche les commerçant.e.s des habitant.e.s et permet aussi de lutter contre l'isolement.

Aujourd'hui, il nous faut rééquilibrer le territoire avec des commerces diversifiés et indépendants dans tous les quartiers. C'est en amenant chaque commerce et artisan à devenir écoresponsable, que nous permettrons à chacun.e de prendre sa part dans la protection de la planète.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour développer le commerce de proximité dans tous les quartiers

L'aménagement de la métropole rennaise a trop longtemps privilégié une spécialisation par zones, où habitations, artisans et commerces se trouvent séparés et éloignés les uns des autres. Nous préférons garantir la mixité des usages et la cohabitation. Le commerce de proximité est la meilleure réponse en termes d'emploi, d'économies d'énergie, de déplacements propres, de lien social. Le maintien de la diversité des commerces, notamment des métiers de bouche, des magasins de culture et loisirs, mais aussi des restaurants et des cafés, est pour nous prioritaire.

- Nous soutiendrons la rénovation des petits centres commerciaux de Rennes à l'horizon 2025, en accord avec les propriétaires. Ils intégreront des espaces dédiés à l'économie solidaire et des locaux commerciaux aux loyers plafonnés.

- Nous soutiendrons les projets portés dans les bourgs des petites communes de Rennes Métropole et dans les quartiers populaires de Rennes en accompagnant financièrement la rénovation et l'amélioration des locaux des petits commerces (accueil des clients, conditions de travail, objectifs de développement durable, démarche innovante, travaux d'isolation phonique et énergétique). Nous développerons pour cela un *Pass commerce* à l'échelle de Rennes Métropole. Ce dispositif existe déjà ailleurs sur le département.

- Nous créerons un Fonds Rennes Métropole Commerce et Artisanat (FRMCA) pour soutenir les commerces de proximité et l'artisanat en difficulté et

aider à l'installation ou la reprise d'activité. Il sera chargé d'intervenir à l'échelle de la métropole pour acheter, par voie de préemption ou de gré à gré, les locaux commerciaux ou d'activité situés dans des zones touchées par la mono-activité ou la désertification commerciale, afin d'y réimplanter des commerces de détail ou des activités artisanales, à des loyers compatibles avec leur activité.

- Nous renforcerons les marchés de plein vent dans tous les domaines (brocantes, livres, artisanat d'art, alimentaire, textile...) pour valoriser les circuits courts\*.

### Pour protéger nos terres et territoires de la grande distribution et favoriser le commerce indépendant

Nous ne voulons plus sacrifier des terres agricoles et naturelles à la grande distribution.

- Nous reverrons le schéma d'urbanisme commercial pour protéger les terres agricoles et naturelles en refusant toute nouvelle extension. Nous renforcerons la charte d'urbanisme commercial et introduirons définitivement l'interdiction de toute construction d'un nouveau centre commercial ou l'agrandissement d'un centre existant sur Rennes Métropole qui bétonnerait des terres agricoles ou naturelles.

\* **Circuit court** : circuit de distribution dans lequel intervient au maximum un intermédiaire entre le producteur et le consommateur

## NOS ENGAGEMENTS

- Nous irons au bout de l'abandon du projet de centre commercial Open Sky à Pacé, néfaste pour l'environnement et le commerce de proximité.

- Nous estimons nécessaire de revoir le projet du Palais du Commerce qui en l'état n'est pas satisfaisant. Il renforce la minéralisation du centre-ville et la main-mise des multinationales du commerce au détriment des enseignes locales.

### Pour favoriser un commerce équitable\*

Nous souhaitons permettre aux commerçants et artisans de renforcer leur rôle citoyen et responsable, en les impliquant dans la transformation écologique et sociale de notre société.

En privilégiant l'écoresponsabilité\*, en mettant en œuvre des critères sociaux et environnementaux, en permettant l'accès aux commandes publiques, en renforçant l'économie sociale et solidaire\*, nous voulons leur garantir de bonnes conditions de travail. Et faire progresser notre modèle commercial vers un système vertueux pour les Rennais.e.s et la planète.

- Nous organiserons des assises du commerce et de l'artisanat écoresponsable. Ces assises auront pour objet la mise en place d'un agenda du commerce et de l'artisanat rennais autour de la gestion des déchets, de l'éclairage, du mobilier extérieur, de l'accès handicapés, des nuisances sonores ou olfactives, des terrasses, des livraisons, de la sécurité, du commerce équitable\*, des circuits courts\* et des conditions de travail, de l'économie circulaire\*.

- Nous réviserons le plan commerce de centre-ville en y intégrant les dimensions du développement durable: tri des déchets, lutte contre le gaspillage énergétique, régulation de la publicité sauvage, livraisons décarbonées...

- Nous développerons une filière de consigne du verre dans les commerces de bouche et la vente à emporter.

- Nous mettrons en œuvre la charte des terrasses initiée par les écologistes (interdiction du chauffage en terrasse, harmonisation des parasols et limitation des barnums...).

- Nous donnerons une nouvelle dynamique à la monnaie complémentaire et solidaire\* Galléco qui peut être un formidable outil de valorisation du commerce de proximité.

- Nous soutiendrons la création d'espaces collectifs pour l'artisanat à l'image de la future cité artisanale du Blosne.

- Avec le développement attendu du plateau piétonnier et le réaménagement des places de quartier, il est nécessaire de repenser la question des livraisons. Nous favoriserons les livraisons décarbonées (vélo et véhicules propres). Nous mettrons en place de nouveaux dispositifs de livraison à domicile, de portage en porte à porte, de relais colis, d'emplacements de livraison de proximité.

- Nous poursuivrons la politique en faveur du commerce équitable\* développée par les écologistes, notamment au travers de la commande publique et du plan alimentaire durable.

- Nous soutiendrons toutes les initiatives visant à réemployer, réutiliser, partager, donner, augmenter la durée de vie des objets. Nous installerons des espaces de réemploi\*, d'échange et de réparation dans les centres commerciaux de la métropole. Afin de lutter contre le gaspillage, nous étudierons toutes les mesures pouvant contraindre les magasins à donner les invendus plutôt que de les détruire.

- Nous accompagnerons et flècherons les subventions aux associations de commerçants sur des opérations de développement durable.

- Nous arrêterons de subventionner les heures de parking offertes par l'association de commerçants et rendrons gratuits les transports en commun certains week-ends.

- Nous réserverons les chalets des marchés de Noël à l'économie du réemploi\*, circulaire\*, écologique, du commerce équitable\*, de la culture et de solidarité.

### Pour des commerces indépendants, solidaires et justes

Le soutien au commerce de proximité suppose certaines dispositions des pouvoirs publics pour assurer leur bon fonctionnement.

- Nous étudierons la mise en place d'une caisse de solidarité en cas de défaillance exceptionnelle due à une catastrophe (incendie, inondation, destruction), des travaux handicapants ou un événement inattendu, non couvert par les assurances.

- Nous réaffirmerons et rendrons effective l'interdiction d'ouverture des grands pôles

commerciaux le dimanche, dans le respect de la législation en vigueur.

- Nous renforcerons la charte de la vie nocturne en mettant notamment en place une commission de conciliation entre les bars/restaurants et les riverains.

\* **Commerce équitable** : partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial, en circuit court et écoresponsable.

\* **Écoresponsabilité** : volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte les enjeux liés aux déchets, à l'énergie, à la pollution générée, aux émissions de gaz à effet de serre et à la consommation des ressources.

\* **Circuit court** : circuit de distribution dans lequel intervient au maximum un intermédiaire entre le producteur et le consommateur.

\* **Économie circulaire** : modèle économique dont l'objectif est de produire des biens et des services de manière durable, en limitant la consommation, les gaspillages de ressources et la production des déchets et du réusage.

\* **Économie sociale et solidaire** : ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale (voir partie 4 chapitre 3).

\* **Monnaie complémentaire et solidaire** : monnaie parallèle qui n'émane pas d'un gouvernement national et qui est destinée à être échangée exclusivement dans une zone géographique limitée.

\* **Réemploi** : récupération des objets avant qu'ils ne soient jetés afin de leur donner une seconde vie.

## PARTIE 5

# SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ: DES DROITS POUR TOU.TE.S!



On assiste à une véritable banalisation de la misère et de la montée des inégalités. Les dernières réformes en date, celle de l'assurance chômage et celle des retraites (si elle est adoptée), vont plonger de nombreuses personnes encore un peu plus dans la pauvreté. Travailleurs pauvres, personnes à la rue, jeunes en galère, personnes en situation de handicap ou personnes âgées dans une extrême précarité font désormais partie du paysage.

La bonne santé économique de notre territoire ne doit pas nous faire oublier que des gens souffrent ici également et nous inciter à trouver des moyens de mieux partager les richesses de notre territoire.

Rennes doit s'engager aux côtés des plus fragiles et garantir l'égalité des droits pour toutes et tous: égalité entre les femmes et les hommes, égalité dans l'accès au droit, dans l'accès au logement, à l'emploi, à la culture mais aussi dans l'exercice de la citoyenneté en redonnant du pouvoir d'agir aux plus fragiles d'entre nous. Rennes doit également s'engager contre le racisme, le sexisme, la LGBTphobie et contre toutes les formes de discriminations. Rennes doit enfin affirmer son soutien aux personnes exilées qui vivent dans un extrême dénuement.

# ÉRADIQUER LA GRANDE PAUVRETÉ : ON N'A PAS TOUT ESSAYÉ !

Aujourd'hui, 10 % des ménages de la métropole vivent avec moins de 813 euros par mois. Dans un territoire où les indicateurs économiques sont au vert, cette situation est inacceptable. Mais la pauvreté n'est pas une fatalité. Elle résulte d'un système économique prédateur qui abîme la planète et les femmes et les hommes qui y vivent. Sans valeur marchande, sans productivité, certaines personnes n'y trouvent pas leur place.

Si notre objectif est bien de créer des emplois de qualité sur le territoire, nous pensons que la solidarité doit jouer pleinement avec celles et ceux qui ne peuvent pas travailler ou qui ne gagnent pas décemment leur vie tout en travaillant. Nous devons aussi nous engager auprès des publics les plus fragiles, les personnes à la rue ou dans une extrême précarité et qui sont en danger. On ne peut plus tolérer l'extrême misère dans notre ville.

Notre premier objectif est de fournir un revenu complémentaire aux 4000 ménages les plus pauvres afin que leur revenu ne soit pas en dessous du seuil de pauvreté, soit 867 euros. Le revenu minimum garanti tel que nous le proposons sera aussi pour tous les jeunes qui en ont besoin dès 18 ans. Il sera principalement financé par un plan d'économies d'énergie et par des réorientations budgétaires.

Nous voulons aussi étendre les gratuités sociales pour l'eau, et les transports en commun. Nous voulons enfin expérimenter le plafonnement et l'encadrement des loyers dans certaines zones de la ville pour des logements moins chers.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour un accès amélioré pour tou.te.s aux services publics de base

Pour habiter sereinement en ville, chacun.e doit pouvoir avoir les moyens de vivre, de se loger, de se déplacer, d'accéder à l'énergie, à la culture...

- Nous étendons la gratuité sociale de l'eau. Nous créons une gratuité sociale pour les cantines scolaires et travaillerons à des tarifs préférentiels de l'énergie pour les plus pauvres.
- Nous étendons progressivement la gratuité dans les transports en commun, notamment pour les jeunes de moins de 25 ans et étudierons la mise en œuvre de l'accès gratuit universel aux transports en commun à terme (dans le cadre d'un jury citoyen\*).
- Nous élargirons le dispositif Sortir! (carte Sortir! alimentaire et élargissement des bénéficiaires, par exemple les apprentis.
- Nous expérimenterons l'encadrement des loyers dans certaines zones.
- Nous mettrons en œuvre un schéma métropolitain de déploiement des services publics dans les communes de la métropole.
- Nous créerons des partenariats avec des fournisseurs d'énergie pour offrir des tarifs réduits sur les abonnements d'électricité 100 % renouvelable pour les plus modestes pour les besoins premiers en énergie.

### Pour un droit aux vacances pour tou.te.s!

Les vacances permettent de s'évader de son quotidien, de passer des moments inoubliables, de resserrer les liens familiaux... C'est aussi un outil utile aux travailleurs sociaux, aux éducateurs et aux animateurs de loisirs.

- Nous voulons promouvoir des actions pour offrir aux personnes seules, en situation de handicap, aux familles, aux seniors, aux jeunes et aux enfants l'occasion de partir quelques jours en renforçant l'offre de séjour à la journée comme Rennes à la mer et au vert, en développant une offre de tourisme pour petits budgets sur le territoire métropolitain notamment en lien avec le projet Vallée de Vilaine et en développant les mini camps, les séjours familiaux ou de loisirs nature.

### Pour agir pour les personnes à la rue

Il est déjà suffisamment intolérable que des personnes dorment à la rue dans notre ville, nous ne devons pas en plus les laisser rompre avec la société. Au contraire, nous devons développer des projets avec eux et elles et en faire un levier de réinsertion sociale.

- Nous voulons un parc de logements réservés pour mettre à l'abri les personnes à la rue avec un accompagnement social et développer les hébergements alternatifs pour les mises à l'abri d'urgence.

\* **Jury citoyen** : assemblée temporaire choisie aléatoirement (par exemple, par tirage au sort) pour étudier un sujet et orienter la décision politique.

## NOS ENGAGEMENTS

- Familles migrantes, adultes ou mineurs sans domicile fixe, tous parcourent de long en large notre ville chaque jour, recourant à différentes structures qui chacune apportent quelques solutions bien entendu essentielles mais que trop ponctuelles (le café ici, des vêtements là, de la nourriture encore ailleurs).  
**Nous voulons travailler avec toutes les associations en charge de l'accueil et du lien avec les personnes à la rue** pour redéfinir au plus près des besoins leur parcours quotidien.
- Nous développerons, sous forme de chantiers d'insertion, des projets d'auto-construction pour les personnes à la rue.
- Nous soutiendrons les associations pour former leurs salariés et bénévoles à l'accompagnement de ces publics hors les murs, notamment concernant l'accès aux soins et la prise en charge des addictions.
- Nous soutiendrons le projet de l'association Gamelles Pleines de chenil solidaire (garde d'animaux, soins vétérinaires gratuits, lieu de socialisation et de solidarité)
- Nous voulons développer la médiation en santé et l'allers-vers avec des équipes de santé mobiles. Nous soutiendrons notamment le projet de bus de soins dentaires.
- Nous voulons, en lien avec les associations de prévention et de lutte contre les addictions, la mise en place d'une salle de consommation à moindre risque (salle de shoot) à Rennes.



### FOCUS

#### UN REVENU MINIMUM GARANTI

**Travailleurs pauvres, petits pensionnés, jeunes de moins de 25 ans sans ressources, nous voulons garantir un droit à une vie digne aux ménages les plus pauvres. Pour éradiquer la grande pauvreté, le Revenu Minimum Garanti est une priorité.**

- Nous procéderons à l'expérimentation d'un revenu minimum garanti d'ici la fin du mandat pour les personnes résidant à Rennes, dès 18 ans. Notre premier objectif est de fournir un revenu complémentaire aux 4 000 ménages les plus pauvres. Pour ces ménages, la collectivité interviendra pour garantir que leur revenu ne soit pas inférieur au seuil de pauvreté (867 euros par mois).

## CHAPITRE 2

# RENNES, VILLE ENGAGÉE CONTRE LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS

En dépit de l'idéal républicain d'égalité et de fraternité, les discriminations dans notre société sont nombreuses et ne cessent d'augmenter dans un contexte national où de nombreuses politiques stigmatisent les étrangers en particulier et creusent les inégalités sociales. Ces discriminations sont d'origines multiples et se cumulent parfois (c'est ce qu'on appelle l'intersectionnalité). Elles sont parfois évidentes mais parfois insidieuses, invisibles aux yeux des autres mais pourtant inscrites dans le quotidien des personnes racisées\*, LGBT, en situation de handicap... qui en souffrent. Les discriminations peuvent être directes et volontaires ou engendrées par un système politique, administratif ou des politiques publiques inadaptées contre lesquelles les personnes victimes n'ont pas toujours de recours! L'écologie populaire que nous défendons porte l'égalité et la lutte contre toutes les discriminations

comme un axe fondamental de son projet. Nous devons chasser les lunettes de l'égalité pour reconnaître ces discriminations, les observer et les documenter. Nous devons travailler à repenser toutes nos politiques publiques à l'aune d'une exigence d'équité et de solidarité entre toutes et tous pour prévenir les discriminations et promouvoir l'égalité dans la ville. Et surtout, nous devons écouter les personnes concernées et travailler avec elles à construire des réponses pertinentes pour renforcer leur pouvoir d'agir face aux discriminations dont elles sont victimes.

\* Racisée : condition d'une personne victime de racisation, c'est-à-dire qu'elle est assignée à une race, et qu'elle est victime de racisme systémique

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour créer des dispositifs institutionnels de lutte contre les discriminations

Une prise de conscience par toutes et tous est nécessaire pour mettre en évidence et reconnaître les discriminations et comprendre leurs modes de production. Nous souhaitons impulser une dynamique territoriale autour de la lutte contre les discriminations afin de donner un cadre qui permette un diagnostic et une action concertés.

- Nous créerons un observatoire métropolitain des discriminations pour faire un état des lieux, suivre leurs évolutions et mener régulièrement des enquêtes de ressenti discriminatoire ainsi que des campagnes de testing.
- Nous mettrons en place et animerons un réseau des "Partenaires Égalité" à l'image de la ville de Grenoble, c'est-à-dire un réseau d'acteurs (professionnel, le.s, élu.e.s, agent.e.s des collectivités territoriales) investis dans la lutte contre les discriminations et pour l'égalité. Les membres doivent s'engager à réaliser des diagnostics sur leurs propres pratiques, à favoriser l'émergence de la parole concernant les discriminations et l'égalité et à mettre en œuvre des actions pour améliorer l'égalité dans leurs structures respectives. Ce réseau doit s'ouvrir aux personnes concernées par les discriminations pour co-construire avec elles les politiques. Nous voulons redonner du pouvoir d'agir aux habitant.e.s face aux discriminations et favoriser des espaces de paroles et d'accès au droit pour les personnes victimes de discriminations.

- Nous souhaitons créer un réseau d'ambassadeurs de l'égalité. Ce peut être des jeunes en service civique ou des habitant.e.s des quartiers qui ont pour mission de sensibiliser des enfants ou des jeunes aux droits de l'enfant, à l'égalité et à la lutte contre les discriminations et de représenter le Défenseur des droits.

### Pour lutter contre les discriminations dans l'accès à l'emploi

La discrimination à l'embauche est un puissant vecteur d'exclusion. En privant d'un accès à l'emploi, on prive d'un moyen de subsistance et de socialisation. Il faut la combattre en priorité!

- Nous souhaitons introduire un critère d'égalité et de lutte contre les discriminations dans toute subvention publique. Les associations et entreprises seront accompagnées dans leur démarche par la charte d'engagement réalisée par la Ville de Rennes en matière d'écoresponsabilité\* des aides.
- Nous favoriserons les formations et les recherches-actions à destination des acteurs associatifs et économiques du territoire afin de les professionnaliser sur la prévention des discriminations et de diffuser les bonnes pratiques.

\* **Écoresponsabilité** : volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte dans les enjeux liés aux déchets, à l'énergie, à la pollution générée, aux émissions de gaz à effet de serre et à la consommation des ressources.

### Pour agir avec les habitant.e.s

La lutte contre les discriminations se joue aussi au niveau des relations entre les habitant.e.s. Il faut investir ce terrain également avec les personnes concernées par les discriminations. Il faut développer l'expertise des habitant.e.s et renforcer leur pouvoir d'agir face aux phénomènes d'exclusion.

- En début de mandat, nous lancerons des États généraux de l'égalité et de la lutte contre les discriminations afin de mobiliser les habitant.e.s. et de travailler avec elles et eux à des réponses adaptées.
- Nous mènerons des campagnes thématiques sur les discriminations afin de sensibiliser les habitant.e.s sur l'espace public.
- Nous mettrons en place des « jumelages » citoyens entre des nouveaux arrivants et des résidents du quartier pour faire découvrir la ville, le quartier, les services publics, accompagner dans les démarches administratives pour plus de partage, de solidarité et de convivialité.

### Pour lutter contre les discriminations dans les services de la ville

En matière de lutte contre les discriminations, nous nous devons d'être exemplaires dans nos propres services.

- Nous formerons systématiquement et régulièrement tous les agents et toutes les agentes de la Ville et de la Métropole à la lutte contre les discriminations.
- Nous mettrons en œuvre une politique de diversité dans les recrutements dans tous les services de la Ville et de la Métropole. Nous nous appuierons pour cela sur le label "Diversité" de l'AFNOR créé en 2008 par l'État.

# SORORITÉ\* : LES FEMMES DANS LA VILLE

Être une femme est l'une des premières sources de discrimination en France. Beaucoup de gens ont le sentiment que les femmes ont tout conquis, et pourtant, il suffit de citer quelques chiffres pour mesurer l'ampleur de ce qu'il nous reste à accomplir : le différentiel de salaires est toujours de 20 % en défaveur des femmes, 80 % des emplois précaires sont occupés par des femmes ; une femme est violée en France toutes les dix minutes et 149 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint en 2019 ; il y a 81,5 % d'hommes sur les bancs de l'Assemblée nationale ; 80 % des tâches ménagères sont encore le « privilège » des femmes, etc.

À Rennes, un travail de qualité en partenariat avec les associations a été mené depuis de nombreuses années et a fait avancer la cause des femmes. Nous devons poursuivre ce travail car rien n'est jamais acquis ! Mais cinquante ans après la naissance du MLF\*, les causes féministes se sont renouvelées et diversifiées ; il nous faut reconnaître toutes les luttes dans leur diversité d'approches et philosophie et valoriser celles qui ont été longtemps minorisées, victimes de leur double statut de femmes

et de femmes d'origine étrangère. L'égalité femme-homme doit désormais s'appréhender sous l'angle de l'intersectionnalité\*. Il nous faut aussi continuer à diffuser la culture de l'égalité dans tous les pans de la société rennaise comme le milieu de la culture, de l'entreprise en favorisant leurs projets et leurs initiatives partout dans les communes de la métropole et dans les quartiers rennais. Les femmes s'approprient également plus difficilement l'espace public où elles sont victimes de sexisme ou d'agressions. L'urbanisme et les aménagements dans les lieux et les espaces publics doivent aussi être pensés désormais pour et par les femmes. Enfin, la lutte contre les violences faites aux femmes continue à être une priorité, en lien avec les politiques nationales.

\* **Sororité** : solidarité féminine, équivalent féminin de fraternité.

\* **MLF** : Mouvement de Libération des Femmes - mouvement féministe autonome et non-mixte né en 1970 qui revendique la libre disposition du corps des femmes, remet en question la société patriarcale.

\* **Intersectionnalité** : cumul de discriminations d'origines multiples.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour mettre en place des dispositifs institutionnels de lutte contre le sexisme

Des leviers institutionnels sont à notre disposition pour lutter contre le sexisme, nous devons nous en saisir.

- Nous voulons tout d'abord un critère d'égalité femme-homme et de lutte contre les discriminations dans toutes les subventions que la Ville verse aux associations et entreprises. Les associations et entreprises seront accompagnées dans leur démarche par la charte d'engagement réalisée par la Ville de Rennes en matière d'écoresponsabilité\*.
- Nous souhaitons promouvoir un réseau de "Partenaire Egalité" à l'image de la ville de Grenoble dans le milieu associatif, culturel et dans le monde de l'entreprise afin de constituer un réseau d'acteurs engagés sur le territoire dans la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femme-homme.
- Nous voulons également mettre en place un budget genré\* afin d'identifier les politiques où des rééquilibrages sont à faire.

\* **Écoresponsabilité** : volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte dans les enjeux liés aux déchets, à l'énergie, à la pollution générée, aux émissions de gaz à effet de serre et à la consommation des ressources.

\* **Budget genré** : budget qui permet d'analyser la part dédiée à des projets favorables à la mixité ou aux femmes afin d'identifier les politiques où des rééquilibrages sont à faire.



## FOCUS

### CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

**Concernant les violences faites aux femmes, nous continuons le combat et assurons la solidarité à toutes les femmes vulnérables, quels que soient leur statut et leur nationalité.**

- Nous voulons mettre à l'étude la création d'une **Maison des Femmes**, lieu qui accueillerait 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 les femmes en détresse et leurs enfants, en attendant de trouver une solution de logement plus pérenne. Ce lieu interprofessionnel, sur le modèle de la maison Citad'elles à Nantes, accueillerait des médecins et des travailleur.se.s sociaux.
- Nous voulons augmenter le nombre de logements réservés pour la mise à l'abri des femmes en danger ou vulnérables quel que soit leur statut (réfugiées, dublinées\*, étrangères, françaises) ou pour éloigner rapidement les hommes auteurs de violence du domicile.
- Nous proposons de former les agent.e.s aux violences faites aux femmes, notamment celles et ceux qui sont en contact avec le public afin d'améliorer le repérage et l'orientation vers les services compétents. En particulier, systématiser la formation de la police municipale, notamment pour exercer leur pouvoir de verbalisation de l'outrage sexiste sur l'espace public.

\* **Dublinées** : migrantes faisant l'objet d'une procédure de transfert ou « réadmission » vers un autre pays européen, là où ses empreintes ont été enregistrées pour la première fois.

## NOS ENGAGEMENTS

- Nous travaillerons à amplifier le travail de féminisation des noms de rue afin de mettre en valeur les femmes qui ont compté dans l'histoire de notre ville et de valoriser le matrimoine\*, équivalent féminin de patrimoine rennais.

### Pour les agent.e.s

Le sexisme n'a pas sa place au sein des services de la Ville !

- Nous voulons une Ville et une Métropole exemplaires en matière d'égalité professionnelle et un management qui garantit effectivement l'équité entre femmes et hommes.
- Nous voulons poursuivre la formation à l'égalité et à la lutte contre le sexisme et le harcèlement au travail et poursuivre la mixité dans le recrutement des agent.e.s.
- Un numéro vert existe déjà au sein de la collectivité. Nous voulons que tout signalement fasse l'objet d'une prise en charge par la Ville et d'un accompagnement des victimes, en lien avec les organisations syndicales.

### Pour les élu.e.s

Les femmes sont souvent sous-représentées en politique. Il existe pourtant des mécanismes pour améliorer leur représentation, nous voulons les activer.

- Nous demandons d'améliorer la parité dans les instances politiques et dans les « satellites » de la collectivité (sociétés publiques, office de l'habitat...) où siègent les élu.e.s

- Nous voulons proposer une indemnisation pour frais de garde d'enfants pour les parents élu.e.s au conseil municipal et au conseil de Rennes Métropole afin de favoriser l'engagement politique des femmes et des parents isolés. Cette mesure a déjà été mise en place à Rennes pour les agent.e.s. des deux collectivités.

### Dans le monde culturel et sportif

Le monde culturel et sportif est souvent éclaboussé par des scandales sexistes. L'égalité femme-homme ne doit pas être négligée dans ces domaines si nous voulons que tou.te.s puissent profiter des bienfaits d'une vie culturelle et sportive riche.

- Nous tirons les conclusions du rapport de l'association H/F Bretagne sur la place des femmes dans la création culturelle. Nous voulons valoriser la création féminine et la pratique féminine sportive amateur et de haut niveau et faciliter la place des femmes dans les instances décisionnelles et dans les associations.
- Nous voulons faire progresser rapidement l'égalité femme-homme par la mise en œuvre de la charte de l'écoresponsabilité\* des acteurs culturels et la conditionnalité des aides à l'égalité femme-homme.

\* **Matrimoine** : héritage culturel légué par les femmes, équivalent féminin de patrimoine.

\* **Écoresponsabilité** : Volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte dans les enjeux liés aux déchets, à l'énergie, à la pollution générée, aux émissions de gaz à effet de serre et à la consommation des ressources.

- Nous voulons former à la lutte et lutter contre le harcèlement sexuel et toute forme de sexisme dans la vie culturelle et sportive.

- Dans le cadre du Conseil du sport rennais, nous voulons poursuivre le travail engagé sur l'égalité femme-homme et former aux pratiques non stéréotypées dans les clubs et fédérations sportives.

- Nous soutiendrons l'essor du sport féminin (amateur et professionnel).

- Nous voulons développer la pratique du sport-santé, très favorable aux femmes qui sont souvent plus éloignées de la pratique sportive.

### Pour la prévention et l'éducation à la vie affective et sexuelle

En France, jusqu'à 16 % de femmes subissent un viol ou une tentative de viol au cours de leur vie. Il est indispensable d'agir pour prévenir ces violences dans notre ville.

- Nous soutiendrons les associations de prévention du sexisme et du harcèlement en milieu festif et développerons les formations dans le milieu associatif étudiant et les actions d'éducation à la vie affective et sexuelle chez les jeunes.

### Pour un urbanisme promoteur d'égalité

À cause du harcèlement de rue, de la peur d'une agression sexuelle ou encore parce qu'elles sont plus souvent accompagnées d'enfants, les femmes ne s'approprient pas l'espace public de la même manière que les hommes. Nous devons développer des outils pour comprendre leurs usages et besoins de la ville et orienter l'urbanisme en ce sens.

- Nous mènerons des marches exploratoires et réunirons des collectifs de femmes pour penser les projets d'aménagement dans la ville qui soient adaptés à leurs besoins.

- Nous favoriserons dans tous les quartiers des lieux de rencontre et d'échange dédiés aux femmes.

- Nous voulons généraliser les cours d'école et les espaces de loisir non genrés qui favorisent la mixité fille-garçons et les activités communes. Au même titre, nous voulons penser les espaces publics et les équipements accessibles aux femmes de tous âges.

# LA VILLE INCLUSIVE\* POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Le handicap a longtemps été tabou dans nos sociétés. Il touche pourtant 14 % de personnes en France (handicap physique, sensoriel, mental, psychique, polyhandicap). Force est de constater qu'une prise de conscience se fait jour, mais des barrières subsistent dans l'insertion des personnes et le regard qui leur est porté et les personnes en situation de handicap sont fortement discriminées.

À Rennes, nous voulons une ville inclusive\*, qui porte un regard bienveillant et ouvert sur la question du handicap et qui travaille à supprimer les barrières qu'elles soient économiques, sociales, culturelles et surtout physiques. L'accessibilité physique des bâtiments, sans cesse reportée au niveau national, doit être une priorité à Rennes. Mais l'accessibilité, c'est aussi une démarche globale, qui doit recouper toutes les politiques publiques de la ville.

Mais être différent, c'est aussi une richesse à partager, parfois un mode de vie, une vision du monde, une culture ou une langue qui doivent être valorisés. La Ville de Rennes regorge d'initiatives culturelles et citoyennes autour du handicap qu'il faut valoriser et soutenir.

\* *Ville inclusive* : Capacité d'une ville à respecter les droits de tou.te.s et d'offrir des modes de vie équitables à chacun.e"

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour changer le regard sur le handicap

Il faut tout d'abord changer de regard et créer une culture partagée de la bienveillance vis à vis du handicap et lutter contre les discriminations dont les personnes en situation de handicap font l'objet. Nous voulons favoriser les activités en mixité entre "valides" et personnes porteuses d'un handicap et former à l'accueil des personnes en situation de handicap.

- Nous proposons de mener des campagnes de sensibilisation dans l'espace public autour de la question du handicap et des discriminations dont elles font l'objet. Nous proposons de mener des campagnes de testing sur l'accueil des personnes en situation de handicap.
- Les discriminations liées au handicap feront l'objet d'un axe de travail du réseau **Partenaires Égalités** que nous souhaitons initier sur le territoire métropolitain (réseau d'acteurs engagés pour l'égalité et contre les discriminations).
- Une fois par an, nous élaborerons avec les associations et les acteurs engagés **un temps fort positif et festif autour du handicap**.
- Enfin, nous voulons donner la priorité à l'accompagnement du handicap **psychique et cognitif**, méconnu et encore trop tabou et devant lesquels nombre de professionnels sont totalement démunis. Nous proposerons des formations et des campagnes de sensibilisation à l'accueil du handicap cognitif et psychique.

### Pour co-construire la politique avec les personnes concernées

C'est en s'adressant aux principaux et principales concerné.e.s que nous pourrions répertorier leurs usages de la ville et leurs besoins en conséquence.

- En début de mandat, nous organiserons, en lien avec les habitant.e.s, les associations et le collectif **Handicap 35, des États généraux de l'accessibilité** afin de réactualiser et rénover la politique d'accessibilité de la Ville de Rennes pour une démarche globale et intégrée à tous les politiques de la ville.

### Pour l'inclusion dans la vie culturelle et sportive

Nous ne pouvons tolérer que le handicap prive des personnes de l'accès à la richesse de la vie culturelle et sportive rennaise.

- Nous voulons valoriser les initiatives culturelles autour du handicap et diffuser la culture de l'accessibilité dans tous les équipements et les structures accueillant du public dans la métropole.
- Nous voulons encourager les pratiques artistiques et culturelles des personnes en situation de handicap. Notamment nous voulons rendre plus lisible et valoriser la culture sourde et encourager au développement de pratiques artistiques tel que le théâtre sourd, le chant-signé, les événements en LSF\*.

\* *LSF* : Langue des Signes Française (voir partie 9 chapitre 1)

## NOS ENGAGEMENTS

- Nous voulons favoriser les pratiques sportives mixtes et l'inclusion des enfants en situations de handicap dans les clubs de la ville et apporter un soutien renforcé aux manifestation handisport et sport adapté.
- Nous voulons un collège d'usagers en situation de handicap et d'usagers Handisport au Conseil du sport rennais.

### Pour garantir l'accessibilité physique et la mobilité

La liberté d'aller et venir est un droit pour tou.te.s. Nous devons nous assurer que les personnes en situation de handicap n'en soient pas privées.

- Nous voulons améliorer l'accessibilité des transports en commun et notamment le service Handistar qui reste très contraignant.
- Nous voulons développer le transport à la demande et développer le covoiturage solidaire entre personnes valides et personnes en situation de handicap.
- Nous voulons un urbanisme qui favorise l'égalité et qui prend en compte les besoins des personnes âgées, à mobilité réduite ou porteuses d'un handicap moteur et cognitif avec des aménagements de voiries et des signalétiques adaptés.

### Pour améliorer l'accès au logement

Trouver des logements adaptés est une gageure. Il faut que cela change !

- Nous nous engageons à améliorer l'accessibilité des logements dans le parc social et à inclure une clause d'accessibilité dans le PLH\* et le PLUI\* de Rennes.
- Nous travaillerons aussi avec le CROUS\* et les bailleurs pour plus de logements étudiants adaptés.
- Nous favoriserons les projets d'habitat participatif adaptés et mixtes (valides et personnes en situation de handicap) sur le territoire métropolitain.

### Pour l'accès à l'information et à la citoyenneté

Le handicap ne justifie pas une citoyenneté au rabais. Il faut adapter la communication politique et citoyenne pour qu'elle soit accessible à tou.te.s.

- Nous voulons une communication institutionnelle adaptée aux différents types de handicap dans les équipements publics et une information municipale sur les réseaux sociaux, avec des formats adaptés.
- Nous voulons garantir l'accessibilité des services municipaux en formant tous les agents municipaux accueillant du public aux différentes communications adaptées et à la LSF (Langue des Signes Française).

\* **PLH** : Programme Local de l'Habitat .

\* **PLUI** : Plan local d'urbanisme intercommunal.

\* **CROUS** : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires – sa mission est d'améliorer les conditions de vie des étudiants.

- Nous nous engageons à améliorer l'accessibilité des instances de quartier ainsi que des instances de proximité (réunions du budget participatif, réunions sur les projets urbains, permanence des élu.e.s dédiées, etc).

### À l'école et dans le périscolaire

Les enfants en situation de handicap ont les mêmes envies que tous les autres. Ils doivent avoir les mêmes droits.

- Nous voulons proposer l'installation de jeux adaptés dans les cours d'écoles et les parcs et jardins.
- À Rennes, les centres de loisirs municipaux accueillent les enfants en situation de handicap mais pas toujours avec des espaces, du matériel et des activités adaptés. Nous voulons garantir au moins une solution d'accueil des enfants en situation de handicap dans des conditions adaptées dans chaque quartier (1 crèche et 1 centre de loisir par quartier).
- Nous voulons former les ATSEM\*et les AVS\* de la Ville à l'accompagnement des différents handicaps, ainsi qu'à l'apprentissage de la LSF\* dans les établissements accueillant des enfants sourds.

\* **ATSEM** : Agent.e territorial.e spécialisé.e des Écoles Maternelles.

\* **AVS** : Auxiliaires de Vie Scolaire.

\* **LSF** : Langue des Signes Française.

## CHAPITRE 5

# UNE VILLE POUR LES AÎNÉ.E.S

Aujourd'hui, beaucoup de seniors vieillissent en bonne santé, restent actifs, s'engageant dans des activités associatives, tissent des liens sociaux, investissent des rôles de grands-parents. De nombreux équipements de quartier organisent des activités pour permettre de se retrouver, de faire du sport, de se divertir ou de se cultiver. Mais une politique publique inclusive doit veiller à ce que tous les aîné.e.s puissent vivre bien, les faibles revenus de retraite pouvant renforcer l'éloignement des offres existantes, une vie précaire pouvant conduire à des problèmes de santé et à l'exclusion sociale.

L'avancée en âge peut nécessiter des aménagements pour le maintien à domicile et même si certains seniors vivent l'entrée en EHPAD\* comme source de reconstruction d'une nouvelle famille, d'une vie plus

généreuse, le plus souvent les aîné.e.s mettent tout en œuvre pour vieillir à la maison et conserver leur autonomie.

Nous voulons garantir dans tous les quartiers une mise en œuvre de mesures phares de politique d'accompagnement des troisième et quatrième âges et nous montrer vigilants pour la réduction des inégalités sociales. Rennes inscrite dans le réseau des villes amies de aîné.e.s depuis 2011 se doit d'être fidèle à ses engagements.

---

\* **EHPAD** : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour permettre aux aîné.e.s de bien vivre à domicile

Nous devons accompagner les seniors dans l'aménagement de leur logement, dans les démarches administratives et la recherche de financements qui ne doivent pas être un frein à l'adaptation du logement pour le maintien à leur domicile. Dans certains parcs anciens, le logement n'est pas adaptable (pas d'ascenseur, espace de vie réduit n'autorisant pas la rotation d'un fauteuil) et peut conduire au renoncement à la vie sociale. La ville doit étudier les alternatives pour privilégier le maintien à domicile.

- Nous évaluerons et renforcerons l'offre des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) qui offrent des aides aux actes essentiels de la vie quotidienne et des services de soins infirmiers à domicile.
- Nous améliorerons les services assurant le portage de repas à domicile équilibrés et de qualité, construits avec une nutritionniste pour prendre en compte les besoins spécifiques des aînés.
- Nous proposerons des services culturels comme une médiathèque mobile. Ce portage de livres, CD, DVD à domicile peut être pensé au sein d'un système de solidarité intergénérationnelle, chaque lycéen.ne ou étudiant.e acceptant de consacrer quelque temps auprès d'un.e ou de plusieurs personnes âgées pourrait être « rétribué.e » par un système de chèques-avantages ou par une certification « premier job » ou « argent de poche ».

### Pour une vie saine et sereine dans les maisons de retraite

La santé des séniors est plus fragile. Pour la préserver, nous devons veiller à leur offrir un cadre de vie sain dans les maisons de retraite. Au niveau de la ville, nous pouvons agir sur la qualité de la nourriture servie.

- Nous installerons un jardin potager dans chaque EHPAD\* pour favoriser le lien social et intergénérationnel, renouer avec le vivant et le travail de la terre, sensibiliser à l'agriculture et à l'importance d'une alimentation bio et locale.
- Nous amplifierons le plan alimentaire durable avec l'objectif d'atteindre rapidement 50 % d'alimentation bio, 100 % à terme, à la cuisine centrale qui fournit également les repas des EHPAD\*.
- Nous installerons deux cuisiniers dans tous les EHPAD\* afin de produire les repas du midi et du soir directement dans les établissements et répondre ainsi aux besoins spécifiques de chaque résident.
- Nous abaisserons la valeur maximale d'exposition aux ondes à 0,2 V/m près des lieux recevant des publics sensibles, notamment les EHPAD\*.

---

\* **EHPAD** : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour lutter contre l'isolement

Pour lutter contre l'isolement, en dépit des équipements existant dans les quartiers, il faut être attentif aux seniors éloignés des dispositifs de socialisation. Afin de redonner conscience aux seniors de leur utilité sociale et éviter la sensation d'enfermement, il faut développer le renforcement des liens intergénérationnels, la solidarité de voisinage, l'ouverture des résidences pour seniors sur la ville et pourquoi pas repenser la présence des animaux au sein des EHPAD\*.

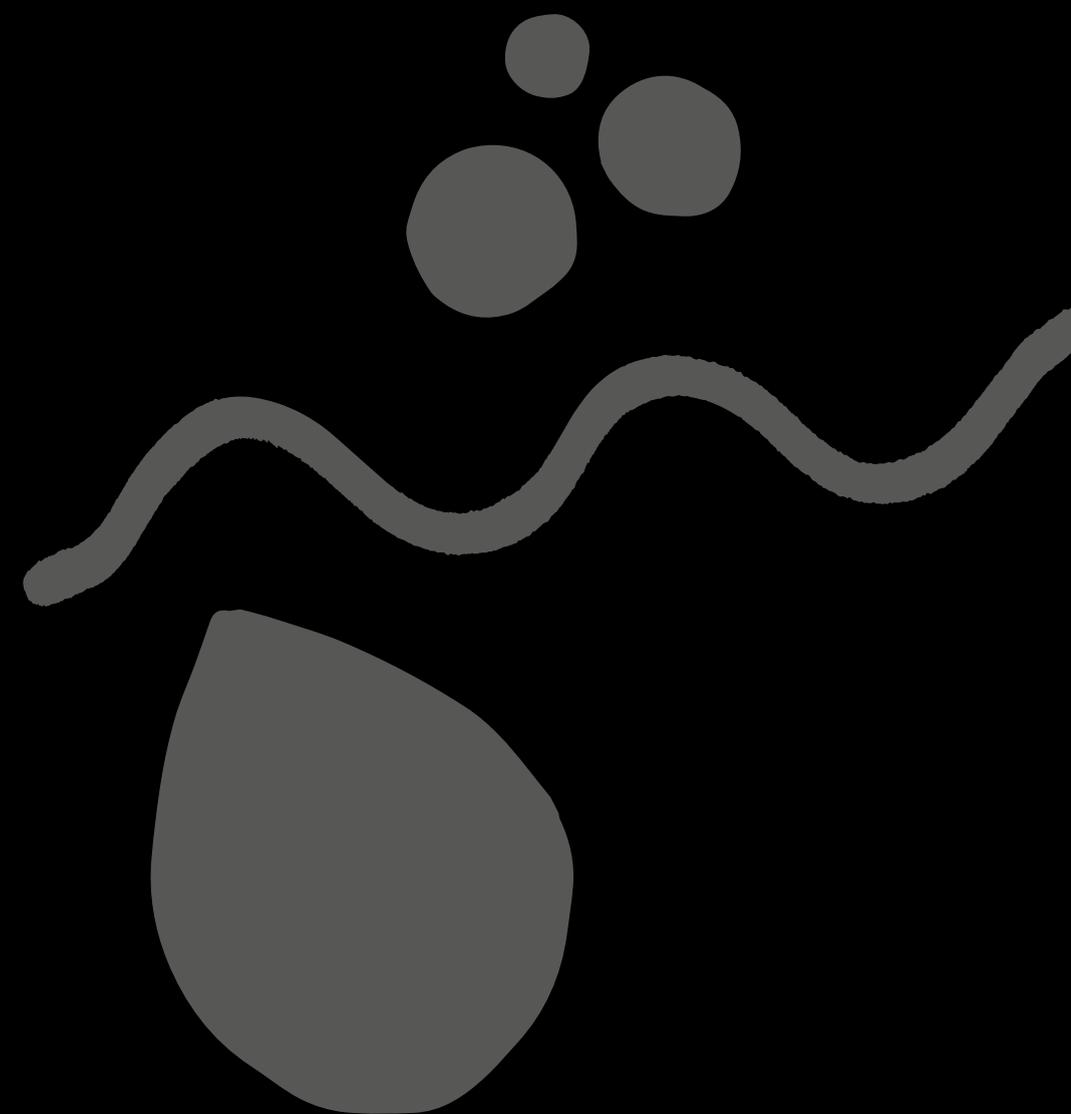
- Nous multiplierons le nombre de projets d'habitat participatif pouvant accueillir des personnes âgées dans des locaux adaptés.
- Nous développerons l'habitat intergénérationnel solidaire (type La Maison en ville).
- Nous renforcerons la solidarité de voisinage avec l'organisation de fêtes de voisinage pour faire connaissance et y reconnaître certaines personnes vulnérables victimes des grands froids ou périodes caniculaires.
- Nous favoriserons l'organisation de rencontres en lien avec les équipes d'animation des résidences pour seniors, parfois autour d'un jardin partagé. Nous encouragerons les familles à participer au conseil de vie sociale dans les EHPAD\*.
- Dans le cadre de notre politique d'accompagnement à la parentalité, nous développerons des cafés grands-parents et aménagerons des espaces dans les équipements de quartiers pouvant accueillir des grands-parents et leurs petits-enfants pour des moments partagés.

### Pour favoriser la mobilité des seniors

Les seniors utilisent les transports en commun ; si le métro apparaît adapté, les bus peuvent être à l'origine de déséquilibres ou chutes. Le service Handistar peut être utilisé par les personnes à mobilité réduite nécessitant une aide à la marche dans la métropole. La circulation en ville sera plus aisée avec l'étendue de la piétonnisation de certains quartiers, l'aménagement de trottoirs élargis, l'amplification du nombre de toilettes et bancs publics.

- Nous voulons mettre en place un plan mobilité seniors comprenant un cahier des charges élaboré en concertation avec les premiers concernés.
- Nous voulons développer l'offre de transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite.
- Nous démultiplierons les marches exploratoires avec les personnes âgées afin d'identifier les points noirs et de proposer des aménagements efficaces.
- Nous veillerons à la formation des conducteurs de bus pour une prise en compte des difficultés des seniors.

\* EHPAD : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.



## PARTIE 6

# AGIR POUR UN MONDE PLUS SOLIDAIRE

Une ville à taille humaine, c'est aussi une ville au cœur du monde. La liste *Choisir l'écologie pour Rennes* fait le choix de la solidarité internationale dans une planète aux ressources finies, et en soutien aux peuples confrontés à de nombreux désastres et difficultés qu'ils soient écologiques (catastrophes naturelles, pollutions, inondations, hausse du niveau de la mer, incendies), politiques (guerres, conflits, systèmes autoritaires, déficits démocratiques, censures, discriminations), industriels (explosions, contaminations, accidents nucléaires, pollutions chimiques), économiques (crise financière, famines, pauvreté).

Cette solidarité passe par la coopération décentralisée et le soutien, au nom de nos valeurs démocratiques, aux peuples qui luttent pour se libérer du joug de gouvernements corrompus ou totalitaires. L'aide publique au développement ne peut pas faire l'impasse de la transition écologique, sociale et démocratique des territoires. De plus, nous devons inclure les personnes étrangères dans l'exercice d'une citoyenneté locale et accorder des droits à toutes ces personnes.

## CHAPITRE 1

# SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES EN LUTTE

S'il est évident que la solidarité internationale se joue majoritairement au niveau des politiques nationales et internationales, le niveau local fait sens également !

Les villes et les métropoles ont depuis longtemps développé des relations avec leurs homologues étrangères. Rennes doit apporter sa pierre à l'édifice. Les besoins sont immenses.

Au-delà de l'urgence, nous engagerons des actions spécifiques sur le long terme vis-à-vis de certaines populations.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour soutenir les projets et œuvrer aux transitions démocratiques, écologiques et sociales

- Nous renforcerons le soutien de la Ville et de la Métropole aux associations œuvrant à la solidarité et la mobilité internationale et à leurs projets. Nous créerons une enveloppe budgétaire dédiée aux chantiers solidaires de jeunes à l'international.

### Pour l'émancipation des femmes

- Nous voulons défendre les droits de toutes les femmes, qu'elles soient d'ici ou d'ailleurs.
- Nous lutterons contre l'excision et les idéologies sexistes par la promotion de la démocratie et de l'éducation et par l'accompagnement à la parentalité.
- Nous proposons une Maison des femmes pluridisciplinaire, qui accueillera toutes les femmes victimes de violences et leurs enfants, sans condition de statut ou de nationalité.

### En soutien aux populations victimes de régimes non démocratiques, d'occupation militaire ou en guerre

- Il existe des moyens politiques d'agir à notre niveau pour affirmer notre soutien aux peuples opprimés, il faut les utiliser.
- Nos élu.e.s apporteront leur soutien aux prisonniers politiques en lutte pour leur projet politique démocratique et d'émancipation (Palestine, Kurdistan,

Catalogne, etc.). Nous apporterons en particulier notre soutien aux maires kurdes de Diarbakir, ville jumelée avec Rennes, qui sont actuellement emprisonnés.

- Nous soutiendrons le parrainage d'enfants exilés.
- Nous soutiendrons les réseaux des écoles en lutte contre les expulsions d'élèves exilés (Zone d'Enfance Protégée).
- En soutien au peuple palestinien, nous nous appuyerons sur la campagne « Boycott Désinvestissement Sanction » (BDS) afin d'exclure tout achat de produits des territoires palestiniens occupés et exportés par les Israéliens.
- Les peuples autochtones sont particulièrement surreprésentés parmi les militant.e.s écologistes assassiné.e.s au cours de ces dernières années pour avoir pris la défense de leurs terres, forêts, ou rivières contre des accaparements de leurs ressources pour des projets de développement ou de « conservation ». Nous apporterons notre soutien aux peuples autochtones (d'Amazonie, d'Océanie, d'Afrique) en lutte pour la défense de leurs droits et de l'intégrité de leur territoire et de leur culture.

## CHAPITRE 2

# UNE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Depuis quelques années, la coopération décentralisée semble ne plus être une priorité des politiques publiques. Un autre monde est possible ? Au-delà du slogan, c'est bien par la coopération, par l'entraide, par les échanges, que nous pourrions à la fois prendre conscience de notre statut d'être humain, de la diversité culturelle et sociale, et de la beauté et de la fragilité des écosystèmes.

"Penser global, agir local" est un message cher aux écologistes. Il s'applique ici bien sûr mais aussi ailleurs. Et pour trouver les solutions de demain, les exemples, les pratiques de nos co-planétaires peuvent représenter des sources d'inspiration.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour augmenter les moyens financiers et humains dédiés à la coopération décentralisée

Si nous voulons revaloriser l'importance accordée aux politiques de coopération décentralisée, nous devons leur attribuer des moyens supplémentaires.

- Nous augmenterons le budget consacré à la coopération décentralisée.

- Nous proposons la mise en place d'un budget participatif migrants et solidarité internationale qui viendrait compléter les dispositifs existants notamment le Fonds d'aide au développement. Il s'agira de financer des infrastructures, le développement soutenable et la lutte contre le changement climatique. Les projets seront portés par des associations ou des collectifs, en lien avec les acteurs du territoire concerné. Les habitant.e.s seront amenés à sélectionner les projets en fonction de critères prédéfinis en lien avec la Maison Internationale de Rennes (MIR). Nous proposons de consacrer 1 € par habitant.e à ce nouveau budget participatif thématique.

- Nous ouvrirons des postes de collaboration internationale dans les effectifs des agent.e.s de la mairie pour développer le travail coopératif à la mairie et à la métropole.

- Nous engagerons un.e chargé.e de mission pour accompagner et mettre en avant les pratiques sociales fonctionnant à l'étranger. Cela implique à la fois une veille, le suivi des dispositifs innovants à l'étranger, la mise en œuvre et la coordination de projets internationaux.

- Nous développerons les congés de solidarité internationale au cours desquels les agent.e.s pourraient participer à des échanges internationaux sur leurs secteurs d'activités (formation, conférences à Rennes...).

### Pour faire la coopération décentralisée autrement

Face aux enjeux écologiques et sociaux du monde actuel, nous devons changer notre approche de la coopération décentralisée et accompagner les transitions écologiques et démocratiques. Nous devons également apporter notre soutien aux victimes du changement climatique.

- Nous développerons des programmes de coopération avec les peuples les plus touchés par les changements climatiques (comme les Indiens de Colombie, les Kogis...).

- Nous coordonnerons des programmes de coopération internationale entre organismes publics et/ou parapublics sur les questions de transition énergétique, économique et démocratique et culturelle (eau, énergie, habitat, agriculture, ESS, culture, etc.)

- Afin de favoriser le co-développement, nous impulserons une politique d'achat à l'échelon municipal dans le domaine du commerce équitable\*.

\* **Commerce équitable** : partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial Nord/Sud mais aussi Nord/Nord

## NOS ENGAGEMENTS

- Nous développerons des jumelages, des coopérations décentralisées et des relations internationales avec l'Europe de l'Est et du Sud.
- Nous sortirons de la coopération commerciale et militaire déguisée en événements culturels.
- Nous évaluerons nos politiques publiques à l'aune des 17 Objectifs du développement durable.
- Nous intégrerons systématiquement la dimension de genre, la lutte contre les discriminations et l'égalité femme-homme dans la coopération.

### Pour co-construire la coopération décentralisée

Pour construire des politiques cohérentes avec les réalités du terrain, nous veillerons à prendre en compte les besoins des bénéficiaires mais aussi l'expertise de nos concitoyen.ne.s.

- Nous systématiserons la participation active des populations concernées et la décentralisation à tous les niveaux, et promouvoir, du local au global, une démocratie délibérative autant que représentative.
- Nous favoriserons l'implication des associations de Rennais et Rennaises d'origine étrangère dans les projets de coopération décentralisée.

### Pour mieux utiliser les outils existants en matière de coopération décentralisée

Nous voulons tirer le meilleur parti des dispositifs existants en réaffirmant et renforçant leurs missions.

- La Maison Internationale de Rennes (MIR) est un outil majeur de la Ville de Rennes. Son rôle d'animation et d'impulsion est largement reconnu. Nous souhaitons à la fois soutenir et élargir ses missions. Ainsi, nous proposons d'associer la MIR au renforcement de l'accueil des ONG sur notre territoire notamment celles liées à la solidarité internationale. De même, nous proposons que la MIR gère également un programme linguistique afin de partager les langues qu'elles soient étrangères, régionales ou nationales.
- La Ville de Rennes et Rennes Métropole participent à de nombreux réseaux internationaux ou européens. Après un état des lieux des adhésions de nos territoires, nous souhaitons inscrire la Ville et la Métropole dans de nouveaux réseaux (Villes en transition, 100 villes résilientes, Union des cités et des gouvernements locaux, Organisation internationale de la démocratie participative...). Cette participation transversale doit faire l'objet d'une évaluation citoyenne annuelle et se traduire par des actions concrètes.

## CHAPITRE 3

# RENNES VILLE HOSPITALIÈRE

À Rennes, comme dans tant d'autres villes, nous connaissons une véritable crise de l'accueil des personnes migrantes. Les dispositifs d'hébergement d'urgence sont saturés et l'État ne remplit même plus ses obligations en matière de mise à l'abri des demandeurs d'asile. Actuellement, la Ville met à l'abri 700 personnes sur son budget propre et 300 autres (familles, enfants, femmes enceintes, personnes âgées ou malades) vivent dans des squats, parfois dans des situations d'une extrême précarité. Cette situation est intolérable ! Si la Ville de Rennes tente de trouver des solutions temporaires et si les associations d'aide aux migrants font un travail remarquable, cela ne suffit pas face à un désengagement de l'État et une politique hostile aux étrangers.

Nous ne devons plus attendre que l'État agisse à notre place, ni déléguer la prise en charge des personnes migrantes aux associations mais travailler un projet partenarial à l'échelle de la métropole et inventer de nouvelles solidarités locales. Rennes et sa métropole doivent affirmer des valeurs de solidarité, d'humanité et de rejet du racisme en devenant un territoire refuge pour les personnes migrantes.

Quant aux résident.e.s étranger.e.s, elles et ils vivent ici, payent leurs taxes et leurs impôts ici, utilisent les services éducatifs, de santé ou de transports ici et pourtant elles et ils ne disposent pas des mêmes droits ni des mêmes devoirs que les citoyens français... Nous souhaitons travailler à une citoyenneté locale et mettre en œuvre de nouveaux droits pour mettre fin à cette situation injuste.



## FOCUS

### OBJECTIF ZÉRO EXILÉ.E À LA RUE!

**Personne ne devrait vivre à la rue. Il est indigne d'offrir de telles conditions d'accueil à des personnes ayant été contraintes par des situations catastrophiques à fuir leur pays.**

- Nous voulons une mise à l'abri inconditionnelle des personnes migrantes à la rue, quel que soit leur statut (réfugié.e.s politiques ou climatiques, demandeur.se.s d'asile, etc.), à l'échelle de la métropole. Nous voulons une métropolisation de l'hébergement solidaire avec mise à disposition de logements dans les communes et construction d'habitats légers et modulables pour l'hébergement d'urgence.
- Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour **identifier et réquisitionner les locaux vacants** afin d'y loger des personnes exilé.e.s à la rue.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour améliorer l'accueil des étranger.e.s

La France est le pays des droits de l'Homme. Pourtant, dans les faits, les résidents étrangers et primo-arrivants sont souvent confrontés à une négation de leurs droits. Cela doit changer!

- Afin de garantir les droits humains des étranger.e.s sans papiers, nous nous engagerons à tout faire pour que le Centre de Retention Administrative de Saint-Jacques-de-la-Lande ferme ses portes. Nous inciterons les parlementaires à user de leur droit de visite pour dénoncer les conditions de détention, notamment des mineurs.
- Nous voulons une démarche partagée avec les associations et les communes volontaires de la métropole autour de l'accueil digne des personnes migrantes en adhérant à la Charte des villes hospitalières.
- Nous voulons faire réseau avec les autres villes afin de peser dans le débat national sur l'accueil des exilé.e.s.
- Nos élu.e.s auront à cœur de se mobiliser contre les conditions d'accueil indignes en Préfecture et contre les expulsions brutales de familles migrantes dans la métropole.
- Nous soutenons le réseau RESF et celui des écoles rennaises engagées contre les expulsions brutales d'élèves et de leurs familles (Zones d'Enfance Protégées).
- Nous mettrons en œuvre une politique de sensibilisation et de formation des agents communaux à l'accueil des étranger.e.s.

### Pour mieux inclure les personnes d'origine étrangère dans la vie de la cité

Les personnes d'origine étrangère ne sont ni des habitant.e.s ni des citoyen.ne.s au rabais. Ils doivent pouvoir bénéficier des services publics et pouvoir donner leur avis sur les décisions politiques comme n'importe quel.le Rennais.e. Il faut également embrasser leur différence culturelle comme une richesse et leur permettre de la partager.

- Nous soutiendrons la revendication de droit de vote des étrangers aux élections locales (municipales, départementales, régionales). En attendant que le droit de vote leur soit accordé, nous organiserons des référendums locaux permettant aux étrangers de participer à la vie démocratique communale.
- Nous soutiendrons les initiatives culturelles locales des minorités visant à la reconnaissance de leurs pratiques, de leur histoire et de leur langue.
- Nous voulons intégrer au maximum les personnes migrantes à la vie culturelle et citoyenne de la cité. Nous voulons étendre la gratuité des transports, des cantines et des centres de loisirs pour les familles les plus modestes. Les familles migrantes sans ressources et leurs enfants bénéficieront de cette gratuité sociale.

### Pour donner plus de moyens à ceux et celles qui travaillent aux côtés des exilé.e.s

La reconnaissance du travail fourni par ceux qui travaillent aux côtés des exilé.e.s passe notamment par l'attribution de moyens supplémentaires pour améliorer leurs conditions de travail et leur permettre ainsi de fournir un meilleur accompagnement aux bénéficiaires.

- Nous voulons un lieu d'accueil mutualisé à Rennes pour les associations, les professionnel.le.s et les citoyen.ne.s qui luttent pour le respect des droits et pour la dignité des résident.e.s étranger.e.s et des primo-arrivant.e.s pour favoriser le travail partenarial et l'accueil informel des personnes exilées.
- Nous voulons renforcer le service de Rennes Métropole dédié à l'accompagnement social des personnes exilées.
- Nous étudierons et expérimenterons un service public des étrangers afin de trouver des solutions pour le logement, le travail, l'accueil, l'alimentation, l'apprentissage de la langue, l'insertion. Ce service pourrait être mis en œuvre à l'échelle du pays de Rennes ou plus largement de la Bretagne après un test à Rennes. Nous souhaitons associer les associations de solidarité internationale et les personnes migrantes à l'élaboration de ce service public.

# RENNES, ÉCOCAPITALE EUROPÉENNE

À l'échelon local, l'Europe est souvent vue comme une machinerie lointaine, normative et bureaucratique sur laquelle le citoyen ou la citoyenne n'ont pas ou peu de contrôle, et dont il et elle ne perçoivent pas toujours la valeur ajoutée directe. Ce sentiment est aussi alimenté par le fait que les gouvernants nationaux rendent souvent l'Europe responsable de tous les maux alors que les décisions leur appartiennent et, a contrario, soulignent rarement ses réalisations concrètes et ses apports.

D'autre part, en pratique, c'est l'Europe des marchés qui a dominé la construction européenne en reléguant tout ce qui aurait pu permettre

au citoyen ou à la citoyenne de se sentir davantage impliqué.e dans les processus décisionnels. Elle souffre à la fois d'un déficit d'information sur ses actions et ses politiques et d'un déficit démocratique lié à ses institutions mais aussi au fait que les citoyens sont rarement consultés sur les orientations des politiques européennes.

Cette situation n'est pas une fatalité et nous pouvons adresser ce désamour en améliorant la manière dont nous communiquons sur les politiques européennes et dont nous mobilisons les ressources européennes au niveau local.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour construire une véritable relation entre les Rennais.es et l'Europe

En améliorant l'information et en reconquérant des marges de décisions sur les questions européennes, notre ambition est de créer les conditions pour que les citoyen.ne.s (re)noient avec l'Europe!

- Nous renforcerons l'information sur les actions et politiques européennes en lien avec les acteurs du territoire déjà impliqués.
- Nous organiserons un événement annuel permettant un temps d'échange entre les habitant.e.s des territoires rennais et tous les scolaires, étudiant.e.s et travailleur.se.s européen.ne.s présents sur ces territoires.
- Nous voulons donner la possibilité pour les citoyen.ne.s de donner leur point de vue sur les évolutions souhaitables des politiques européennes. Avec la mise en œuvre d'un nouveau budget pluriannuel européen 2021-2027 et de politiques renouvelées, une période de consultation s'engage. Nous voulons mettre en place des processus collaboratifs pour permettre l'élaboration de propositions à porter à l'attention des élu.e.s européen.ne.s et plus globalement des instances européennes.

### Pour activer des partenariats européens autour du climat

Rennes Métropole est impliquée de longue date dans de nombreux échanges et partenariats avec des villes et territoires européens. Par ailleurs, elle est également membre de plusieurs réseaux de villes européennes qui peuvent avoir soit un spectre d'intérêt et d'intervention large,

soit se concentrer sur des thématiques particulières comme le réseau Energy Cities centré sur la transition énergétique.

- Nous inciterons les comités de jumelage à concentrer leurs échanges sur des thématiques citoyennes liées à l'environnement, la prise en compte de la biodiversité en milieu urbain, toutes les actions liées à l'adaptation au changement climatique, à la lutte contre le réchauffement, les expériences de démocratie participative.
- Nous privilégierons les réseaux de villes qui permettent d'échanger et de partager des expériences sur les actions en faveur du climat, de l'environnement, de l'urbanisme résilient et de construire des partenariats en capacité de s'inscrire dans des programmes européens à venir.

### Pour capter plus de financements européens

Rennes Métropole a bénéficié de fonds européens dans le cadre des programmes mis en œuvre pendant la période 2014-2020. Une nouvelle période de programmation s'ouvre entre 2021 et 2027 avec la possibilité de financer de nouveaux projets.

- Nous organiserons une veille active sur les futures opportunités de financement en collaboration avec les autres acteurs du territoire structurés pour organiser cette veille.
- Nous mobiliserons davantage de moyens pour répondre à des appels à projets et améliorer la capacité de Rennes et Rennes Métropole à s'inscrire dans ces mécanismes européens.

## PARTIE 7

# DES TRANSPORTS ÉCOLOGIQUES POUR TOUTES ET TOUS



Chaque jour, nous passons une part non négligeable de notre temps à nous déplacer pour le travail, les études, les loisirs, les courses. Alors que le carburant pèse de plus en plus dans les budgets des ménages, alors que la pollution liée à l'automobile cause de plus en plus de dégâts, nous considérons que la mobilité est aussi un enjeu de justice sociale. Nous souhaitons offrir à tou.te.s les habitant.e.s la possibilité d'une mobilité décarbonée, c'est-à-dire une mobilité propre, qui ne mette pas en péril la santé des habitant.e.s ni l'avenir de la planète.

Aujourd'hui à Rennes, la moitié des trajets de moins de 3 kilomètres en ville sont faits en voiture. À certaines heures de la journée, il est difficile d'y circuler, comme sur la rocade avec ses bouchons qui sont le cauchemar quotidien de nombreux.se.s habitant.e.s de la métropole.

Rennes est une ville où l'air est pollué avec toutes les conséquences sanitaires qui en découlent : asthme, maladies cardio-vasculaires, problèmes de développement des enfants in utero, etc. La pollution de l'air agit aussi sur la biodiversité en ville et accroît la libération des pollens dans l'atmosphère. Renouer avec d'autres modes de déplacement alternatifs à la voiture est donc aussi un fort enjeu de santé publique.

Pour retrouver un air plus respirable et désengorger nos rues, nous voulons développer des alternatives à la voiture efficaces, sûres et pour toutes les bourses !

## CHAPITRE 1

# RENNES, UNE VILLE À MARCHER

La marche est le ciment de la ville. Bonne pour la santé et la qualité de l'air, accessible à toutes et tous, elle favorise aussi le lien social, la rencontre et permet de s'appropriier sa ville différemment. Marcher fait du bien au corps et au moral : toutes les études le prouvent ! Les Rennais.es plébiscitent d'ailleurs la marche. Mais si près des 3/4 des trajets de moins de 1 kilomètre sont effectués à pied, seulement 1/4 l'est pour les trajets de 1 à 3 kilomètres. Nous souhaitons développer l'usage de la marche à pied pour ces trajets relativement courts.

Pour favoriser la marche, il faut rendre les déplacements faciles et sécurisés. Nous poursuivrons la mise en œuvre du plan piéton amorcée lors du précédent mandat. En agissant simultanément sur plusieurs leviers – modération de la vitesse automobile, aménagements, prévention routière – nous pouvons faire de Rennes une ville apaisée.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour une mobilité à pied sécurisée

Une politique encourageant la marche pour tout.e.s ne peut pas faire l'économie d'une sécurisation du parcours piéton. Il faut s'assurer que les plus fragiles (enfants, personnes âgées...) ne seront pas en danger s'ils adoptent ce mode de déplacement.

- Nous poursuivrons le déploiement des limitations de vitesses pour faire de Rennes une « Ville à 30 ».
- Nous expérimenterons une Zone à Trafic Limité\*. C'est déjà le cas d'une partie du centre-ville de Rennes, afin de limiter la pollution, le bruit et d'améliorer la sécurité des piétons et la circulation des véhicules autorisés.
- Nous poursuivrons les sessions de prévention routière dans les écoles élémentaires.
- Nous donnerons aux policiers municipaux les moyens de contrôler le non-respect de la priorité aux passages piétons et de verbaliser les contrevenants.
- Nous généraliserons la suppression des places de stationnement automobiles situées cinq mètres en amont des passages piétons.
- Nous supprimerons les panneaux publicitaires gênant la visibilité ou distracteurs d'attention en amont des passages piétons.
- Partout où c'est possible, nous suspendrons la circulation automobile devant les écoles aux heures d'entrée et de sortie de classe.

- Les abords de chantiers sont trop souvent pensés uniquement pour les automobilistes. **Nous traiterons systématiquement les abords de chantiers pour sécuriser les piétons et les cyclistes** en créant des passages protégés.

### Pour un circuit piéton agrandi

Pour instaurer la marche comme une réelle alternative à d'autres modes de transports, **il faut augmenter le nombre d'itinéraires disponibles.**

- Nous élargirons la zone piétonne du centre de Rennes, de la place de Bretagne au pont Pasteur, de l'Hôtel-Dieu au Colombier.
- Nous créerons des zones et liaisons piétonnes dans tous les quartiers (mail au Blosne, liaison Landry-Hautes Ourmes, rambla de la place de Zagreb au boulevard Louis Volclair, élargissement de la liaison piétonne sur les boulevards de l'Yser, Albert 1<sup>er</sup>, Fréville, piétonnisation du boulevard de Chézy et des quais nord...)
- Nous poursuivrons les diagnostics et aménagements des 180 liaisons piétonnes majeures.
- Nous poursuivrons le jalonnement des liaisons piétonnes.
- Nous organiserons des événements autour de la marche à pied.

\* **Zone à Trafic Limité** : espace dans lequel seule la circulation des transports publics, des services d'urgences, des riverains et des titulaires d'autorisations expresses est autorisée, tandis que celle des autres automobiles est réservée à certaines heures.

# FAIRE LA VÉLORUTION!

Alors que la pollution de l'air et la sédentarité provoquent chaque année maladies et décès prématurés, les mobilités actives\* permettent au contraire de préserver la qualité de l'air et de maintenir en bonne santé. Développer encore la pratique du vélo est un réel enjeu de santé publique. En plus d'être respectueux de l'environnement et favorable à une bonne santé, le vélo est accessible à toutes les bourses.

Nous voulons permettre à tou.te.s de se déplacer à vélo efficacement et en sécurité avec une attention particulière au fait que les enfants puissent se déplacer à vélo.

Pour cela, il est nécessaire de réduire la place dévolue à la voiture afin d'apaiser la ville mais aussi de retrouver un équilibre dans l'espace alloué à chaque mode de déplacement. Il nous faut aussi développer les aménagements en qualité et en quantité qui permettent de sécuriser les cyclistes. Enfin, nous devons développer encore l'apprentissage du vélo, que ce soit directement à l'école ou en soutenant les associations de promotion du vélo.

\* **Mobilités actives :**  
*vélos, trottinettes, marche*

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour un réseau cyclable agrandi et sécurisé

Nous considérons que la clé pour mettre le plus possible de Rennais.es en selle est de leur proposer la présence de pistes cyclables partout où ils veulent aller et qu'ils se sentent en sécurité lorsqu'ils les empruntent.

- Nous poursuivons le déploiement des limitations de vitesses pour faire de Rennes une « Ville à 30 ».
- Nous engagerons un plan de sécurisation des carrefours et veillerons à éliminer les discontinuités du réseau cyclable. Nous ne pouvons accepter que la mauvaise qualité du réseau puisse être à l'origine d'accidents graves voire mortels.
- Nous accélérons le déploiement du réseau de pistes et bandes cyclables avec des moyens à la hauteur des exigences pour Rennes. Pour cela, avec les associations, nous retravaillerons notamment le référentiel vélo.
- À l'échelle de la métropole, nous déploierons entièrement le réseau XL vélo d'ici 2024, soit au moins 100 km de réseau sécurisé.
- Nous impliquerons davantage et plus en amont les associations de cyclistes dans la conception des aménagements et des tracés. Nous ferons du Conseil des Mobilités un réel espace de co-construction des projets vélo.
- Nous poursuivons la politique de jalonnement des itinéraires cyclables en collaboration avec les citoyen.ne.s. Nous poursuivons la politique de fluidification et de sécurisation du trafic cycliste en

redonnant la priorité aux cyclistes dans les intersections (en cas de croisement avec une voie circulée par les automobilistes).

- Les abords de chantiers sont trop souvent pensés uniquement pour les automobilistes. **Nous traiterons systématiquement les abords de chantiers** pour sécuriser les piétons et les cyclistes en créant des passages protégés.
- Nous donnerons aux policiers municipaux les moyens de contrôler les vitesses et de verbaliser les contrevenants. Nous envisagerons l'acquisition de voitures de patrouille capables de verbaliser automatiquement les stationnements illicites.

### Pour plus d'équipements pour les cyclistes dans l'espace public

Pour faciliter le recours au vélo, il faut que les habitant.e.s trouvent des équipements adaptés à leur pratique dans la ville.

- Nous déploierons davantage les stationnements vélo afin que chaque rue de Rennes dispose de huit places minimum. Objectif: un stationnement vélo pour 15 habitant.e.s. Et nous expérimenterons les box à vélo à proximité des pôles d'intermodalité (gares, métro, bus) et dans certains quartiers à la demande des habitant.e.s.
- Nous installerons devant chaque école des arceaux vélo et un parc vélo/trottinettes si possible couvert, dans l'enceinte de l'école.
- Nous installerons de nouvelles stations de gonflage et de réparation de vélo.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour faire émerger une génération vélo

Objectif tou.te.s en selle! Nous déploierons tous les moyens pour (re)mettre un maximum de Rennais.es à vélo, quel que soit leur âge ou leur condition physique.

- Nous poursuivons l'apprentissage de la sécurité routière et les cycles d'apprentissage du vélo dans les écoles.
- Nous mettrons en place des sessions d'apprentissage du vélo et de remise en selle dans les quartiers et à la Maison du Vélo, ainsi que des sessions spécifiques avec des vélos adaptés aux personnes âgées ou en situation de handicap.
- Nous renforcerons les moyens pour déployer les services de la Maison du Vélo dans tous les quartiers de Rennes et les communes de Rennes Métropole. Nous étudierons la transformation de la Maison du Vélo en Société coopérative d'intérêt collectif. Ce statut permet d'associer collectivité publique et associations pour la mise en œuvre d'un service public local.
- Nous proposerons des vélo cargo en location de longue durée ainsi que des emplacements de stationnement sur l'espace public.

- Nous poursuivons le soutien financier aux ateliers d'auto-réparation.

- Nous soutiendrons la création d'un nouvel événement culturel autour du vélo associant les acteurs culturels et les cyclistes.

### Le vélo est une filière créatrice d'emploi

Livraison, déménagement, plombier, glacier, jardinier, taxi... de nombreux professionnels utilisent le vélo comme support à leur activité.

- Nous déploierons une aide économique spécifique pour accompagner les entreprises désireuses de déployer l'usage du vélo dans leurs activités.

## CHAPITRE 3

# RENFORCER L'OFFRE DE TRANSPORTS EN COMMUN

L'usage de la voiture particulière est encore très, trop, ancrée dans les habitudes des habitant.e.s de la métropole, y compris pour des trajets très courts. Pour préserver la qualité de l'air et la santé des habitant.e.s, il faut pouvoir offrir une alternative crédible, en particulier pour les habitant.e.s de la périphérie de Rennes. Plus les transports collectifs seront confortables, rapides et fiables, plus ils seront adaptés aux besoins des habitant.e.s, plus nous serons en mesure de convaincre les automobilistes de troquer le volant contre une place de passager en covoiturage ou en train.

Parce que les transports collectifs sont une alternative pertinente à la voiture individuelle, nous voulons tout mettre en œuvre pour rendre le bus, le métro et le train concurrentiels à l'échelle de la métropole.

Pour cela, nous devons notamment accélérer la mise en place de bus à haut niveau de service (BHNS). Nous devons mettre enfin en place le RER métropolitain qui pourrait desservir 16 communes de la métropole en s'appuyant sur les voies ferrées existantes.



## FOCUS

### ENFIN UN RER MÉTROPOLITAIN !

Nous voulons remettre sur le devant de la scène ce projet déjà porté par la liste écologiste en 2014. UN RER métropolitain pourrait permettre le report de près de 40 000 déplacements voiture chaque jour ainsi qu'un certain nombre des trajets car.

Notre objectif est de parvenir rapidement à un partenariat avec la Région dont c'est la compétence. Nous évaluons son coût à 450 millions d'euros, soit le tiers du coût de la seconde ligne de métro.

- Nous créerons un RER métropolitain (étude et engagement des travaux avant 2025).
- Nous soutiendrons la réhabilitation de la « circulaire » ferroviaire Rennes-Nantes (Rennes – Saint-Jacques-de-la-Lande – Redon – Nantes – Chateaubriant – Rennes) afin d'améliorer les liaisons au sein de Rennes Métropole et avec Nantes.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour améliorer le réseau de bus

Notre réseau de bus gagnerait en attractivité s'il était plus performant.

- Nous déploierons de nouvelles voies pour les bus à haut niveau de service (Trambus) sur des sites propres et sans rabattement dans la circulation générale, avec priorité aux carrefours sur toute la métropole.
- Nous améliorerons la desserte en bus avec davantage d'arrêts dans les communes et augmenterons la fréquence des passages avec des horaires étendus, notamment le soir.
- Nous mettrons en œuvre un plan pluriannuel d'investissements pour la mise en accessibilité de 100 % des bus métropolitains.

## CHAPITRE 4

# MOINS DE VOITURES, PLUS D'AIR PUR !

En ville ou sur la rocade, les voitures et les camions engendrent toutes sortes de désagréments pour les habitants.e.s : bouchons, bruit, stress, accidents... mais surtout à Rennes chaque année une centaine de décès sont dus à la pollution de l'air. Réduire l'emprise de la voiture en ville est avant tout un enjeu de santé publique ! On ne pourra pas améliorer la situation sans développer des alternatives à l'utilisation de la voiture individuelle.

Il faut développer encore le bus, le covoiturage, l'autopartage, ou les transports de marchandises écologiques comme les vélos-cargos ou les navettes fluviales. Ces modes de transports ne sont pas encore suffisamment exploités car ils n'ont pas été suffisamment valorisés dans la ville.

L'enjeu est donc de rendre ces solutions plus efficaces et plus attractives pour qu'elles soient privilégiées par tou.te.s. Nous voulons donc accorder plus de place dans l'espace public et de moyens financiers à ces modes de transport alternatifs car leur développement permettra d'améliorer la qualité de l'air et de rendre plus fluides nos déplacements.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour réduire l'emprise de la voiture en ville

En ville, 65 % des trajets de moins de 3 km se font en voiture. Nous voulons diviser par 2 le nombre de voiture en circulation en ville pour ces petits trajets et diminuer la place trop importante occupée par la voiture en ville aujourd'hui.

- Nous mettrons en œuvre une **rémunération du co-voiturage** pour développer fortement le recours au covoiturage et à l'autopartage. Nous déploierons les aires de covoiturage réparties sur la métropole, les voies réservées, le développement d'aires d'autostop sécurisées, les véhicules adaptés aux personnes handicapées, l'aide à la mise en place d'une plateforme unique de co-voiturage...
- Nous augmenterons le nombre de **véhicules en autopartage de Citiz**. Nous ferons également l'acquisition de véhicules adaptés aux personnes en situation de handicap.
- Nous expérimenterons les **zones à trafic limité\***. C'est déjà le cas d'une partie du centre-ville de Rennes afin de limiter la pollution, le bruit et d'améliorer la sécurité des piétons et cyclistes et la circulation des véhicules autorisés.
- Nous rendrons payant le **stationnement aux abords des stations de métro** pour lutter contre les voitures ventouses\*.
- Nous mettrons en place une **tarification sociale** pour le stationnement payant résidentiel.

### Pour une rocade de Rennes zéro bouchon

En augmentant de 10 % le taux d'occupation des voitures, le trafic pourrait être largement fluidifié. Nous devons donc développer des solutions pour rendre le covoiturage et le bus plus attractifs que la voiture individuelle, tout particulièrement en leur évitant d'être coincés dans les bouchons.

- Nous réserverons sur la rocade des voies aux bus à haut niveau de service et au covoiturage.
- Nous expérimenterons le **péage positif\***.
- Nous mettrons en place des **ambassadeurs de la mobilité** afin de favoriser les changements de mode de déplacement.

---

\* **Zone à trafic limité** : espace dans lequel seule la circulation des transports publics, des services d'urgences, des riverains et des titulaires d'autorisations expresses est autorisée, tandis que celle des autres automobiles est réservée à certaines heures.

\* **Voiture ventouse** : voiture utilisant un espace de stationnement.

\* **Péage positif** : rémunération d'un conducteur qui accueille un autre passager à hauteur du prix d'un ticket de transport en commun, dans la limite de deux trajets par jour.

### Pour une meilleure logistique urbaine

Nous voulons limiter au maximum les camions de livraisons dans la ville pour éliminer les pollutions atmosphériques et sonores et les embouteillages qu'ils causent. Cependant, les livraisons urbaines sont nécessaires à la vitalité du commerce de proximité que nous défendons. Il faut donc proposer d'autres solutions pour des livraisons en mode durable, efficaces pour les commerçants et respectant la planète et la vie quotidienne des usagers de la ville.

- Nous mettrons en place une **instance de concertation** de l'organisation de la logistique urbaine avec les différents partis concernés (commerçant.e.s, transporteur.se.s, habitant.e.s, urbanistes, architectes...).
- Nous installerons des **centres de distribution urbaine** répartis aux points stratégiques de la ville et créerons des espaces logistiques en maillant la ville (points relais, espaces associatifs...).

- Nous favoriserons les modes de livraisons **propres** en accordant aux livreurs "zéro carbone" (véhicules GNV\*, vélos cargo, véhicules électriques) des horaires étendus pour l'accès au centre-ville.
- Nous participerons à l'**acquisition de vélos cargo pour les livreurs**. Cette aide se fera dans le cadre du développement d'une aide économique spécifique pour les entreprises désireuses de faire usage du vélo pour leurs activités.
- Nous étudierons la **possibilité d'acheminer les marchandises en centre-ville par la voie fluviale**, grâce à des navettes propres, fonctionnant à l'énergie solaire par exemple.

---

\* **GNV** : gaz naturel véhicule

## CHAPITRE 5

# VERS LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS

Parce que la mobilité est un droit pour toutes et tous, nous devons la rendre accessible, y compris financièrement. La mise en œuvre d'une tarification solidaire en 2017 a été une avancée. Nous devons désormais aller encore plus loin car les transports restent encore chers pour de nombreux usagers.

C'est pourquoi nous voulons étudier dans le cadre d'un jury citoyen\* assemblée temporaire choisie aléatoirement (par exemple, par tirage au sort) pour étudier un sujet et orienter la décision politique la mise en œuvre et les conséquences de l'accès gratuit universel aux transports en commun.

Parce que la réduction des gaz à effet de serre va de pair avec la réduction des inégalités sociales, nous avons pour ambition de rendre les transports en commun accessibles à toutes et tous sans distinction.

---

\* **Jury citoyen** : assemblée temporaire choisie aléatoirement (par exemple, par tirage au sort) pour étudier un sujet et orienter la décision politique

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour diminuer le budget transport des habitant.e.s

La ville de Dunkerque a sauté le pas de la gratuité universelle des transports en commun depuis 5 ans déjà. Nous souhaitons étudier si cette solution qui augmente le recours aux transports en commun et rend le système de transports plus accessible et équitable pour les habitant.e.s à faibles revenus est envisageable à Rennes. En attendant, nous déploierons des solutions pour diminuer le coût des transports pour tou.te.s.

- Nous voulons étendre progressivement la gratuité dans les transports en commun, en commençant par les moins de 25 ans.
- Nous étudierons et expérimenterons avec un jury citoyen\* pour étudier un sujet et orienter la décision politique l'extension progressive de la gratuité dans les transports en commun pour tous les autres usagers et usagères.
- Nous étendrons la possibilité du pass pluriel\*
- Nous supprimerons l'usage des portillons d'accès au métro.
- Nous étudierons le passage en régie publique des services de transports de Rennes Métropole. L'expérience du service public de l'eau a démontré qu'une gestion en régie permet un service de très bonne qualité tout en réalisant des économies importantes qui peuvent être réinvesties au service des citoyen.ne.s.

---

\* **Pass pluriel** : forfait qui permet à 5 passagers de se déplacer pendant une journée pour 5 euros à tous les jours de la semaine

## PARTIE 8

# LA VILLE QUI ÉVEILLE, ÉDUQUE ET PREND SOIN DE SES HABITANT.E.S!



La métropole rennaise est l'une des plus jeunes de France, et à Rennes, une personne sur deux a moins de 30 ans. Ce sont précisément ces jeunes qui constituent la Génération Climat. C'est dire l'importance du rôle que les collectivités peuvent avoir en termes d'éducation, mais surtout de construction d'une citoyenneté active, consciente des bouleversements que connaît la planète, mettant en œuvre des réponses à la hauteur des enjeux environnementaux et sociétaux.

Nous voulons emmener les jeunes générations vers une société juste et bienveillante. De la crèche à l'université, nous voulons apprendre la coopération, apprendre à débattre et à porter des projets collectifs, nous voulons lutter contre les discriminations et favoriser l'égalité entre les filles et les garçons. Nous voulons former une jeunesse émancipée.

Justice climatique et justice sociale sont les deux faces d'une même pièce. Il nous faut être d'autant plus attentifs à cette partie de la jeunesse qui est aujourd'hui en rupture, précaire, à la rue.

La Génération Climat nous oblige. Nous mettrons tous les moyens en œuvre pour contribuer à construire une société juste, bienveillante, engagée pour la planète.

## CHAPITRE 1

# DES CRÈCHES QUI ÉVEILLEN ET APPRENNENT À COOPÉRER

L'enjeu d'une politique de la petite enfance est bien d'accompagner un jeune ou très jeune enfant, en lui proposant les meilleures conditions d'accueil mais aussi en mettant à disposition des personnels bien formés. La construction d'un modèle pédagogique basé sur la bienveillance, l'entraide et la découverte est donc indispensable. Et c'est avec ceux et celles qui sont au plus proche des enfants qu'il faut le co-construire, à savoir les parents et les personnels d'encadrements. De plus, ces structures visent à préparer l'enfant aux défis futurs de la vie en communauté. Et s'il y a bien un défi auxquelles les générations futures vont être confrontées, c'est celui du changement climatique. Il faut les y éveiller dès tout petit.e en développant la sensibilité à la nature, à la biodiversité et à l'alimentation. Enfin, la crèche doit aussi permettre de faire le lien entre la petite enfance et l'enfance mais aussi les générations précédentes. Il faut construire des ponts entre ces différents âges.

C'est pourquoi nous voulons élaborer une politique de la petite enfance qui remette l'enfant en son cœur. Dans ce but, nous voulons améliorer la qualité de l'environnement éducatif (locaux, cantines, personnels, pédagogie) dans une démarche de concertation avec les parents et l'équipe pédagogique.

## NOS ENGAGEMENTS

### Plus de places en crèches!

C'est la revendication majeure des Rennais.es concernant la politique de la petite enfance. Elle sera prise en compte.

- Nous créerons 300 à 400 nouvelles places en crèches municipales et associatives (en plus des 1020 actuellement), soit 4 à 5 crèches municipales supplémentaires dans les nouveaux quartiers (Courrouze, Baud Chardonnet) et ceux les moins dotés en crèches.

- Nous souhaitons encourager le développement de crèches accueillant le handicap et, pour permettre à tous d'avoir une solution de proximité, favoriser l'accueil du handicap dans l'ensemble des crèches municipales.

- Nous soutiendrons la création de structures innovantes. Nous voulons que tous les parents qui privilégient ce mode de garde puissent en bénéficier, même s'ils ont des horaires atypiques ou des besoins plus ponctuels.

### Pour des crèches écologiques, plus saines

Nous voulons que les tout.e.s-petit.e.s évoluent dans un environnement sain, pour préserver leur santé et protéger également la planète car le secteur de la petite enfance est aussi très producteur de déchets.

- Nous travaillerons à l'obtention du label "écoco-crèche" pour l'ensemble des crèches municipales et associatives. Le label "écoco-crèche" est un label indépendant qui récompense les structures dont

l'engagement écologique est marqué et transversal (alimentation biologique, fin du plastique, couches lavables, sensibilisation environnementale, produits d'entretien éco-labellisés et réduction des déchets).

- Nous continuerons les travaux de rénovation dans les crèches existantes en y privilégiant les économies d'énergie et les éco-matériaux. Cela vaut également pour les constructions de nouvelles crèches.

### Pour des crèches qui éduquent à la nature

Nous voulons sensibiliser dès le plus jeune âge aux thématiques environnementales qui feront partie des enjeux centraux de demain.

- Nous lancerons un grand plan d'éducation à la nature pour les tout.e.s-petit.e.s. Il débutera en crèche et sera poursuivi à l'école et dans les centres de loisirs, en lien avec les acteurs et actrices du mouvement de l'agriculture urbaine à Rennes (la Prévalaye, la ferme urbaine du Blosne, les jardins partagés...) et avec les espaces naturels de Rennes (prairies saint-Martin par exemple).

- Nous faciliterons les projets de crèches en plein air.

- Nous continuerons à former les encadrant.e.s sur les thématiques environnementales.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour accorder une attention plus grande aux besoins des assistantes maternelles

Les attentes des assistantes maternelles en termes de formation et d'accompagnement ne doivent pas être oubliées dans la révision de la politique de la petite enfance.

- Nous développerons des Maisons des Assistantes Maternelles qui seront à la fois des structures de formation et d'échange de bonnes pratiques mais aussi des lieux pour se rencontrer et rompre l'isolement.
- Nous améliorerons la formation des assistantes maternelles en contrat avec la mairie et leur faciliterons l'accès à des structures municipales.

### Pour des crèches intergénérationnelles

La crèche est un lieu d'éveil sur le monde, elle permet aux jeunes enfants de développer leurs premières relations avec des individus du même âge. Elle doit aussi permettre de nouer des relations avec les autres âges.

- Nous développerons le lien entre les structures d'accueil de petite enfance et les écoles pour permettre de faire le lien avec l'étape suivante.
- Nous développerons le lien entre les structures d'accueil de petite enfance et les lieux d'accueil de personnes âgées pour faire le lien avec les générations précédentes.

### Pour co-construire la politique petite enfance

Une politique de la petite enfance améliorée ne peut faire l'économie d'une écoute attentive des besoins et de l'expertise des parents et des professionnel.le.s du secteur.

- Nous co-construirons la politique municipale petite enfance avec les parents volontaires, les assistant.e.s maternel.le.s et les représentant.e.s des structures d'accueil au sein d'un Conseil de la petite enfance.
- Nous créerons un poste de chargé de mission coordinateur pédagogique municipal responsable de la mise en place de la politique municipale petite enfance.

## CHAPITRE 2

# DES ÉCOLES QUI ÉDUQUENT AUX ENJEUX DU MONDE DE DEMAIN

L'éducation est la garantie de notre capacité à vivre ensemble et à s'épanouir en tant qu'individu. Pourtant, aujourd'hui, dans les écoles, on favorise la compétition à la coopération, on valorise la performance plutôt que la solidarité. Les enjeux de la citoyenneté, de l'écologie sont encore mal pris en compte dans les programmes.

C'est pourquoi nous voulons porter des projets éducatifs innovants, adaptés au contexte particulier de chaque école. Et alors que le nombre d'enfants inscrits dans les écoles de Rennes ne cesse de croître, environ 500 enfants supplémentaires par an, un autre défi se présente à nous. Il est indispensable de garder des écoles à taille humaine afin qu'elles restent le lieu de l'épanouissement, de la découverte et de la transmission de valeurs.

Nous mettrons toute notre énergie à offrir aux jeunes Rennais.es des écoles saines et écologiques qui réduisent au maximum leur empreinte énergétique et participent à lutter contre le réchauffement climatique.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour des écoles écologiques, plus saines

Nous voulons que les structures d'accueil soient encore plus respectueuses de la santé des enfants et de l'environnement.

- Pour toute nouvelle construction, le caractère écologique de la construction sera primordial: matériaux biosourcés sains, végétalisation pour garder la chaleur, économies et production d'énergie (rénovation énergétique, panneaux photovoltaïques).
- Nous lancerons un plan désamiantage des écoles.
- Nous installerons des garages à vélos et trottinettes dans toutes les écoles.
- Nous éditerons un guide écolo à destination des directeur.rice.s et associations de parents d'élèves (fournitures écolo, fête de l'école écoresponsable, sorties natures, etc.).
- Afin de réduire les taux de pollutions dans les établissements scolaires, et d'encourager l'usage de la marche et du vélo dès le plus jeunes âges nous expérimenterons, là où c'est possible, les fermetures à la circulation automobile des rues adjacentes aux écoles le matin et le soir.
- Nous végétalisons les cours d'école pour en faire des « cours d'école oasis », à l'épreuve de la canicule.

### Pour des cantines bio, locales et écolos pour tou.te.s!

Tous les enfants doivent pouvoir avoir accès à la cantine et y manger une nourriture de qualité. Manger moins de viande est aussi un enjeu de santé publique et de lutte contre le réchauffement climatique.

- Nous passerons à 50 % de denrées bio et locales à la cantine durant ce mandat en poursuivant un objectif de 100 % à terme.
- Nous proposerons deux menus végétariens (au lieu d'un aujourd'hui) pour tous les élèves chaque semaine.
- Nous proposerons chaque jour un menu alternatif végétarien
- Nous mettrons en place un plan de formation, de cuisine collective, pour sortir du recours systématique aux protéines animales dans les menus.
- La cantine sera gratuite (création d'une gratuité sociale) pour les plus pauvres et nous proposerons un petit déjeuner et une collation au goûter en maternelle et en élémentaire.
- Nous étudierons la possibilité de construire des cuisines à l'échelle des quartiers pour une nourriture de meilleure qualité gustative et nutritive pour les enfants.

### Pour améliorer les conditions d'accueil et de travail dans les écoles

Offrir aux enfants le meilleur cadre éducatif possible, cela passe notamment par des locaux de qualité et un personnel encadrant impliqué dans sa mission.

- Des écoles en nombre suffisant et à taille humaine! Nous étudierons la construction de 5 à 6 groupes scolaires supplémentaires.
- Nous soutiendrons l'ouverture d'une école Montessori et les pédagogies alternatives.
- Nous travaillerons un plan de déprécarisation des ATSEM\*.

### Pour une éducation au numérique responsable

Le numérique est partout dans notre vie, dès le plus jeune âge. C'est pourquoi nous devons éduquer très tôt les enfants à des usages sûrs, collectifs et enrichissants des outils numériques. Il faut leur donner les clés pour se protéger des dangers d'internet, garantir leur vie personnelle et tirer le meilleur parti des outils numériques (s'éduquer, découvrir, partager...).

- Pas de GAFAM\* à l'école! Nous voulons encourager l'apprentissage des logiciels libres.
- Nous proposerons des temps d'éducation aux usages numériques lors des périodes périscolaires.

### Pour une école où l'on apprend à être citoyen.ne

L'approche de la citoyenneté à l'école se fait aujourd'hui au travers des cours d'éducation civique qui peuvent se résumer à un apprentissage basique des institutions et de leur fonctionnement. Nous voulons promouvoir l'apprentissage d'une citoyenneté active où l'enfant apprend à discuter, débattre, porter des projets et construire un avis éclairé sur la vie publique.

- Nous voulons proposer un plan d'éducation au débat et à l'exercice de la citoyenneté dans les écoles pour apprendre à discuter, à débattre, à porter des projets.
- Nous instaurerons la consultation des enfants sur les grands aménagements qui concernent leur école ou leur quartier.
- Nous mettrons en œuvre un budget participatif des écoles rennaises.

\* **ATSEM** : Agent.e territoriale spécialisée des écoles maternelles

\* **GAFAM** : Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour une école qui éduque à la nature

On ne peut pas ignorer que les prochaines générations seront toutes des générations climat. L'école doit pleinement intégrer cette réalité et favoriser l'éveil à la nature et la reconnexion avec le vivant.

- Nous lancerons un grand plan d'éducation à la nature pour les tout.e.s-petit.e.s. Il débutera en crèche et sera poursuivi à l'école et dans les centres de loisirs, en lien avec les acteurs et actrices du mouvement de l'agriculture urbaine à Rennes (la Prévalaye, la ferme urbaine du Blosne, les jardins partagés...) et avec les espaces naturels de Rennes (prairies saint Martin par exemple).

- Nous voulons favoriser la mise en place de potagers dans chaque école.

### Pour une école ouverte sur le monde

L'école doit être le lieu de l'apprentissage du vivre ensemble et de la découverte de l'autre. Nous souhaitons soutenir la mobilité géographique et psychologique à l'école et ainsi encourager l'accueil de la différence.

- Nous étudierons la mise en place d'activités périscolaires autour du prendre soin de soi et des autres.

- Nous réfléchirons à la mise en place de jeux coopératifs dans les cours d'écoles avec une attention portée à ce qu'elles soient non genrées.

- Nous développerons des programmes d'échange avec des écoles d'autres pays, par exemple en s'appuyant sur le jumelage.

- Nous soutiendrons l'éducation à la vie affective et au vivre ensemble.

### Pour des écoles ouvertes sur le quartier

Nous ne voulons pas d'écoles citadelles coupées du monde et opérant une séparation stricte entre école et maison. Pour favoriser une certaine continuité dans l'éducation et la formation d'une communauté éducative, il faut ouvrir l'école sur l'extérieur et encourager tous les parents à entrer dans l'école.

- Nous réfléchirons l'ouverture sur le quartier et l'accessibilité de l'école en dehors des temps scolaires dès sa conception. Nous systematiserons l'accès aux plateaux sportifs attenants aux enfants du quartier en dehors des temps scolaires.

- Nous proposerons l'instauration d'espaces parents ouverts et animés en dehors des temps scolaires, en soirée et pendant les vacances. Nous voulons permettre aux parents de s'appropriier ces espaces en leur proposant d'y organiser diverses activités (cours de Français Langue Étrangère, activités manuelles...)

- Nous renforcerons la politique d'accompagnement à la parentalité ainsi que le service de Réussite éducative que nous voulons étendre à l'ensemble du territoire communal (et non plus seulement aux Quartiers Politique de la Ville).

### Pour une école où l'on apprend différentes langues et cultures

L'enfance est l'âge idéal pour se familiariser avec une nouvelle langue. Il faut encourager les enfants à se servir des capacités d'assimilation supérieures qu'ils possèdent à cet âge en leur donnant la possibilité de pratiquer plusieurs langues à l'école.

- Nous soutiendrons l'apprentissage du breton.

- Nous soutiendrons l'apprentissage des langues et cultures des parents des enfants d'origines étrangères.

- Nous mettrons en place l'apprentissage de la langue des signes française dans les écoles accueillant des enfants sourds.

### Les temps de l'école

Les rythmes scolaires sont un débat constant dans le domaine de l'Éducation Nationale. Nous prenons position pour la semaine de 4,5 jours. Nous pourrions proposer une adaptation des temps périscolaires afin de créer de véritables parcours éducatifs à l'année.

- Nous maintiendrons la semaine d'école à 4 jours et demi.

- Parce que chaque école a ses spécificités et ses différences, à la demande de la communauté éducative (parents, enseignant.e.s, agent.e.s de la Ville, enfant) nous pourrions envisager une adaptation au cas par cas des rythmes éducatifs pour un vrai parcours éducatif à l'année. Par exemple, dans ce cadre, la pause méridienne pourra être revue.

## CHAPITRE 3

# POUR UNE JEUNESSE ÉMANCIPÉE

Nous sommes l'une des métropoles les plus jeunes de France. À Rennes, un.e habitant.e sur deux a moins de 30 ans et les communes de la métropole comptent une population adolescente qui ne cesse d'augmenter.

Nous devons reconnaître et affirmer la jeunesse comme la tête de pont de la transformation écologique de notre territoire ! Il faut sortir des politiques familialistes et aller vers un modèle émancipateur qui laisse toute sa place à l'expérimentation. Faisons-leur confiance !

Pourtant en France avant 25 ans, les jeunes n'ont droit à rien, aucun minimum social. Comme si la galère était la règle, un bizutage social en somme. Comment entrer dans la vie active dans de telles conditions ? Nous devons lutter contre les inégalités et aider à l'émancipation de tous les jeunes, affirmer leur place en tant que ressource créatrice, innovante, génératrice de liens sociaux, force de proposition et de co-construction pour la fabrique de nos villes.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour renforcer la capacité d'agir des plus jeunes

Connaître les institutions, les règles de droit, c'est bien mais ça ne fait pas forcément de vous des citoyen.e.s équipé.e.s pour l'avenir. Être citoyen.ne, ça s'apprend en pratiquant !

- Nous voulons un budget participatif des écoles pour apprendre aux jeunes à coopérer et monter un projet, dès l'élémentaire.
- Nous voulons favoriser, en lien avec les associations, une éducation à la citoyenneté active et au débat argumenté en plus de l'éducation civique classique.
- Lors d'une semaine de la citoyenneté, nous proposerons aux collégien.ne.s et lycéen.ne.s de contribuer au budget participatif en débattant et choisissant des projets pour leur ville et leur quartier...
- Nous proposerons la même démarche aux universités et aux grandes écoles rennaises.
- Nous voulons expérimenter des temps d'accueil des nouveaux jeunes Rennais.es avec les élu.e.s de la ville.
- Nous voulons expérimenter des conseils de jeunes de quartier qui pourront prendre des formes différentes en fonction des envies des jeunes et des partenaires associatifs.

### Pour favoriser l'engagement et l'expérimentation pour les 18-30 ans

Les politiques de jeunesse doivent, plus que d'autres encore, faire preuve d'agilité et d'adaptabilité. La ville doit être un terrain où l'on expérimente, où l'on crée, où l'on s'engage pour ce qui fait sens pour nous.

- Nous voulons favoriser les lieux informels et d'usage mixte dans les quartiers, des tiers-lieux\*, que les collectifs de jeunes ou les associations peuvent investir de façon ponctuelle ou permanente, parfois en collaboration avec des entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire\*.
- Nous voulons créer un fonds dédié aux chantiers de jeunes, sans critère enfermant dans une thématique particulière (par exemple à la croisée de l'insertion, de la culture, de l'expression citoyenne, d'accès à la santé, etc.) pour favoriser une approche transversale et l'expérimentation.
- Nous voulons soutenir la création artistique amateur et les pratiques culturelles des jeunes des quartiers.

\* **Le tiers-lieu** se définit surtout parce qu'on y fait ! Fab-Lab, espace de coworking mais aussi espace associatif en autogestion, squats culturels ou politiques, il y a toutes sortes de Tiers-Lieux.

\* **Économie sociale et solidaire** : ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour lutter contre la pauvreté

Nous voulons lutter contre la précarité chez les jeunes et réduire les inégalités entre eux.

- Nous voulons mettre en œuvre un **revenu minimum garanti** dans la métropole pour les ménages les plus pauvres. Ce revenu minimum garanti sera ouvert aux majeurs de moins de 25 ans qui habitent à Rennes (voir partie 5 chapitre 1).
- Nous voulons proposer une **garantie locative\*** pour les jeunes métropolitains s'étant vus refuser la garantie Visale\* dont les nouveaux critères d'entrée excluent de nombreux jeunes.
- En lien avec les associations et le département, **nous voulons l'ouverture d'un lieu d'hébergement et de mise à l'abri pour tous les mineurs non accompagnés\*** et jeunes majeurs à la rue pour qui les structures classiques sont inadaptées.
- Nous renforcerons la **présence éducative sur l'espace public** et l'aller-vers pour les jeunes les plus éloignés des institutions.
- Nous renforcerons la **politique d'accompagnement à la parentalité** ainsi que le service de réussite éducative que nous voulons étendre à l'ensemble du territoire communal (et non plus seulement aux quartiers politique de la Ville).
- Nous mettrons en place une **carte Sortir! alimentaire** qui donne droit à une nourriture bio, locale, à moindre coût.
- Nous voulons dans un premier temps mettre en œuvre la **gratuité des transports pour les moins de 25 ans** et mettre à

l'étude la gratuité pour tou.te.s. Nous voulons étendre la gratuité sociale de l'eau et de l'énergie.

### Pour favoriser l'engagement dans l'ESS\*

Les jeunes sont très attirés par l'ESS qui correspond à leurs valeurs et à leurs modes de faire. Nous voulons renforcer les liens entre politique jeunesse et ESS.

- Nous créerons un **appel à projets spécifique** pour soutenir l'emploi des jeunes et la création d'activité par les jeunes.
- Nous soutiendrons l'**emploi associatif** par une subvention métropolitaine aux emplois associatifs d'intérêt métropolitain.
- Nous favoriserons la **création de CJS\* et CJM\*** sur tout le territoire de la Métropole.

\* **Garantie locative** : caution

\* **Garantie Visale** : caution accordée par le groupe Action Logement

\* **Economie sociale et solidaire** : ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale

\* **Mineurs non accompagnés** : jeune de moins de 18 ans qui n'a pas la nationalité française et se trouve séparé de ses représentants légaux sur le sol français

\* **CJS** : Coopérative Jeunesse de Services

\* **CJM** : Coopératives Jeunes Majeurs

### Favoriser la mobilité internationale pour tous les jeunes

Pouvoir voyager, découvrir de nouveaux mondes, de nouvelles cultures est un droit fondamental qui ne doit pas être réservé aux seul.e.s étudiant.e.s ou aux jeunes parmi les plus privilégiés. La vVille et la Métropole ont trop peu investi ce champ. Nous voulons une vraie politique rennaise de développement de la mobilité internationale pour tous les jeunes...

- En lien avec nos villes et associations de jumelage, **nous continuerons à encourager les échanges scolaires** notamment en se basant sur la notion d'échange entre établissements scolaires.
- Afin de **limiter l'impact carbone**, nous encouragerons prioritairement les déplacements faits en utilisant d'autres moyens de transport que l'avion.
- Nous mettrons en place une **bourse de voyage** ou de soutien à des projets de déplacements internationaux réservée aux apprenti.e.s.
- Nous soutiendrons les **chantiers solidaires internationaux** ainsi que les associations qui oeuvrent à la mobilité internationale des jeunes les plus éloignés des institutions ou en rupture avec le cadre scolaire.

### Pour revaloriser l'aide aux MJC et renforcer les structures de quartier qui accueillent les 15/25 ans

Les structures qui accueillent des adolescent.e.s et jeunes adultes n'ont pas toujours les moyens humains et matériels de mener à bien leur mission. Et parfois, ce n'est pas leur cœur de métier mais les jeunes sont quand même là! Il faut donner aux acteurs de terrain les moyens d'agir.

- Nous revaloriserons les **aides au fonctionnement des structures** qui accueillent déjà les 15-25 ans et celles qui voudraient développer cette mission.
- Nous construirons un **projet politique avec les MJC et les équipements de quartier** accueillant des jeunes autour de la démarche du hors murs/aller-vers, de la lutte contre les discriminations et de l'égalité femme-homme. Nous conditionnerons la revalorisation des aides à la mise en œuvre de mesures concrètes dans ces trois champs d'action.

## NOS ENGAGEMENTS

### À la métropole

La métropole de Rennes est l'une des rares à avoir investi la compétence jeunesse, ce qui n'est pas étonnant lorsqu'on sait que Rennes Métropole est l'une des plus jeunes métropoles de France.

- Nous pérenniserons la "plateforme jeunesse" de Rennes Métropole, espace d'outillage méthodologique à destination des communes et des professionnels. Nous voulons élaborer un outil collaboratif numérique en complément des outils existants (petits déjeuners entre professionnels, séminaires, émissions radio avec C-Lab, visites de terrain, etc.) et poursuivre le travail de développement des recherches-actions en lien avec les pôles de recherche du territoire.
- Nous voulons transformer l'appel à projets dédié aux projets de jeunes de Rennes Métropole en incubateur pour mieux accompagner l'émergence de projets portés par des jeunes.
- Nous voulons soutenir auprès de la CAF les projets du territoire afin de favoriser leur financement.

## CHAPITRE 4

# POUR UNE VIE ÉTUDIANTE RICHE ET SOLIDAIRE

Nous accueillons 70 000 étudiants, c'est plus qu'à Nantes, plus qu'à Lille. Cette jeunesse et l'ébullition festive, intellectuelle et politique qui en découlent sont constitutives de l'identité de notre ville. Pourtant, lors des dernières mobilisations contre des lois qu'ils jugeaient injustes, ils et elles ont été brutalisé.e.s et leurs revendications déconsidérées. Malgré les cris d'alarme, la pauvreté s'accroît progressivement parmi les jeunes et les étudiant.e.s.

À côté du développement des filières universitaires et de la recherche, les universités rennaises ont pris à bras le corps la question de l'amélioration de la vie étudiante dans le cadre du projet UNIR\*. La Métropole et la Ville doivent investir cette question à leur tour en développant une véritable politique pour une vie universitaire riche, une animation des campus en lien avec les quartiers et porter une attention particulière aux plus fragiles d'entre elles et eux.

*\* UNIR : regroupement de sept établissements d'enseignement supérieur et de recherche de la métropole rennaise.*

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour observer et évaluer les besoins

Parce que nous vivons dans une société qui évolue rapidement, nous devons rester au fait des évolutions de la vie des étudiant.e.s afin de développer des mesures adaptées à leur quotidien.

- Nous créerons un observatoire de la vie étudiante à Rennes dans le prolongement de l'étude menée conjointement par la Ville, la Métropole et les Universités depuis cinq ans sur les conditions de vie étudiante.

### Pour améliorer l'accueil des étudiants étrangers

Ils sont 25 000 à Rennes et font souvent de grands efforts financiers pour venir étudier en France. S'appropriier les démarches administratives et fournir les papiers est souvent un casse-tête pour elles et eux.

- Nous soutiendrons les universités dans leur refus d'augmenter les frais d'inscription pour les étudiants étrangers.
- Nous voulons que les étudiants étrangers aient le droit à la gratuité des transports et à la carte *Sortir!* de façon systématique et ce, dès la première année d'étude à Rennes.
- Nous renforcerons notre soutien au Centre de Mobilité Internationale.

### Pour des éco-campus

Les campus sont des lieux de vie et doivent donc être traités comme des quartiers comme les autres en apportant la même attention à leur impact environnemental.

- Nous voulons établir une charte Campus Durable pour mettre la diminution de l'empreinte énergétique des campus rennais au sein du projet d'établissement des universités et des écoles rennaises. Mobilités actives\*, collecte sélective des déchets, diminution des consommations d'eau et d'énergie, renaturation des campus et développement de la biodiversité, bâtiments écoconstruits seront au cœur du projet.

### Pour des campus « laboratoires de la vie »

Afin que tou.te.s puissent profiter de l'ébullition intellectuelle qui se joue sur les campus, nous souhaitons des campus ouverts sur la ville et ses habitant.e.s.

- Nous travaillerons à ouvrir les campus sur la ville et ses quartiers et à y faire venir les habitant.e.s et les associations du quartier lors d'événements ou de projets partagés entre associations/équipements de quartier et associations étudiantes.
- Nous développerons une approche des campus laboratoires sociaux, culturels, artistiques, sportifs.

\* **Mobilités actives**  
vélos, trottinettes, marche,



## FOCUS

### POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES ÉTUDIANT.E.S

Nous voulons un schéma métropolitain de la vie étudiante, qui travaille à l'accès à un logement de qualité, à des jobs étudiants qui ne mettent pas en péril les études, à la santé, à la culture.

#### ► Un plan pour le logement étudiant

- Nous voulons un plan pour le logement étudiant avec la mise en place d'un guichet unique pour simplifier les recherches et les procédures pour permettre un accès à un logement de qualité et plus diversifié (Habitat solidaire et intergénérationnel, habitat participatif, colocations solidaires) afin de diminuer la ségrégation spatiale des étudiant.e.s dans la ville.
- Nous proposerons une garantie locative\* pour tous les jeunes qui en ont besoin (refusés par Visale\*).
- Nous voulons également lutter contre les marchands de sommeil\*, contre les discriminations dans l'accès au logement.
- Dans le cadre d'une charte Ecocampus avec le CROUS\* et les universités, nous voulons poursuivre la rénovation des cités universitaires et améliorer leur performance énergétique et la qualité du bâti.
- Nous voulons développer les coopératives étudiantes et multiplier les structures de l'ESS\* qui permettront de développer la vie des campus et de créer de l'emploi étudiant de qualité.

#### ► Pour la santé des étudiants

- En lien avec le service de santé de la ville et le SIMPS\*, nous poursuivrons la démarche des campus promoteurs de santé en travaillant à l'accès à une alimentation de qualité, aux soins. En lien avec la Maison des adolescents, nous travaillerons à améliorer l'offre de soins en matière d'accompagnement psychologique et de santé mentale.

#### ► Pour un meilleur accès à la culture

- Nous voulons étendre au maximum d'acteurs culturels et sportifs les tarifs *Sortir!* et promouvoir des événements culturels et sportifs gratuits sur les campus, installer des œuvres d'art temporaires sur les sites universitaires.

\* **Garantie locative** : caution

\* **Visale** : caution accordée par le groupe Action Logement

\* **Marchand de sommeil** : bailleur qui fournit un hébergement cher et indécemment (exigu, insalubre, dangereux)

\* **CROUS** : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires – sa mission est d'améliorer les conditions de vie des étudiants.

\* **Économie Sociale et Solidaire** : ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale

\* **SIMPS** : service de santé des étudiants,

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour un soutien renforcé et éco-conditionné aux associations étudiantes

Les associations étudiantes sont un bon moyen de se familiariser avec la gestion de projet. C'est pourquoi nous devons les soutenir et les sensibiliser aux enjeux sociaux et écologiques du monde actuel.

- Nous voulons renforcer le budget dédié au soutien aux associations étudiantes, élargir les critères d'attribution et conditionner systématiquement les aides à la mise en place de mesures figurant dans la charte de l'écoresponsabilité dédiée aux acteurs et actrices associatifs rennais (égalité femme-homme, lutte contre les discriminations, écogestes)
- Nous éditerons un guide pratique des aides pour les associations étudiantes.

### Pour mettre l'enseignement supérieur et la recherche au service de la transition

Nous voulons assurer les conditions favorables à l'épanouissement et la réussite des étudiant.e.s et soutenir les actions qui ont un sens du point de vue environnemental et social. Les collectivités locales ne doivent négliger ni la mission de recherche ni celle de formation des universités. Nous voulons également encourager une logique de sites universitaires qui favorise la coopération entre établissements sans toutefois négliger une répartition équilibrée des sites de l'enseignement supérieur et de la recherche sur l'ensemble du territoire et pas seulement à Rennes.

- Nous respecterons l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.
- L'action de Rennes Métropole sera dirigée vers le soutien de projets de formation ou de recherche qui iront dans le sens de la transition écologique, facteur d'activités durables. Nous soutiendrons prioritairement la recherche autour de l'eau, des mobilités, de l'énergie. Nous impulserons une dynamique de recherche autour des changements de comportement liés à la société post-carbone\* (sciences sociales, sciences humaines).
- Nous soutiendrons les projets qui rapprocheront les sciences des citoyen.ne.s (expositions, conférences ouvertes, sciences participatives...).

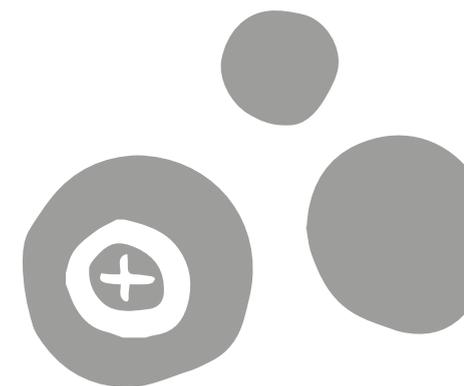
\* **Société post-carbone** : société libérée des énergies fossiles.

## CHAPITRE 5

# VIVRE EN BONNE SANTÉ À RENNES

À Rennes, la pollution atmosphérique est préoccupante et l'action menée jusqu'à maintenant a été insuffisante. Limiter le nombre de voitures en ville et sur la rocade, végétaliser au maximum la ville n'est pas seulement un enjeu de biodiversité et de lutte contre le réchauffement climatique mais surtout de santé publique.

Nous voulons une ville promotrice de santé, qui permet la prévention des risques et concourt au bien-être physique et psychique de ses habitant.e.s. Dans un contexte de souffrance de l'hôpital public, la ville doit innover et proposer une organisation qui permette l'accès aux soins, de lutter contre les inégalités sociales de santé et qui renforce la démocratie en santé.



## NOS ENGAGEMENTS

### Pour rendre la ville plus respirable

Chaque année la pollution de l'air cause une centaine de morts, ainsi que des affections respiratoires chroniques comme l'asthme ou les maladies cardio-vasculaires. Améliorer la qualité de l'air extérieur et intérieur est un enjeu majeur de santé publique.

- **Nous voulons une végétalisation massive des quartiers:** limiter au strict minimum l'abattage d'arbres et planter au moins 5000 arbres par an pendant 5 ans puis 8000 arbres par an. Objectif: 1 arbre par habitant.e d'ici 2035.
- **À Rennes Métropole, 65 % des trajets font moins de 3 km.** Dans la moitié des cas, ces petits trajets se font en voiture. Nous voulons diviser par 2 le nombre de voitures en circulation en ville pour ces petits trajets. Pour ce faire nous voulons développer les mobilités actives\*, renforcer l'offre de transports en commun et mettre en place leur gratuité pour les moins de 25 ans (voir partie 7 chapitre 5).
- **Rocade, objectif zéro bouchon.** Nous voulons encourager le covoiturage et réduire le nombre de voiture en expérimentant un péage positif\* pour rémunérer le covoiturage.
- **Nous voulons mettre en œuvre l'arrêt total des pesticides sur la ville** pour 2025 pour Rennes et en 2030 pour l'ensemble du territoire métropolitain.
- **Nous voulons conforter et étendre le programme des Ambassad'airs** de captation citoyenne des niveaux de polluants de l'air dans un objectif de prise de conscience citoyenne pour rendre

les habitant.e.s acteurs et actrices de la reconquête d'un air de qualité.

- **Nous voulons réduire la pollution de l'air intérieur dans les lieux accueillant du public** (écoles, crèches, bibliothèques, etc.). Nous voulons un plan pour la qualité de l'air intérieur à Rennes afin de généraliser l'usage de matériaux écologiques dans les rénovations et constructions neuves, dans le choix des mobiliers mais également dans les produits d'entretien.

### Pour une alimentation de qualité pour tout.e.s

Nous voulons donner la possibilité à chacune et chacun d'avoir accès à une alimentation de qualité et locale et encourager l'installation d'espaces agricoles, petits et grands, partout dans la ville.

- **Nous mettrons en œuvre un plan de développement de l'agriculture urbaine** en ville et de de l'agriculture paysanne et biologique dans la métropole et accompagnerons les paysans dans la sortie des pesticides.
- **Nous passerons au cours du mandat à 50 % de bio dans toutes les restaurations collectives** (écoles, crèches, maisons de retraite, restaurants administratifs) avec l'objectif d'atteindre 100 %. Nous proposerons chaque jour un menu alternatif végétarien dans les cantines scolaires. La cantine sera gratuite pour les familles les plus fragiles.
- **Nous favoriserons l'implantation de nouveaux jardins partagés** et installerons un jardin potager dans chaque école, dans

chaque crèche, dans chaque EHPAD\* pour renouer avec le vivant et le travail de la terre, sensibiliser à l'agriculture et à l'importance d'une alimentation bio et locale.

- **Nous planterons une végétation locale comestible** (arbres et arbustes fruitiers...) partout où c'est possible, par exemple en reprenant de l'espace sur la place dédiée aujourd'hui à la voiture.
- **Nous mettrons en œuvre une carte *Sortir!* alimentaire** pour permettre l'achat de produits bio et locaux de qualité à bas prix.

### Pour garantir l'accès aux soins pour tou.te.s

La médecine de ville tend à décliner et la demande de soins se reporte sur un hôpital public déjà en crise. Beaucoup de médecins partent à la retraite sans que d'autres s'installent forcément. Il faut des mesures incitatives et des dispositifs innovants pour maintenir un bon niveau d'offre de soins courants.

- **Nous voulons développer les centres de santé de quartier** comme celui du Blosne. Installé en SCIC, les jeunes médecins sont salarié.e.s et mutualisent les locaux, l'accueil et un poste de médiation en santé. La ville loue le local à prix modéré. C'est ce modèle de centre de santé issu de l'Économie sociale et solidaire\* que nous voulons voir se développer.
- **Nous voulons développer la médiation en santé** et l'allers-vers avec des équipes de santé mobiles. Nous soutiendrons notamment le projet de bus de soins dentaires.

- **Pour lutter contre les inégalités sociales de santé**, nous voulons développer la démocratie en santé et la capacité à agir, notamment dans les quartiers populaires. Nous voulons réserver une enveloppe budgétaire à l'innovation et l'expérimentation de projets santé d'habitant.e.s et d'associations de quartier. Dans ce cadre, la ville pourra proposer des formations à la promotion de santé pour les habitant.e.s pour développer leur expertise et leur autonomie.
- **Pour les personnes à la rue** et en très grande précarité, nous voulons un bus de soins dentaires.

- **Nous voulons, en lien avec les associations de prévention et de lutte contre les addictions**, la mise en place d'une salle de consommation à moindre risque (salle de shoot) à Rennes.

\* **Mobilités actives** : vélos, trottinettes, marche.

\* **Péage positif** : rémunération d'un conducteur qui accueille un autre passager à hauteur du prix d'un ticket de transport en commun, dans la limite de deux trajets par jour.

\* **EHPAD** : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

\* **Économie sociale et solidaire** : ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale.

## NOS ENGAGEMENTS

- Nous organiserons des États Généraux de la santé mentale en ville afin d'organiser une réponse collective au manque d'offre de soins en santé mentale et pour mieux coordonner le travail avec le CHGR (Guillaume Régnier) et les acteurs de terrain confrontés à la question des troubles psychiques (Maison des Adolescents, professionnel.le.s de santé, équipes mobiles psychiatriques, pompiers, police, travailleurs sociaux, etc.)

### Pour un urbanisme favorable à la santé

Chaque projet d'aménagement ou de rénovation urbaine peut être l'occasion de favoriser la mobilité quotidienne des habitant.e.s et des enfants, limiter la pollution de l'air par des matériaux de construction plus sains, limiter le bruit et permettre le vivre ensemble et la convivialité. La nature en ville a également des effets très bénéfiques sur la santé physique et mentale.

- Dans le cadre d'un ambitieux plan de végétalisation et de renaturation de la ville, nous voulons développer les jardins et potagers ainsi que les actions d'éducation à la nature dans les écoles et dans les EHPAD\*. Nous voulons aussi développer les activités de médiation de loisirs extérieures, notamment près de Rennes dans le cadre de l'aménagement des berges de la Vilaine dans la Métropole.

- Nous voulons favoriser l'utilisation des écomatériaux dans tout nouveau projet d'aménagement.

- Nous voulons créer des parcours sécurisés dans les quartiers afin de favoriser les trajets piétons de la maison à l'école pour les enfants.

- Nous voulons dans tous les quartiers enclencher une réflexion globale sur les trajets quotidiens et l'implantation d'aires de jeu afin de favoriser la mobilité des enfants au quotidien.

- Nous voulons poursuivre les aménagements cyclables sécurisés afin que chaque collégien.ne, chaque lycéen.ne puisse s'y rendre à vélo d'ici 2025.

- Nous voulons engager une réflexion sur les places dans la ville et les aménagements favorisant la convivialité.

### Pour des écoles promotrices de santé

Il n'existe aucune cohérence ni visibilité globale de la santé à l'école, au collège et au lycée. Pourtant, nous voulons développer dès la petite enfance les compétences des enfants afin qu'ils sachent plus tard faire les choix favorables à leur santé (choix alimentaires, ne pas fumer, limiter les écrans, etc.) et qu'ils et elles soient acteur.trice.s de leur parcours en santé.

- Nous voulons mettre en place un parcours d'éducation à la santé depuis la crèche jusqu'au lycée et étendre à l'ensemble des écoles l'expérimentation « Mieux se connaître pour mieux vivre ensemble » portée par la Ville en lien avec les équipes éducatives et les antennes de quartier.

- Nous voulons développer les partenariats avec les collèges et lycées afin de travailler à la continuité du parcours d'éducation en santé de la petite enfance jusqu'à l'université.

- Nous voulons renforcer l'éducation par les pairs chez les jeunes et soutenir les services civiques et les ambassadeurs en santé.

### Pour limiter l'exposition aux ondes

Durant ce mandat, nous avons veillé à réduire l'exposition aux ondes dans les crèches et les écoles. Mais le « bain électromagnétique » auquel nous sommes exposés chaque jour doit être mieux maîtrisé. Les niveaux d'ondes mesurés dans le métro mettent en danger la santé des Rennaises et des Rennais.

- Nous actualiserons la charte de la téléphonie mobile et la porterons à l'échelle métropolitaine, en indiquant une valeur maximale d'exposition aux ondes de 0,6 V/m, ramenée à 0,2 V/m près des lieux recevant des publics sensibles (crèches, écoles, maisons de retraite...).

- Dans le métro, nous voulons que les seuils fixés dans la délibération cadre soient réellement appliqués et que nous tendions vers les 0,6 V/m (0,2 V/m à terme).

- Nous nous opposons à l'arrivée de la 5G sans études d'impact sanitaire. La 5G interroge de plus en plus de spécialistes et nous devons appliquer le principe de précaution, notamment pour les plus fragiles (femmes enceintes, enfants, personnes âgées).

\* EHPAD : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

## PARTIE 9

# LA CULTURE ET LE SPORT POUR VIVRE ENSEMBLE



L'accès à la culture, au sport, aux loisirs est crucial dans la construction de l'individu, et ce tout au long de la vie. Les valeurs de partage, de respect, de collectif, sont les garantes d'une émancipation dont chaque personne se nourrit pour fabriquer une société du vivre-ensemble propre à la ville que nous voulons.

La collectivité doit accompagner l'accès à ces pratiques pour tou.te.s, non seulement pour renforcer le bien-être des habitant.e.s mais également pour favoriser le lien social, terreau d'une société tolérante et ouverte sur le monde dans sa diversité.

À l'heure où l'on ne peut plus dissocier le combat environnemental de la justice sociale, il est également de notre devoir de faire évoluer ces pratiques culturelles, sportives, et de loisir vers plus d'écoresponsabilité\*. Aux grands événements, aux grands équipements, nous préférons les projets de proximité, construits par et pour les habitant.e.s du territoire, respectueux de l'environnement et permettant à toutes nos richesses locales de se déployer et de bénéficier à tou.te.s.

---

\* **Écoresponsabilité** : volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte dans les enjeux liés aux déchets, à l'énergie, à la pollution générée, aux émissions de gaz à effet de serre et à la consommation des ressources.

## CHAPITRE 1

# UNE VIE CULTURELLE FOISSONNANTE POUR TOU.TE.S ET PAR TOU.TE.S

L'accès à la culture est un droit et doit offrir à chacun.e des espaces d'émancipation mais aussi de découverte et d'ouverture d'esprit. Les créations et les lieux culturels peuvent également transmettre des valeurs fortes comme la solidarité, l'égalité ou l'écoresponsabilité\*. Les villes et leurs habitant.e.s se nourrissent de leur diversité culturelle, c'est pourquoi nous souhaitons continuer à défendre la possibilité pour toutes les cultures de s'épanouir à Rennes. Au cours du mandat précédent, les élu.e.s écologistes ont fait de cette question une priorité avec l'organisation dès 2015 des États généraux de la culture. Ce processus

de co-construction avec les acteurs et actrices de la culture et les citoyen.ne.s a permis de mieux cibler leurs besoins et envies dans la conception du projet culturel de la Ville. En sont ressortis 104 engagements concrets en matière d'accès à la culture et de création culturelle qui ont constitué une feuille de route pour le mandat qui s'achève.

Mais en matière d'accès à la culture, de soutien à la création artistique, de promotion des langues de Bretagne ou encore d'écoresponsabilité\*, il reste encore du travail à mener ! La vie culturelle rennaise est riche, exigeante et créative, nous voulons continuer de la mettre en valeur et de la rendre accessible à tous et toutes.

*\* Écoresponsabilité : volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte dans les enjeux liés aux déchets, à l'énergie, à la pollution générée, aux émissions de gaz à effet de serre et à la consommation des ressources.*

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour associer les acteurs culturels et les habitant.e.s à la politique culturelle

Nous voulons une action culturelle publique co-construite avec les habitant.e.s et les acteurs culturels. Nous voulons partager avec elles et eux les enjeux sociaux, démocratiques, économiques et écologiques, et particulièrement l'urgence climatique, l'égalité femme-homme, l'égal accès de tou.te.s aux ressources culturelles et l'équilibre territorial. Ainsi nous soutiendrons particulièrement les projets culturels participatifs, contribuant à l'émancipation des personnes, à créer du commun et à renforcer le lien social.

- Nous favoriserons la participation active de tou.te.s à la gouvernance des lieux culturels et à l'élaboration des projets culturels.
- Nous associerons les acteurs culturels, sociaux et éducatifs, et les habitant.e.s volontaires à l'évaluation et à l'évolution de la politique culturelle de la Ville (Assemblée annuelle des acteurs, Conseil des Bienveillers, démarches systématiques de participation citoyenne et de co-construction).

### Pour l'exercice des droits culturels et l'accès de tou.te.s aux pratiques culturelles

Nous voulons créer les conditions de la participation de chacun.e à la vie culturelle, dans la jouissance pleine et entière de ses droits culturels.

- Nous prendrons en compte la diversité des expressions culturelles et linguistiques des habitant.e.s, dans tous les services publics (culture, éducation, transports, sports, social, communication, vie des quartiers, vie associative...)
- Nous faciliterons l'accès à la culture (ressources, éducation, formation artistique à tous âges) en généralisant une communication facile à lire facile à comprendre\*, en mettant en place une tarification solidaire par l'extension de la carte Sortir!
- Nous nous engageons à ce que 100 % des enfants scolarisés à Rennes participent à une action longue d'éducation artistique et culturelle grâce à une coopération avec l'Éducation nationale et la DRAC\*.
- Nous lutterons contre les déserts culturels avec la Métropole, le département d'Ille et Vilaine et la région Bretagne en favorisant les coopérations entre structures, en construisant ensemble un projet culturel à l'échelle des 43 communes de la métropole, en mettant en place des jumelages...

*\* Communication facile à lire facile à comprendre : transcription d'un langage classique en langage compréhensible par tous.*  
*\* DRAC : Direction Régionale des Affaires Culturelles.*

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour favoriser la création et la pratique artistique et culturelle

Nous voulons garantir aux artistes et aux acteur.trice.s culturels de bonnes conditions de formation et de recherche, la réalisation de leurs créations, projets culturels et actions de transmission.

- Par la création d'un campus supérieur artistique rue Hoche, un soutien adapté aux nouvelles missions du Conservatoire et un soutien renforcé à la pratique amateur, nous développerons l'offre et l'accès à des formations artistiques et techniques de qualité.
- Nous créerons de nouveaux équipements culturels, notamment un lieu dédié aux arts de la rue et du cirque, un lieu de concerts d'environ 300 places accessible aux associations locales en totale autonomie, un lieu dédié à l'image animée dans l'ancien cinéma Arvor. Nous imaginerons avec les acteur.trice.s du secteur de l'audiovisuel et Rennes Métropole un projet de lieu collectif dédié à la production d'images avec une forte dimension éducative.
- Nous réhabiliterons le Théâtre du Vieux Saint Étienne pour conforter ce lieu de création et de diffusion artistique.
- Nous créerons un logement pour les artistes en résidence au Garage.
- Nous veillerons à la juste rémunération des artistes au moyen d'une charte contraignante de bonnes pratiques adaptée à chaque secteur.
- Nous renforcerons l'aide à l'emploi artistique dans les cafés cultures.

### Pour des pratiques écoresponsables

Rennes est connue pour sa richesse culturelle, son offre pléthorique de festivals. En travaillant en concertation avec les organisateurs, nous voulons faire progresser les pratiques écoresponsables et l'égalité.

- Nous continuerons à conditionner les aides à des pratiques écoresponsables visant l'exemplarité (réduction des déchets, restauration bio locale, sobriété énergétique...).
- Nous conditionnerons les aides de la Ville à des engagements concrets en termes d'égalité entre les femmes et les hommes.
- Nous mettrons en place une charte éthique et un dispositif facilitant les signalements pour lutter contre le harcèlement sexuel et toute forme de sexisme dans la vie culturelle.
- En identifiant collectivement des objectifs de diversité, nous voulons lutter contre toutes formes de discrimination liées au genre, à la couleur de peau, au handicap ou aux origines culturelles et sociales.
- Nous soutiendrons les initiatives culturelles mettant en œuvre le réemploi\* de matériaux et la mutualisation de matériel technique et des espaces de travail.

---

\* **Réemploi** : récupération des objets avant qu'ils ne soient jetés afin de leur donner une seconde vie.

### Pour élargir l'accès à la lecture et aux œuvres du fonds communal

Parce que notre fonds est riche et qu'il doit être partagé par tou.te.s les Rennais.es, parce que les bibliothèques doivent aussi être des lieux d'inclusion sociale, nous voulons améliorer les conditions de mise en commun des œuvres et des services rendus par les bibliothèques municipales.

- Nous créerons deux bibliothèques de type tiers-lieu\* dans les quartiers Baud Chardonnet et Armorique-Plaisance-Saint Martin.
- Nous développerons les services de bibliothèque hors les murs (dans les squares, les halls d'immeubles...) et créerons un service de prêt à domicile pour les seniors.
- Nous mettrons en œuvre une politique de soutien à la lecture publique, à l'édition et aux réseaux des libraires indépendants.
- Nous créerons une artothèque pour valoriser et rendre accessible à tous le patrimoine du fonds communal d'art contemporain.

### Pour une politique culturelle à l'échelle de la métropole

Nous voulons co-construire dès 2020 un projet culturel de territoire avec les 43 communes de la métropole pour mettre en commun le territoire, ses ressources culturelles, ses artistes et ses publics, partager un horizon commun et un plan d'actions cohérent.

- Nous élaborerons un projet culturel de territoire qui associe l'ensemble des parties prenantes à la vie culturelle: acteurs et actrices culturels, artistes, habitant.e.s, acteurs et actrices éducatifs ou sociaux...
- Nous engagerons tous les équipements et organisateurs d'événements culturels dans l'écoresponsabilité\*, vers l'égalité femme-homme, la lutte contre les discriminations et dans la prévention des risques en milieux festifs...
- Nous mettrons en place une tarification solidaire commune pour l'accès à la culture: élargissement de la carte *Sortir!* taux d'effort\* égaux pour chacun.e, billets solidaires.
- Par une tarification spécifique et un soutien financier, nous favoriserons l'organisation d'événements culturels portés par les acteurs locaux dans le Couvent des Jacobins.

---

\* **Le tiers-lieu** se définit surtout parce qu'on y fait! Fab-Lab, espace de coworking mais aussi espace associatif en autogestion, squats culturels ou politiques, il y a toutes sortes de tiers-lieux.

\* **Écoresponsabilité** : volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte dans les enjeux liés aux déchets, à l'énergie, à la pollution générée, aux émissions de gaz à effet de serre et à la consommation des ressources.

\* **Taux d'effort** : rapport entre la somme des dépenses liés à un secteur (logement, culture...) et les revenus des ménages.

## NOS ENGAGEMENTS

- Nous proposerons une grande **manifestation collective biennale\*** mobilisant toutes les structures culturelles volontaires présentes sur la métropole, avec la création d'un dispositif de collectage et de valorisation de la mémoire des habitant.e.s, en association avec le Musée de Bretagne et l'Ecomusée.

### Pour la LSF (Langue des Signes Française)

Longtemps interdite en France, la LSF est reconnue langue naturelle des sourds et enseignée depuis 2005. Au-delà de la question d'accessibilité, le soutien à la LSF est aussi une action à mener dans le cadre d'une politique de diversité linguistique et d'exercice des droits culturels des sourds qui se revendiquent de cette communauté.

- Nous développerons la **communication de la ville en LSF**, ainsi que l'interprétariat pour les conseils municipaux et toutes les grandes manifestations publiques.
- Nous développerons l'**apprentissage de la LSF**, notamment auprès des agents accueillant du public et travaillant dans les écoles accueillant des enfants et parents sourds.
- Nous encouragerons le **développement de pratiques artistiques** telles que le théâtre sourd, le chant-signé, les événements en LSF dans la ville.

\* **Biennale** : exposition qui a lieu tous les deux ans.



## FOCUS

### POUR LA PROMOTION DES LANGUES DE BRETAGNE

**Nous voulons renforcer la politique linguistique de la Ville. Les langues de Bretagne constituent une richesse de notre territoire.**

**Elles participent pleinement à l'identité rennaise et permettent de créer du lien social et une dynamique associative. Leur pratique relève des droits culturels.**

- Nous soutiendrons les **associations de promotion** des langues parlées à Rennes, notamment le breton et le gallo.
- Nous **systématiserons le bilinguisme dans la signalétique des rues** et développerons l'usage du breton dans les services et la vie publics (accueil, documents administratifs, outils de communication, signalétique, visites guidées...)
- Nous développerons **l'apprentissage et l'enseignement de la langue bretonne** de la petite enfance à l'Université: création d'une seconde crèche immersive, développement d'une filière bilingue breton-français par quartier, généralisation progressive de l'offre d'initiation facultative à la langue bretonne dans le premier degré.
- Nous signerons la **charte Dam Yan Dam Ver** en faveur du gallo et offrirons une initiation facultative au gallo dans les écoles primaires.
- Nous renforcerons le soutien à **Diwan** en améliorant les conditions d'accueil des enfants scolarisés.
- Nous soutiendrons le projet de **radio locale en langue bretonne.**
- Nous améliorerons **l'attractivité des formations en breton** pour les adultes et particulièrement pour les agents municipaux (formation sur le temps de travail, accès aux formations intensives, ateliers...).
- Nous associerons les partenaires de la Ville à une réflexion sur **la création d'un pôle langue bretonne et d'un pôle ressources du gallo.**

## POUR DES LOISIRS NATURE, SOLIDAIRES ET ÉCORESPONSABLES

Rennes, par sa position de capitale et porte d'entrée de la Bretagne, draine un nombre important de touristes chaque année. Elle le doit à la densité de son offre culturelle et sportive, à son patrimoine, ses commerces mais aussi à la proximité de la nature et d'autres pôles d'intérêt touristique comme Saint-Malo et le Mont Saint-Michel. La construction de la ligne à grande vitesse a également entraîné une augmentation du nombre de nuitées à Rennes, +5 % en un an, dont une partie pour le loisir mais également pour un tourisme d'affaire qui se développe autour du Couvent des Jacobins.

Toutefois, une augmentation du tourisme est synonyme d'une augmentation des déplacements et donc des émissions de CO2. Pour en prendre le contrepied, il est intéressant de développer à Rennes un éco-tourisme, plus raisonné en consommation de ressources et moins émetteur de déchets et de pollutions.

Nous voulons faire de Rennes une ville pionnière en matière de tourisme responsable et écologique. Nous voulons tendre vers un tourisme zéro carbone en favorisant un éco-tourisme urbain à Rennes. Pour cela, nous agirons à la fois sur les déplacements afin de diminuer l'empreinte carbone mais aussi sur la production de déchets. En parallèle, nous voulons encourager les Rennais. es à se tourner vers des loisirs plus "verts", en lien avec nature.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour un tourisme vert

À l'heure où le tourisme de masse est un véritable fléau pour la planète, nous voulons proposer des alternatives locales plus écologiques pour allier loisirs, découverte de nouveaux horizons et préservation de l'environnement.

- Nous voulons rédiger une charte écoresponsable des professionnels du tourisme avec des engagements forts en matière de gestion des déchets, de l'eau et de l'énergie.
- Nous voulons faire de Rennes le point de départ d'un tourisme breton à vélo en améliorant la signalisation, la communication et la promotion touristique qui y sont dédiés. Nous engagerons avec le conseil régional un travail sur les aménagements cyclables vers les autres sites touristiques bretons au départ de Rennes.
- Nous voulons faire de Rennes une ville que l'on visite à vélo en améliorant la signalisation au niveau de la gare avec des indications de temps. L'accueil à vélo des professionnels devra également être amélioré en lien avec les professionnels du tourisme.
- Nous voulons ré-organiser la promotion touristique en visant plutôt un touriste venu de France et arrivant en gare de Rennes en bus ou train.

- Nous mettrons en œuvre le schéma des canaux partagés avec la Région Bretagne pour valoriser les activités d'éco-tourisme fluvial autour de la Vilaine et du Canal d'Ille et Rance. Nous étudierons la création d'un port à Apigné et Baud-Chardonnet. Nous envisagerons l'installation de péniches d'activités et de logement sur les quais Saint Cast ou encore Alain Gerbault.

### Un droit aux vacances pour tou.te.s!

Les vacances permettent de s'évader de son quotidien, de passer des moments inoubliables, de resserrer les liens familiaux... C'est aussi un outil utile aux travailleurs sociaux, aux éducateurs et aux animateurs de loisirs.

- Nous voulons promouvoir des actions pour offrir aux personnes seules, en situation de handicap, aux familles, aux seniors, aux jeunes et aux enfants l'occasion de partir quelques jours en renforçant l'offre de séjour à la journée comme Rennes à la mer et au vert, en développant une offre de tourisme pour petits budgets sur le territoire métropolitain notamment en lien avec le projet Vallée de Vilaine et en développant les mini camps, les séjours familiaux ou de loisirs nature.

# ACCOMPAGNER LES ÉVOLUTIONS DU MONDE SPORTIF

Le monde du sport est en permanente évolution. Deux tiers des habitant.e.s pratiquent majoritairement une activité physique en dehors de toutes structures classiques, pour le plaisir et pour se maintenir en forme. Challengeés par ces pratiques dites "libres", les associations et les clubs sportifs s'interrogent sur leur modèle. La ville doit offrir un cadre à la fois sécurisant et qui s'adapte à ces nouvelles pratiques toujours en évolution, source de créativité et de renouvellement de pratiques dites "institutionnelles".

Aux côtés des associations, il nous faut également redynamiser la pratique en clubs et en associations. Le Conseil du Sport rennais est un espace privilégié pour revisiter le modèle du sport traditionnel. Il faut des politiques publiques pour changer l'image des sports dits de compétition et encourager la pratique des femmes,

des jeunes et des personnes en situation de handicap. Il faut remettre au goût du jour les valeurs sportives de solidarité, d'esprit collectif, de confiance en soi et de plaisir et faire mieux le lien avec la question du sport santé et du socio-sport\* pour aller chercher les habitant.e.s les plus éloignées de la pratique sportive. C'est un enjeu de justice sociale mais également de santé publique.

Nous voulons travailler avec tous les acteurs et actrices du sport rennais et les pratiquant.e.s à un sport qui concourt à la lutte contre les discriminations, à l'égalité femme-homme et qui s'inscrit dans une démarche de durabilité et d'écoresponsabilité\*. En parallèle, nous voulons améliorer l'offre en termes d'équipements sportifs pour permettre à chacun.e d'avoir accès à des installations sportives de qualité et proches de chez soi.

\* **Socio-sport** : activités conçues pour amener à la pratique sportive les personnes qui en sont les plus éloignées habituellement.

\* **Écoresponsabilité** : volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte dans les enjeux liés aux déchets, à l'énergie, à la pollution générée, aux émissions de gaz à effet de serre et à la consommation des ressources.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour garantir une pratique sportive dès le plus jeune âge

Si beaucoup de jeunes pratiquent un sport de façon ponctuelle, celui-ci ne permet pas de compenser les effets néfastes pour la santé d'une vie de plus en plus sédentaire au quotidien et d'une alimentation inadaptée. Nous voulons redonner le goût d'une activité régulière et structurée dès le plus jeune âge.

- Nous voulons mettre en œuvre un PEPS (Parcours d'Education Physique et Sportive) pour les enfants dès la crèche.
- Nous continuerons à soutenir le centre d'initiation sportive qui permet aux enfants d'élémentaire de découvrir et de s'initier à de multiples activités sportives.
- Nous systématiserons la découverte de pratiques adaptées aux tout.e.s-petit.e.s dans les crèches et de la pratique sportive dans le cadre des activités périscolaires.
- À l'image de l'apprentissage de la natation, nous proposerons aux écoles des cycles de pratiques sportives sur les temps scolaires en lien avec les CIS\* et les clubs.
- Nous renforcerons le service d'ETAPS\* afin de mettre en œuvre le plan d'éducation physique et sportive .

\* **CIS** : Centre d'Initiation Sportive.

\* **ETAPS** : Educateurs sportifs municipaux .

\* **Socio-sport** : activités conçues pour amener à la pratique sportive les personnes qui en sont les plus éloignées habituellement.

### Pour une pratique accessible à tou.te.s

Beaucoup de personnes sont exclues de la pratique sportive pour des raisons sociales ou culturelles. Nous souhaitons promouvoir une pratique sportive accessible, ouverte et qui concourt à la santé et au vivre-ensemble. Nous souhaitons également favoriser les pratiques libres spontanées dans un cadre sûr et facilité.

- Nous renforcerons l'offre socio-sportive\* en lien avec les associations dans une démarche d'aller-vers et de pratiques hors les murs.
- Nous voulons développer une pratique sportive mixte et accessible à tou.te.s dans l'espace public (places, rues) ou dans des lieux atypiques.
- Nous voulons développer les équipements sportifs en libre accès et travailler à des aménagements pour favoriser la pratique sportive des femmes et des personnes en situation de handicap dans l'espace public (éclairage, aménagements de voirie, etc.)
- Nous voulons développer le sport-santé très favorable aux femmes qui sont plus éloignées de la pratique sportive, en lien avec les différents pôles de santé de la ville.
- Nous travaillerons en lien avec les acteurs à la généralisation de la tarification *Sortir!*
- Nous travaillerons avec les universités pour favoriser le sport universitaire dans la ville et les parcours combinant études et pratique de haut niveau pour les étudiants.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour renforcer l'égalité et la lutte contre les discriminations dans le sport

Nous devons garantir l'ouverture des pratiques à tou.te.s, quel que soit son genre, son origine sociale ou ethnique et favoriser l'inclusion des pratiquant.e.s en situation de handicap. Tous ensemble nous devons lutter contre le racisme et le sexisme et promouvoir l'égalité.

- Nous souhaitons travailler au sein du Conseil du Sport rennais à l'intégration des labels "diversité" et "égalité" de l'AFNOR pour accompagner les structures qui s'engagent contre le racisme, le sexisme et pour l'inclusion. Il y a un fort enjeu notamment à former les professionnel.le.s et bénévoles sur ces questions et à évaluer les pratiques et les mesures mises en œuvre.
- Nous soutiendrons les structures qui développent des sections féminines et qui intègrent des femmes et les jeunes dans la gestion de la structure. Nous conditionnerons par exemple le soutien à l'équipe de football du Stade Rennais à la création d'équipes féminines.
- Nous voulons développer la place des filières handisport et renforcer l'intégration des enfants en situation de handicap dans les clubs sportifs.
- Pour toute rénovation et création d'équipements sportifs, nous veillerons à ce que l'accessibilité handicapé soit prise en compte.

- Nous proposons la constitution d'un collège de pratiquant.e.s en situation de handicap et de handisport au Conseil du Sport rennais, ainsi qu'un collège de jeunes pratiquants (lycéens, étudiants, jeunes actifs).

### Pour des équipements sportifs de proximité

Rennes manque d'équipements, notamment de piscines. Nous souhaitons garantir des équipements en proximité, partout dans la ville.

- Nous voulons rénover et développer les équipements sportifs existants: les quartiers Beauregard, Jean Coquelin et Haut Sancé accueilleront de nouveaux équipements.
- Nous rénovons la piscine de Villejean.
- Nous envisagerons la création d'un nouvel équipement sportif au nord-est de Rennes. Son implantation devra être respectueuse du quartier et de la nature en ville. Sa construction devra être exemplaire au plan environnemental (bâtiment à énergie positive\*, label biosourcé, production d'énergie renouvelable...)

\* **Énergie positive :**  
produisant plus d'énergie  
qu'elle n'en consomme

- En lien avec les communes, nous étudierons la possibilité d'un schéma des piscines à l'échelon de la Métropole qui permettrait de travailler à la mutualisation des bassins de nage, à des tarifications harmonisées et à l'éventuelle construction d'une nouvelle piscine sur la Ville de Rennes.

- Nous nous opposerons à la construction de l'Arena et préférons adapter les équipements actuels à l'évolution des pratiques et au sport de haut niveau. Le gymnase Géniaux peut par exemple à moindre coût être adapté au handball de haut niveau.

### Pour favoriser un sport durable

Nous voulons diffuser la culture de l'écoresponsabilité\* et accompagner les acteurs dans l'organisation de manifestations sportives exemplaires et limiter au quotidien leur empreinte écologique (déplacements, déchets...). Nous voulons favoriser la formation des animateurs et animatrices sportifs aux enjeux écologiques et de leur transmission aux jeunes.

- Nous voulons augmenter la qualité et le rythme des rénovations des équipements sportifs pour viser une efficacité énergétique exemplaire. En concertation avec les usagers, nous rénovons deux équipements par an.

- Nous voulons impulser la création d'un réseau des villes éco-sportives et nous élaborerons en concertation avec le mouvement sportif de la métropole une charte du sport rennais pour le développement durable. Elle donnera un cadre à l'attribution des aides aux structures.

- Nous favoriserons la création d'une recyclerie sportive qui permet de collecter, réparer puis réemployer le matériel sportif, revendu à des tarifs très accessibles aux clubs ou aux pratiquant.e.s.

- Nous souhaitons couvrir de panneaux photovoltaïques le toit du Roazhon Park pour garantir, a minima, l'autonomie énergétique de l'équipement.

---

\* **Écoresponsabilité :** volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte dans les enjeux liés aux déchets, à l'énergie, à la pollution générée, aux émissions de gaz à effet de serre et à la consommation des ressources.

## CHAPITRE 4

# UNE VIE ASSOCIATIVE CONFORTÉE ET REDYNAMISÉE

Les associations sont des acteurs incontournables dans la mise en œuvre des politiques publiques locales. Malmenées ces dernières années avec l'abandon progressif des emplois aidés et toujours plus sollicitées par les pouvoirs publics, les associations d'éducation populaire font œuvre de service public avec des moyens parfois restreints.

Nous voulons renforcer notre soutien aux acteurs associatifs partenaires de longue date de la ville autour d'un projet politique partagé afin de répondre aux problématiques sociales et éducatives actuelles. Nous voulons également permettre l'émergence de nouvelles associations et de nouvelles formes d'engagement indispensables à la redynamisation du paysage associatif local.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour conforter notre soutien aux acteurs associatifs autour d'un projet partagé

- Nous nous engageons à maintenir le niveau de soutien de la ville aux associations qui constituent des ressources éducatives et citoyennes pour le territoire, et/ou qui subissent lourdement des désengagements de l'Etat.
- Nous voulons renforcer le soutien de la ville aux MJC, maisons de quartier et autres équipements qui travaillent déjà ou souhaitent travailler sur l'accueil et l'accompagnement des 15-25 ans.
- Dans le cadre des conventionnements nous voulons travailler autour de 3 objectifs partagés:
  - Le développement de la pédagogie sociale dite hors les murs ou d'aller-vers. Nous voulons en faire un vrai projet politique partagé avec une méthode commune.
  - La lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes en interne des structures, comme à l'externe.
  - Accompagner à l'écoresponsabilité\* des structures qui devront travailler à réduire l'impact écologique de leur activité et promouvoir l'exemplarité.

\* **Écoresponsabilité** : volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte dans les enjeux liés aux déchets, à l'énergie, à la pollution générée, aux émissions de gaz à effet de serre et à la consommation des ressources

### Pour aider à la structuration du milieu associatif et soutenir l'emploi

Les associations sont un vivier d'emplois qu'il faut développer, elles sont aussi en première ligne dans le développement de l'insertion professionnelle des jeunes bénévoles et jeunes engagés.e.s.

- Nous proposons de créer un espace permanent de concertation de type Conseil Rennais de l'Éducation Populaire entre les différents acteurs du secteur afin de développer un projet partagé et orienter l'action associative vers des objectifs identifiés comme prioritaires par les associations elles-mêmes ou les citoyens.
- Nous aiderons au développement de l'engagement associatif en étant moteur sur la question de la formation des bénévoles et de l'engagement des jeunes. Nous soutiendrons les initiatives en la matière et favoriserons les acteurs faisant preuve d'exemplarité dans leur fonctionnement démocratique. Nous nous engageons à accompagner plus largement le dispositif service civique et à valoriser les parcours associatifs.
- Nous soutiendrons l'emploi associatif par une subvention métropolitaine aux emplois associatifs d'intérêt métropolitain pour des emplois associatifs stables dans le temps, non précaires, qui répondent avec pertinence à un besoin local.
- Nous accompagnerons les associations dans la mise en place de solutions modernes et efficaces de communication et de gestion administrative et financière de leurs activités.

## NOS ENGAGEMENTS

- **Nous favoriserons le partage des ressources.** Dans un objectif de réduction des dépenses et de l'empreinte écologique des associations, la Ville peut accompagner la mise en place d'une solution de partage du matériel technique, pédagogique, sportif... Elle peut aussi rendre son parc technique plus facilement accessible à toutes les associations.

### Pour soutenir les nouvelles formes d'engagement

Les petites ou nouvelles associations peinent parfois à trouver leur place. Nous voulons permettre l'émergence des projets d'habitant.e.s et accompagner les associations émergentes. Nous voulons favoriser l'expérimentation et les nouvelles formes d'engagement.

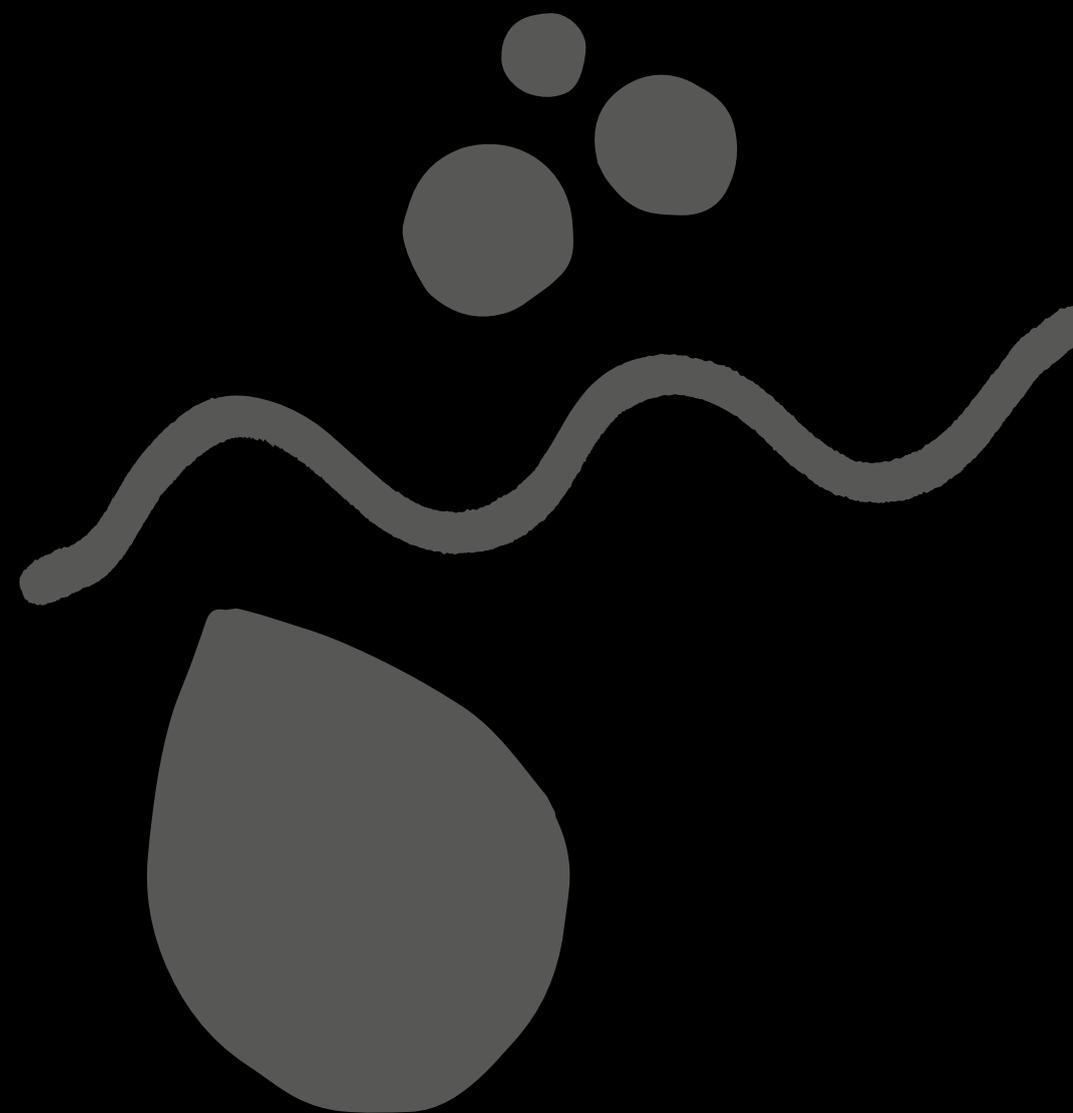
- **En favorisant les lieux informels et d'usage mixte dans les quartiers,** des tiers-lieux\*, que les collectifs ou les associations peuvent investir de façon ponctuelle ou permanente, parfois en collaboration avec des entreprises de l'Économie sociale et solidaire.

- **En créant un fonds dédié aux chantiers de jeunes,** sans critères enfermant dans une thématique particulière (par exemple à la croisée de l'insertion, de la culture, de l'expression citoyenne, d'accès à la santé, etc.) pour favoriser une approche transversale.

- **En créant une enveloppe spécifique « agile »,** dotée de quelques centaines de milliers d'euros, pour accompagner les innovations et expérimentations du milieu associatif.

---

\* **Le tiers-lieu** se définit surtout parce qu'on y fait ! Fab-Lab, espace de coworking mais aussi espace associatif en autogestion, squats culturels ou politiques, il y a toutes sortes de tiers-lieux.



PARTIE 10

# UNE VILLE ET UNE MÉTROPOLE ÉCORESPONSABLES

Les élu.e.s sont aussi des militants engagés qui défendent des valeurs. En 1978, la mairie de Rennes avait soutenu les ouvrières du textile de la SPLI au début de leur lutte contre les licenciements : aide matérielle et financière, moyens de transport, prêt de salles, soutien médiatique et politique, mobilisation politique réelle et physique des élu.e.s, la Ville était au côté des salariés en lutte. Nous voulons également renouer avec cette tradition perdue.

La Ville et la Métropole peuvent par le conditionnement des aides économiques mais aussi en montrant elles-mêmes l'exemple, concourir à faire avancer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et à lutter contre les discriminations au travail. Enfin, la commande publique est un levier sous-utilisé pour engager des dynamiques économiques plus solidaires et plus respectueuses de l'environnement sur le territoire.

## CHAPITRE 1

# RENNES ET RENNES MÉTROPOLE EMPLOYEURS ENGAGÉS

En matière de responsabilité sociale et environnementale, nos collectivités doivent montrer l'exemple. On ne peut pas exiger des entreprises du territoire ce qu'on ne s'applique pas à soi-même.

Certains services de la Ville sont sujets à l'emploi de personnes en contrats courts et précaires, parfois avec des horaires atypiques. Cela touche particulièrement les femmes dans les crèches, les EHPAD\*, les CCAS\* mais aussi les animateurs et animatrices du périscolaire. Contrairement à l'État, la majeure partie des salariés dans les collectivités locales sont de catégorie C. Ils doivent pouvoir vivre dignement de leur emploi. Par ailleurs, avec la fusion des services entre Rennes et Rennes Métropole, une règle stricte de maintien de la masse salariale a parfois dégradé les conditions de travail et surchargé les services. Une difficulté à dialoguer s'est faite jour dans quelques services et notamment autour de la gouvernance du CHSCT et du service de santé au travail et du parcours dans les carrières.

*\*EHPAD : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*

*\* CCAS : Centre Communal de l'Action Social – Établissement public communal qui intervient dans le domaine de l'aide sociale*

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour un dialogue de qualité

Nous voulons rénover les instances de dialogues avec les partenaires sociaux et développer un esprit de coopération entre élu.e.s et sections syndicales, dans le respect mutuel des rôles de chacun. En ces temps où l'État attaque très durement la santé au travail, nous voulons faire de la santé et de la prévention des risques psycho-sociaux notre priorité.

- Nous voulons établir une gouvernance rénovée des instances de dialogues avec les salariés et les partenaires sociaux. Nous soutiendrons un fonctionnement plus démocratique et plus horizontal du CHSCT\*.
- Nous nous engageons à un audit sur les conditions de travail dans les différents services de la Ville et de la Métropole et à mettre en œuvre toute action nécessaire à l'amélioration du climat social et des conditions de travail.
- Nous voulons développer un service efficace et pluridisciplinaire en termes de santé au travail. Nous voulons créer de nouveaux postes de médecins en santé du travail.
- Nous nous engageons à travailler avec tous les agents concernés à la mise en place des politiques publiques afin de les

*\* CHSCT : Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail – Organe dont le but est de prévenir les dangers au travail*

*\* Écoresponsabilité : volonté de limiter son impact sur la planète en prenant en compte dans les enjeux liés aux déchets, à l'énergie, à la pollution générée, aux émissions de gaz à effet de serre et à la consommation des ressources*

impliquer et de les rendre acteur.trice.s des mutations internes à la collectivité.

### Pour déprécariser le travail et garantir l'égalité professionnelle

Nous voulons déprécariser le travail partout où c'est possible. Nous voulons être exemplaires en matière d'égalité professionnelle entre hommes et femmes et de lutte contre les discriminations en interne de la ville et d'écoresponsabilité\*.

- Nous poursuivrons et amplifierons le travail de déprécarisation engagé lors du mandat précédent.
- Nous établirons un agenda social avec les partenaires sociaux afin d'établir un plan pluriannuel d'embauches, de déprécarisation et de progressivité des droits sociaux.
- Nous garantirons l'équité de traitement entre homme et femme dans le recrutement, dans le salaire et les primes et dans l'avancement de carrière. Nous travaillerons à la mixité partout où c'est possible.
- Nous travaillerons à une meilleure représentativité de la diversité dans les recrutements et nous engageons à l'exemplarité dans la lutte contre les discriminations et le racisme.
- Nous créerons un poste de chargé.e de mission développement durable et écoresponsabilité\* dans les services clés (petite enfance, école, associatif) afin d'impulser de véritables changements dans ces services.

# UNE COMMANDE PUBLIQUE ÉTHIQUE, ÉQUITABLE ET ÉCOLO

Les commandes publiques ont un poids économique considérable : elles constituent 15 % du Produit Intérieur Brut (PIB) français. Elles peuvent donc être un levier important pour favoriser une économie responsable et respectueuse de l'environnement et des droits sociaux. Les achats de la Ville de Rennes et Rennes Métropole représentent plus de 1000 marchés soit 150 à 200 M€ dont 60 % de fournitures et 40 % de travaux. 50 % des marchés sont attribués à des entreprises du territoire de la métropole.

La commande publique est donc un levier de développement territorial essentiel. En favorisant l'accès des petites et moyennes entreprises à ses marchés publics, aux entreprises d'insertion ou encore à celles employant des personnes en situation de handicap et en s'engageant en faveur de l'alimentation biologique et du commerce équitable\*, la Ville de Rennes et Rennes Métropole ont réaffirmé depuis 2014 le choix de soutenir des entreprises qui à leur tour participent à construire un développement durable et solidaire de notre territoire. De plus, avec la création de la centrale d'achat Regate il y a 3 ans, la Ville de Rennes, Rennes Métropole et ses

communes membres optimisent et mutualisent les achats publics dans un souci de développement durable et économique. Enfin, en avril 2018, à l'initiative des élu.e.s écologistes, les deux collectivités ont adopté un schéma de la commande publique responsable. Ce document réaffirme la volonté d'une commande publique équitable et sociale, au service de la transition écologique et d'un développement économique responsable.

La Ville de Rennes et Rennes Métropole doivent continuer à développer ces deux outils que sont la centrale d'achat Regate et le schéma des achats responsables afin d'impulser la nécessaire mutation éthique et écologique de l'économie locale. L'ensemble des actions de Rennes Métropole doit favoriser une économie locale, équitable, créatrice d'emplois de qualité et respectueuse de l'environnement. Elle luttera également contre les paradis fiscaux et deviendra ainsi un entrepreneur exemplaire.

*\* Commerce équitable : partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial.*

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour une « économie durable et solidaire »

Nous pensons que les collectivités doivent assumer leur rôle dans la promotion d'une économie plus respectueuse de l'homme et de l'environnement.

- Nous voulons intégrer des critères sociaux, démocratiques, de protection de l'environnement, de création d'emplois, d'égalité femme-homme, d'insertion, de lutte contre les paradis fiscaux... dans le choix des moyens de financement des investissements des deux collectivités.
- Depuis 2018, une éco-conditionnalité des aides au secteur culturel intégrant les 4 piliers du développement durable est mis en place. Il s'agira de renforcer ce dispositif en intégrant par exemple des critères sur l'égalité femme-homme et de l'étendre à l'ensemble des secteurs : associations, sports...
- Nous voulons renforcer le Schéma de Promotion des Achats Responsables à travers une animation efficace entre services et avec les actrices et acteurs économiques. Tous les marchés publics devront avoir un critère « achat responsable » (sociaux et environnementaux).
- Les services les plus pourvoyeurs de marchés publics (bâtiments, voiries, jardin, approvisionnement...) devront travailler en transverse afin de mutualiser leurs compétences et bâtir de véritables plans de récupération et réutilisation des matériaux (économie circulaire\* et production des déchets). Chaque chantier de rénovation, ou de construction devra par exemple débiter par un diagnostic déchet afin d'évaluer les matériaux à récupérer d'autres chantiers et ceux à donner.

### Pour lutter contre les paradis fiscaux

La crise bancaire et financière, qui a débuté en 2007 et a induit une crise économique de grande ampleur, a mis en évidence les dérives du système financier international. Il est possible à notre échelle de lutter contre ces dérives. Nous voulons que Rennes Métropole impose à ses partenaires économiques et bancaires des règles de transparence fortes. Ainsi, Rennes Métropole refusera de travailler avec des acteurs ayant une présence directe ou indirecte dans les paradis fiscaux.

- Nous militerons pour la création au plan national d'un pôle public bancaire destiné au financement des collectivités.

### Rennes Métropole entrepreneur

- De nombreuses activités sont aujourd'hui délaissées par les collectivités publiques au profit d'entreprises privées. Nous voulons inverser le principe qui tend à délaisser au privé les activités rentables, quand la puissance publique n'assure plus que des activités déficitaires par nature. Dans des domaines comme l'énergie ou les déplacements, Rennes Métropole peut intervenir en tant qu'entreprise publique locale, en privilégiant toute forme de maîtrise d'ouvrage publique.
- Nous instaurerons un devoir d'exemplarité dans la communication et les réceptions avec l'utilisation de produits sobres, locaux et végétariens et l'arrêt des boissons alcoolisées.

*\* Économie circulaire : modèle économique dont l'objectif est de produire des biens et des services de manière durable, en limitant la consommation, les gaspillages de ressources*

## DES SERVICES PUBLICS POUR TOUTES ET TOUS

L'égalité des citoyens et citoyennes, la cohésion sociale et l'équilibre territorial doivent être garantis par des services publics de qualité. Contre la tendance au désengagement de l'État, Rennes doit se positionner pour une conception renouvelée des services publics !

Les difficultés rencontrées par une part de plus en plus importante de la population ne sont pas une fatalité : les services publics locaux peuvent ainsi constituer un véritable filet de sécurité sociale. Ne l'oublions pas : les services publics sont souvent la seule richesse des plus démunis. Nous croyons donc qu'il est possible d'apporter à chaque habitant ou habitante du territoire des services publics répondant à ses besoins particuliers.

Nous réfléchissons avec les communes de la métropole à des partenariats et des mutualisations de services existants ou la création de nouveaux services publics pour garantir l'égalité d'accès des usagers sur tout le territoire. Avec l'arrivée de nouvelles populations aux besoins différents, les communes doivent adapter leur offre de services (école, cantines, centres de loisirs, services sociaux, Point Accueil Emploi, etc.). La métropole peut coordonner et accompagner les communes sur ce volet afin de développer la coopération et la mise en commun.



### FOCUS

#### POUR UN SCHÉMA MÉTROPOLITAIN DES SERVICES PUBLICS

**Pour permettre que chaque quartier et commune de l'agglomération soit doté des services publics nécessaires aux besoins des habitants et habitantes.**

- Il permettra aussi d'**organiser la cohérence et la complémentarité des services** pour répondre de manière plus efficiente aux besoins spécifiques de chaque bassin de vie.
- Il **initiera également une dynamique coopérative** susceptible d'associer habitants et habitantes, collectivités locales et opérateurs dans la mise en œuvre d'une conception renouvelée des services publics.
- **Pour écarter la finance et les multinationales** de la gestion des services publics, la régie publique sera la forme privilégiée.

## PARTIE 11

# UN BUDGET POUR TOUT CHANGER



Le territoire de Rennes Métropole connaît une bonne santé économique. Cette bonne santé se retrouve dans les budgets des collectivités, tant de Rennes Métropole que de la Ville de Rennes. Cette bonne santé est le fait d'une bonne gestion. Elle est liée aussi à une dynamique fiscale positive. La Ville de Rennes comme Rennes Métropole voient ainsi leur niveau d'épargne augmenter sensiblement. La période 2020-2026 verra aussi la fin des investissements liés à la seconde ligne de métro (1,4 milliards d'euros).

Cette situation ouvre de nouvelles capacités d'investissement pour notre métropole. La Ville de Rennes, qui a voté l'état d'urgence climatique en septembre, doit se saisir de cette opportunité. Il s'agit désormais de mener des politiques à la hauteur des enjeux.

Notre bonne santé financière nous oblige à être un territoire ambitieux en matière de transformation écologique et innovant en matière de solidarité.



## FOCUS

### UN MILLIARD D'EUROS POUR LE CLIMAT

Pour passer à la vitesse supérieure sur la question de la transition énergétique, il nous faut mettre les moyens financiers nécessaires. Cet argent proviendra de l'emprunt, l'extinction de l'investissement sur la seconde ligne de métro (1,4 milliards d'euros) permettant de retrouver des capacités d'emprunt équivalentes.

- Nous lancerons un pacte finance climat local : 1 milliard d'euros seront fléchés pour faire progresser la transition énergétique.

Le tableau ci-dessous présente les principaux pôles auxquels seront attribués ces moyens financiers.

ORIENTATION N°1 - <b>SAVOIR ET AGIR ENSEMBLE</b> Conférence locale de l'énergie, donner les moyens aux associations qui font de la mesure environnementale, sensibilisation	1,5 millions
ORIENTATION N°2 - <b>ÊTRE UN TERRITOIRE RÉSILIENT QUI VEILLE À LA QUALITÉ DE VIE</b> Accélérer l'achat de bus électriques, tester les bus au bio-gaz, renouveler la flotte de véhicules, étudier le déploiement d'espaces logistiques et développer une stratégie de logistique urbaine	120 millions
ORIENTATION N°3 - <b>RENDRE POSSIBLE DES MODES DE VIE BAS CARBONE POUR TOUS LES HABITANT.E.S</b> Atteindre vraiment 6 000 logements rénovés, construire un réseau XL vélo, rémunérer le covoiturage (péage positif*), -10 % de trafic routier en faisant évoluer les modes de déplacement, construire en bio-sourcé	250 millions
ORIENTATION N°4 - <b>METTRE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET D'INNOVATION</b> Améliorer la performance énergétique et écologique des activités économiques et des services publics, rénover en basse consommation les bâtiments de bureaux et autres bâtiments tertiaires, accompagner l'émergence de nouveaux modèles de production et de consommation, développer l'économie circulaire* et les synergies industrielles	180 millions
ORIENTATION N°5 - <b>MULTIPLIER PAR TROIS L'USAGE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES</b> Objectif : devenir un territoire zéro carbone à l'horizon 2050	150 millions
Construire le RER Rennais	450 millions
Déployer trois trambus (axe sud ouest/nord est/sud est) et étendre la ligne a du métro vers Chantepie (Loges)	250 millions
<b>TOTAL</b>	<b>1 402 millions</b>

\* **Péage positif** : rémunération d'un conducteur qui accueille un autre passager à hauteur du prix d'un ticket de transport en commun, dans la limite de deux trajets par jour

\* **Économie circulaire** : modèle économique dont l'objectif est de produire des biens et des services de manière durable, en limitant la consommation, les gaspillages de ressources et la production des déchets

#### Pour investir pour les services publics de proximité et s'engager avec les acteurs du territoire

La bonne santé économique de notre ville et métropole ne doit pas cacher des besoins d'accompagnement social toujours plus importants. L'extension des services à la population est une nécessité. Elle a bien sûr un coût mais qui est d'abord un investissement pour le territoire et bénéfique à toutes et tous.

- Nous voulons maintenir un fort niveau d'investissement tant à la Ville de Rennes que Rennes Métropole pour répondre aux besoins de la population en matière scolaire, crèches, restauration collective, d'équipements sportifs et de proximité.

- Nous élaborerons un schéma des services publics métropolitains pour assurer un maillage équilibré et consolidé sur l'ensemble du territoire de la métropole.

- Nous sanctuariserons le budget global dédié aux partenaires associatifs. Il n'y aura aucune baisse du budget global dédié aux associations. Des réorientations à l'intérieur de ce budget sont bien sûr possibles et nécessaires, en particulier au profit du climat et de la biodiversité.

- Nous développerons une nouvelle politique d'emploi pour renforcer les moyens humains de la Ville de Rennes et Rennes Métropole en matière d'environnement, d'éducation (crèches et écoles), de solidarité, de sécurité, de prévention, d'urbanisme, de démocratie... Elle sera le produit d'un dialogue social renouvelé et consolidé.

- Nous mettrons en œuvre une conditionnalité écologique et sociale systématique de toutes les aides publiques (vers les associations, les entreprises...). Cette éco-conditionnalité permettra de réorienter les budgets en faveur de la transformation du territoire et des politiques de solidarités.

- Nous mettrons en œuvre une politique budgétaire qui sert d'abord les acteurs du territoire. Par exemple, nous préférons consolider les budgets dédiés aux États généraux de la culture et à la diversité culturelle, à la protection de l'environnement, plutôt que d'engager un million d'euros d'argent public pour une nouvelle exposition Pinault.

- Nous ferons le nécessaire pour retrouver des marges de manœuvre sur les budgets de fonctionnement\* pour permettre aux services publics et aux partenaires de la collectivité d'avoir les moyens de leurs actions. La réorientation des budgets par la conditionnalité écologique et sociale ainsi que l'attention portée en premier aux acteurs du territoire permettront de dégager ces moyens. Et s'il le faut, nous nous affranchirons de l'obligation de ne pas augmenter les budgets de fonctionnement\* des collectivités au-delà d'1,5 % par an (mesure du gouvernement Philippe).

\* **Budgets de fonctionnement** : dépenses nécessaires au fonctionnement d'une structure.

## NOS ENGAGEMENTS

### Pour reconnaître les potentiels d'innovations et d'expérimentation de notre territoire

Aujourd'hui, de nombreux projets innovants ne rentrent dans aucun dispositif d'aide existant malgré leur fort intérêt pour le territoire et ses habitant.e.s. Cela doit changer.

- Nous créerons une ligne budgétaire spécifique pour favoriser l'innovation et les expérimentations du milieu associatif. Nous voulons une enveloppe budgétaire « agile », dotée de quelques centaines de milliers d'euros.

### Pour étendre les gratuités et généraliser les tarifications écologiques et sociales

Pour des raisons sociales mais aussi pour affirmer certains services publics (eau, déplacements, énergie, alimentation...) comme biens communs, nous voulons élargir les gratuités d'accès aux services publics et étendre les tarifications solidaires à l'image du travail déjà mené sur le service public de l'eau (gratuité des 10 premiers m<sup>3</sup>) ou des transports (tarification en fonction des revenus).

- Nous voulons étendre les gratuités sociales et les temps gratuits. Par exemple, nous instaurerons la gratuité à la cantine scolaire pour les personnes les plus pauvres, comme cela se fait déjà pour le réseau de transports.

- Nous voulons étendre l'application de tarifs progressifs, écologiques et sociaux à d'autres services publics, en commençant par l'énergie, pour garantir à toutes et tous un accès aux biens de première nécessité, réduire le coût des consommations et lutter contre le gâchis. Par exemple, nous travaillerons avec les fournisseurs à la création d'une offre d'électricité renouvelable pour les personnes les plus modestes.

### Pour donner la parole aux Rennais.es sur leurs priorités en matière de budget

Après 5 années, le budget participatif rennais a démontré sa pertinence pour favoriser la participation citoyenne à la vie publique locale. Il a aussi démontré tout son intérêt dans la co-construction des politiques locales en lien avec les élu.e.s et agent.e.s de la collectivité.

- Nous voulons mettre en œuvre un budget participatif à l'échelle de Rennes Métropole.
- Nous voulons adapter le budget participatif rennais pour qu'il touche une population toujours plus large, en particulier dans les quartiers plus populaires. Cela passe notamment par des budgets participatifs spécifiques, notamment la création d'un « budget participatif école ».

### Pour une plus grande solidarité entre les territoires de Rennes Métropole

Rennes Métropole a un rôle de péréquation, c'est-à-dire de répartition de ses richesses entre les communes qui composent son territoire.

- Nous voulons assurer une répartition plus juste de l'ensemble des politiques métropolitaines. Par exemple, à ce jour, les aides économiques attribués aux entreprises par Rennes Métropole se concentrent sur Rennes.
- Nous sommes en train de refondre les critères de répartition de la dotation de solidarité communautaire (DsC) afin qu'elle serve au mieux l'ensemble des communes. Le DsC est un mécanisme de solidarité financière qui permet une meilleure équité entre les communes de Rennes Métropole. L'objectif est de le rendre encore plus solidaire.
- Nous souhaitons mettre fin aux politiques de rayonnement pour réorienter ces budgets vers l'équilibre du territoire.
- Nous souhaitons expérimenter des partenariats et des contrats de réciprocité entre territoires pour des politiques de développement économique qui favorisent l'équilibre avec les territoires voisins de la métropole.

### Pour une fiscalité juste et écologique

À Rennes comme à Rennes Métropole, la dynamique des recettes fiscales, à taux d'imposition constants, est positive. Les niveaux d'épargne brute de Rennes et Rennes Métropole progressent. Ce résultat permet d'envisager la poursuite de programmes d'investissement ambitieux notamment en faveur de la transition écologique du territoire sans qu'il y ait besoin d'une augmentation de la fiscalité sur les ménages.

- Nous n'augmenterons pas les impôts des ménages pour les trois ans à venir. Nous ne pouvons pas nous engager au-delà de 2023 car un changement de gouvernement pourrait alors provoquer des changements dans la dotation de l'État aux collectivités ou dans la fiscalité locale. Au-delà de 2023, dans le cas où nous serions contraints à des augmentations d'impôts, nous les ferons peser en priorité sur les entreprises.
- Nous n'augmenterons pas les taux d'imposition des entreprises si la dynamique fiscale reste inchangée. En fonction du contexte après 2023, dans le cas où nous serions contraints à des augmentations d'impôts, nous ferons peser la fiscalité en priorité sur les entreprises. La bonne santé économique du territoire légitime une contribution des entreprises à l'action publique locale.
- Nous souhaitons mettre en place une redevance incitative pour la gestion des déchets en remplacement de l'actuelle Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères. Une redevance incitative permettra à la fois de renforcer les changements de

## NOS ENGAGEMENTS

pratiques des consommateur.trice.s et des commerçant.e.s et d'encourager les métropolitain.e.s à réduire la quantité de déchets. Le caractère écologique de cette redevance n'est plus à démontrer. Partout où elle a été mise en place le volume de déchets produits a fortement diminué.

- **Notre attention porte sur le volet social de cette redevance.** La part fixe de cette redevance pourrait être établie en fonction du quotient familial des foyers afin de tenir compte de la composition des ménages. Elle pourra aussi être mise en œuvre à une échelle collective (ilots, quartiers...) en vue de provoquer des dynamiques collectives de gestion des déchets.

### **Emprunt et dette: sortir la finance internationale de la vie locale, faire appel aux outil financier éthiques et responsables.**

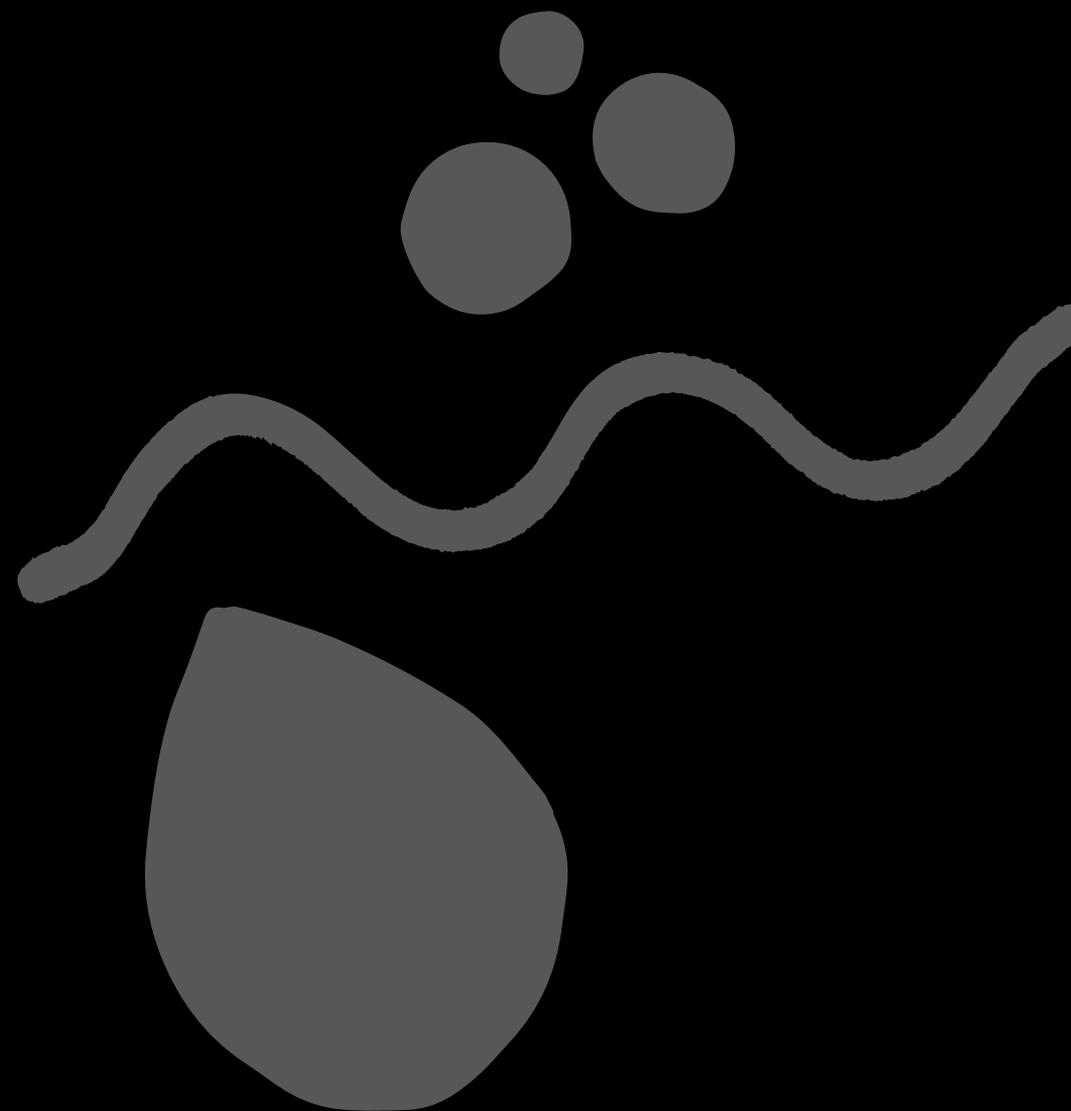
Être écologiste, c'est vouloir préparer l'avenir. Nous ne voulons pas léguer une dette environnementale aux générations futures. Nous ne voulons pas non plus leur léguer une dette financière insurmontable. Aussi, chaque euro d'argent public doit être investi utilement sans dégrader la bonne santé de nos collectivités. Le recours à l'emprunt est pour autant un outil de financement des investissements nécessaire. La bonne santé de notre collectivité, la fin des investissements sur le métro, les taux d'intérêts très bas nous ouvrent une capacité d'emprunt importante. Il nous faut être exemplaire sur la gestion de notre dette, il nous faut aussi en faire un outil de transformation écologique.

- **Nous voulons conforter les actions déjà menées au cours du précédent mandat pour lutter contre les paradis fiscaux et pour une "finance décarbonnée"** comme l'exclusion des banques ayant des activités dans les paradis fiscaux ou encore l'intégration de critères environnementaux et sociaux dans le choix des partenaires bancaires et des assurances. Ces critères permettent notamment de privilégier des partenaires bancaires et assureurs de la Ville de Rennes qui n'investissent pas dans le secteur des énergies fossiles mais plutôt en faveur de celui de la transition énergétique.

- **Nous privilégierons les finances solidaires\*** ainsi que les partenaires bancaires publics et coopératifs pour l'emprunt.

- **Nous refuserons que notre dette soit soumise à l'appréciation des agences de notation** comme c'est le cas aujourd'hui.

*\* Finances solidaires : finance qui a pour objectif de rendre accessible aux populations défavorisées les services financiers de base (épargne et crédit) et/ou d'orienter l'épargne vers des activités à caractère solidaire et éthique.*



# INDEX

---

- Arbre : 19, 21, 46, 58, 140-141
- Agriculture urbaine : 17, 21, 46, 123, 128, 140
- Alimentation durable : 20-22, 91
- Animal : 18
- Associations : 18, 22, 23, 36, 37, 52, 73, 78, 85, 97, 99, 100, 102, 103, 111, 133, 138, 148, 151, 154, 158-160, 172
- Autonomie alimentaire : 20
- Autonomie énergétique : 24, 26, 157
- Bio : 20-23, 22, 33, 91, 123, 126, 132, 140, 141, 148
- Biodiversité : 17-19, 46-47, 105, 173
- Bois (filière) : 19, 27, 43, 45
- Breton : 129, 151
- Budget : 25, 36, 43, 67, 82, 99, 105, 119, 138, 171-176
- Budget participatif : 10, 12, 28, 99, 127, 131, 174
- Cantine : 20, 24, 77, 103, 126, 140, 174
- Changement/réchauffement climatique : 15, 19, 23, 26, 99, 105, 122, 125, 126
- Chômage : 61, 68-69
- Citoyenneté : 40, 88, 101, 121, 127, 131
- Climat : 15, 23, 105, 172
- Commande publique : 27, 72, 163, 166
- Commerce : 43, 46, 70-73, 117
- Commerce équitable : 72-73, 97, 164
- Concertation / co-construction : 18-19, 38, 41, 46, 50, 52, 57, 92, 111, 117, 146, 148, 157, 159, 174
- Culture : 36, 84, 87, 91, 97, 99, 103, 129, 131, 137, 145-160, 167, 173
- Déchets : 24, 27, 29-31, 55-57, 72, 123, 148, 155, 167, 175-176
- Démocratie locale : 7-12, 46
- Discriminations : 79-81, 83, 87, 95, 150, 154, 156, 159, 165
- Eau : 25-27, 32-34, 153, 174
- École : 10, 17, 20, 21, 24, 26, 28, 33, 36, 38, 56, 85, 89, 97, 102, 111-112, 124, 125-129, 131, 136, 140, 142, 143, 149, 151, 155, 165, 173, 175
- Économie circulaire : 31, 65, 72-73, 167, 172
- Économie sociale et solidaire, ess : 31, 65-67, 68, 99, 132, 160
- Éducation : 36, 56, 85, 121-129, 131, 142, 173
- Égalité femme-homme : 54, 82, 83, 84, 85, 100, 133, 138, 147, 150, 154, 159, 167
- Emploi : 12, 26, 46, 47, 61-71, 75, 76, 80, 82, 112, 132, 137, 148, 159, 173
- Énergies renouvelables : 23, 26-28, 62, 172
- Enfance / petite enfance : 89, 97, 102, 121-129, 142, 151
- Environnement : 15-37, 44-45, 72, 126, 153, 176
- Espace public : 33, 36, 46, 54, 57, 82, 85, 87, 112, 115, 132, 155
- Étudiant.E.S : 49, 85, 135-138
- Europe : 103-104
- Exilé.E.S : 97, 102-103
- Fiscalité : 49, 175
- Gallo : 151
- Gaspillage : 20, 22, 24, 30, 33, 72-73
- Génération climat : 121, 128
- Gouvernance : 9, 147, 165
- Gratuité sociale : 24, 76-77, 103, 119, 126, 132, 136, 139, 174
- Habitat participatif : 46, 48, 50, 88, 92, 137
- Handicap : 69, 77, 86-89, 112, 116, 123, 156
- Insertion : 52, 78, 103, 159
- Jeunesse : 50, 52, 130-134
- Lgbt : 75, 79
- Lsf : 87, 89, 150
- Logement : 26-27, 44-45, 48-50, 83, 88, 91, 102, 137, 148, 172
- Marche à pied : 108-109, 126
- Nature : 16, 17, 43, 45-46, 71, 123, 128, 142, 152
- Numérique : 35-38, 58, 127, 135
- Ondes électromagnétiques : 21, 91, 143
- Participation citoyenne : 10, 12, 38, 147, 174
- Patrimoine : 47, 149
- Personnes âgées : 90-92, 109, 112, 124
- Photovoltaïque : 26, 28, 126, 157
- Précarité : 26, 132, 141
- Propreté : 55-57
- Publicité : 58
- Qualité de l'air : 108, 110, 113, 115, 140
- Recyclage : 29, 31, 34, 37
- Réemploi : 29-31, 45, 67, 73, 148
- Rénovation énergétique : 26, 45, 48, 126, 137
- Rer métropolitain : 114, 172
- Revenu de transition écologique : 63
- Revenu minimum garanti : 68, 76, 132
- Service public : 28, 43, 53, 77, 103, 112, 147, 151, 168, 172-174
- Sobriété (énergétique, numérique) : 23, 25, 31, 36
- Sport : 30, 84, 86-88, 128, 137, 154-157
- Tourisme : 77, 152-153
- Transition (écologique, énergétique) : 23, 25-26, 28, 37-38, 42, 45, 63, 97, 99, 138, 172, 176
- Transports : 73, 88, 92, 103, 107-119, 132, 136, 140, 174
- Urbanisme : 17, 25, 41, 43, 44-48, 71, 85, 88, 142
- Végétarien : 18, 24, 65, 140, 167
- Végétalisation : 17, 19, 43, 44, 126, 140, 142
- Vélo : 47, 72, 110-112, 117, 126, 142, 153, 172
- Violences faites aux femmes : 82, 85, 97